

UNE PRÉSIDENTENCE SOUS INFLUENCE :

LES PRIORITÉS BIAISÉES
DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS
POUR L'UE



Corporate
Europe
Observatory

OBSERVATOIRE
DES MULTINATIONALES
SOCIAL, ÉCOLOGIQUE, POLITIQUE

GLOSSAIRE

AFEP : Association française des entreprises privées, le lobby français des grandes entreprises

API : Association des plateformes d'indépendants, un lobby français pour les plateformes numériques de services comme Deliveroo et Uber

Atos : une multinationale française spécialisée dans la technologie, la sécurité, le numérique et le conseil

Bâle III : accord international visant à réduire les risques bancaires et à imposer des exigences de fonds propres au secteur financier

Boussole stratégique : la première stratégie de défense européenne, actuellement en cours de discussion

CAC40 – principal indice de la Bourse de Paris, regroupant les plus grosses entreprises françaises

CCI France : Chambre de commerce et d'industrie, une organisation patronale française

CCS : capture et stockage du carbone, une technologie controversée, coûteuse et non prouvée

CDPF : Cercle des délégués permanents français, un réseau de lobbyistes représentant les intérêts français à Bruxelles, principalement issus d'entreprises

CEA : Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, un organisme public français de recherche et de développement, principalement dans le domaine de l'énergie nucléaire et des armes nucléaires

CO2 : dioxyde de carbone, un gaz à effet de serre

Conseil de l'UE : institution de l'UE où les gouvernements des États membres négocient puis co-adoptent

les lois de l'UE, et coordonnent les politiques européennes

Conseil des ministres : parties du Conseil de l'UE, dans 10 configurations différentes selon les dossiers et domaines traités, auxquelles chaque État membre envoie son ministre responsable. Exemples : Agrifish (agriculture et pêche) et Ecofin (finance)

Contrats de concession : contrats de privatisation entre le secteur public et une entreprise privée pour la gestion de services tels que l'approvisionnement en eau

COP26 et COP27 : Conférences des Nations unies sur le climat, qui s'est récemment tenue en Écosse et qui se tiendra en Égypte en 2022

Copa-Cogeca : le plus important lobby agricole à Bruxelles

Coreper : Comité des représentants permanents des gouvernements des États membres auprès de l'Union européenne, qui fait partie du Conseil de l'UE

Corporate Europe Observatory – ONG spécialisée dans la surveillance du lobbying des entreprises à Bruxelles, co-auteur du présent rapport

« **De la ferme à la fourchette** » : stratégie agricole de l'UE, qui fait partie du Pacte vert européen et qui vise notamment à réduire l'utilisation des pesticides

Dieselgate : Scandale qui a éclaboussé l'industrie automobile lorsqu'il a été découvert que de nombreux constructeurs avaient triché sur les tests d'émissions de leurs véhicules

Diligence raisonnable obligatoire : obligation pour les entreprises multinationales de mettre en place des politiques visant à éviter activement les violations des droits de l'homme ou de l'environnement causées par leurs activités ou celles de leurs filiales et sous-traitants

DMA : Loi européenne sur les marchés numériques, actuellement en cours de négociation

DSA : Loi européenne sur les services numériques, actuellement en cours de négociation

E171 : additif alimentaire à base de dioxyde de titane

EBF : Fédération bancaire européenne, un lobby européen représentant le secteur financier

EDF : Électricité de France, producteur et fournisseur d'énergie, ancien service public, encore détenu en grande partie par l'État français

EU-ETS : Système d'échange de quotas d'émission, le controversé marché carbone de l'UE

FBF : Fédération bancaire française (FBF), lobby français du secteur bancaire

FED : Fonds européen de défense, une initiative européenne à plusieurs milliards d'euros qui vise à coordonner et à accroître les investissements des États membres dans la recherche en matière de défense et la coopération européenne en matière d'achats d'armements

Fit for 55 : partie du Green Deal européen, un ensemble de politiques et de législations visant à aider l'UE à atteindre son objectif de réduction de 55 % de ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030

FNSEA : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles, principal lobby et syndicat des agriculteurs en France et co-gestionnaire de fait avec l'État du système agricole français

France 2030 – un plan d'investissement de plusieurs dizaines de milliards d'euros

ros annoncé par Emmanuel Macron en octobre 2021 pour des secteurs industriels prioritaires, notamment l'hydrogène, l'aérospatiale, le numérique, les biotechnologies, la culture et la santé

France Digitale : lobby français des start-up du numérique

France Industrie : lobby français de l'industrie

Gaia-X : projet visant à développer une infrastructure européenne de données en nuage

Green Deal ou Pacte vert européen – politique phare de la présidente de la Commission Ursula von der Leyen, qui vise à rendre l'UE neutre en carbone

Groupes de travail du Conseil : 150 groupes au sein du Conseil qui réunissent des fonctionnaires de chaque État membre pour examiner les projets de nouveaux règlements et directives de l'UE.

HERA : Autorité de préparation et de réaction aux urgences sanitaires, une nouvelle initiative de l'UE mise en place suite à la pandémie de COVID.

Hydrogène : une source d'énergie alternative controversée, présentée comme respectueuse du climat, mais actuellement produite en grande partie à base d'énergies fossiles

Hydrogène vert : produit à partir d'un excédent supposé d'électricité renouvelable par électrolyse

Institut Choiseul : un think tank français ayant des liens avec des entreprises

Institut Montaigne : un think tank français financé par des entreprises

IOGP : International Association of Oil and Gas Producers, lobby du secteur de l'énergie

LVMH : multinationale française des produits de luxe

MEDEF : Mouvement des Entreprises de France, principal groupe patronal français

NextGenerationEU : le fonds de relance post-COVID de l'UE, d'une valeur de 800 milliards d'euros

Numeum : lobby français du secteur du numérique, anciennement connu sous le nom de TECH IN France/Syntec Numérique

Observatoire des multinationales – Média français dédié aux grandes entreprises et à leurs lobbies, co-auteur de ce rapport

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques, une organisation internationale de pays riches qui convient de règles communes notamment dans le domaine de la fiscalité des entreprises

PAC : la très controversée politique agricole commune de l'UE. La France est le principal bénéficiaire des subventions de la PAC

PFA : Plateforme de l'automobile, lobby français de l'industrie automobile

PIIEC : Projet important d'intérêt européen commun (IPCEI selon l'acronyme anglais), un dispositif de l'UE visant à faciliter et encourager le financement public de la recherche-développement privée et à assouplir les règles en matière de concurrence et d'aides d'État pour certains secteurs industriels

Pilier 2 : le cadre de l'OCDE visant à fixer un taux minimum mondial d'imposition des sociétés

Présidences tournantes : tous les six mois, un État membre assume la présidence du Conseil de l'UE, un rôle clé dans la préparation et la fixation de l'ordre du jour des réunions du Conseil

Reporting public pays par pays : règles visant à garantir que les plus grandes entreprises publient des informations complètes sur leurs bénéfices et leurs impôts

Représentation permanente : chaque État membre de l'UE dispose d'un bureau à Bruxelles, similaire à une ambassade, pour gérer ses interactions avec les institutions européennes

Scale-Up Europe : une initiative du président Macron, un groupe de plus de 150 investisseurs, chercheurs, créateurs et chefs d'entreprise et responsables gouvernementaux européens dans le domaine des technologies

SGAE : le Secrétariat général des affaires européennes, l'unité qui coordonne les politiques européennes pour le Premier ministre français, Jean Castex

Le Siècle : un cercle d'élite composé d'hommes politiques, de journalistes et de chefs d'entreprise français

Solvabilité II : directive européenne qui définit les exigences en matière de fonds propres pour le secteur de l'assurance

Taxonomie verte : système européen de classification visant à définir ce qui est considéré comme « vert » afin de réorienter les flux financiers vers les projets et les technologies répondant à ces critères

Trilogue : négociations visant à finaliser un texte législatif de l'UE, impliquant la Commission européenne, le Conseil de l'UE et le Parlement européen

TTF : Taxe sur les transactions financières, un petit prélèvement sur toutes les transactions sur les marchés financiers, pour abonder les fonds publics et décourager la spéculation à court terme

UNION : un syndicat français de travailleurs indépendants, financé par la CFDT, le plus grand syndicat de France

VMQ : vote à la majorité qualifiée, le mode de scrutin le plus courant au sein du Conseil de l'UE, qui requiert l'accord de 55 % des pays de l'UE représentant au moins 65 % de la population de l'Union.

TABLE DES MATIÈRES

1. Résumé et conclusions principales	5
2. Présidence française de l'UE : pourquoi s'y intéresser ?	8
2.1. Des législations et politiques européennes cruciales seront discutées pendant la présidence française.....	8
2.2. La France n'hésitera pas à défendre des intérêts économiques nationaux.....	8
<i>Encadré 1. Tout ce que vous devez savoir sur le Conseil de l'Union européenne et sa présidence tournante</i>	9
2.3. La présidence française coïncide avec des élections nationales.....	10
2.4. La présidence française de l'UE a été préparée en collaboration étroite avec les grandes entreprises.....	11
2.5. Le gouvernement français semble très à l'aise avec l'opacité du processus décisionnel du Conseil.....	11
2.6. Le gouvernement français introduit ses propres traditions de capture des décisions politiques par les grandes entreprises au niveau européen.....	12
2.7. Les intérêts des entreprises européennes ne recoupent pas forcément ceux des citoyens.....	12
<i>Encadré 2. Le modèle français de collaboration public-privé</i>	14
3. Secteurs et dossiers clés à surveiller durant la présidence française	15
3.1 Climat. Des fausses solutions face à l'urgence.....	15
3.2 Numérique. Au-delà des GAFAM, une « numérisation » au service du secteur privé.....	19
3.3 Armement et sécurité. Des opportunités européennes pour l'industrie française de la défense.....	21
3.4 Agriculture et alimentation. La présidence française tiendra-t-elle bon contre les lobbies agro-industriels ? ...	22
3.5 Finance. Au service de la place de Paris.....	24
3.6 Fiscalité des entreprises. Avancées en trompe-l'œil.....	25
3.7 Services publics et privatisation. Promouvoir les acteurs privés dans les services publics.....	27
3.8 Responsabilité des entreprises. Soutien tiède au devoir de vigilance européen.....	28
3.9 Travailleurs des plateformes. La France va-t-elle défendre les droits des travailleurs de plateformes ?.....	29
<i>Encadré 3. Une décideuse française clé : Sylvie Brunet, eurodéputée</i>	30
<i>Encadré 4. Alliances industrielles et PiiEC : une tendance inquiétante au renforcement de la collusion public-privé</i>	31
4. Transparence et responsabilité démocratique du Conseil et de sa présidence	33
<i>Encadré 5. Sponsors privés et présidences tournantes</i>	36
5. Les décideurs français sur les questions européennes et la préparation de la présidence	37
5.1 La représentation de la France à Bruxelles.....	37
5.2 Le gouvernement français.....	39
<i>Encadré 6. think tanks</i>	40
5.3 Thierry Breton, le commissaire français.....	42
5.4. Les grandes entreprises françaises à Bruxelles.....	43
6. Conclusions et recommandations	47

1. RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS PRINCIPALES

En janvier 2022, la France prendra la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne pour une durée de six mois.

Cette présidence aura une résonance particulière à la fois en France – elle coïncidera avec des élections présidentielles et législatives – et au niveau européen, où seront alors négociés de nombreux textes législatifs et politiques importants, par exemple sur les questions climatiques, la santé et les fonds de relance. Il est d'autant plus inquiétant de constater à quel point les grandes entreprises et leurs lobbies ont été étroitement associés à la préparation de la présidence française, dont les priorités annoncées reflètent fortement leurs exigences.

La France semble avoir manqué l'occasion de rompre avec les pires pratiques des présidences précédentes, comme le recours à des sponsors privés et les liaisons dangereuses entretenues avec les lobbies. En même temps, le gouvernement français aborde sa présidence du Conseil de l'UE en y apportant ses propres formes de capture des décisions publiques par le secteur privé, notamment sa tradition de collaboration étroite entre l'État et des prétendus « champions » industriels.

Cette publication se veut une introduction générale à la présidence française de l'UE : à quoi peut-on s'attendre (ou que peut-on craindre) ? Quels sont les grands enjeux ? Qui sont les acteurs clés ? Elle aborde à la fois des dossiers et secteurs spécifiques – climat et énergie, numérique, etc. – et des questions transversales de transparence et de responsabilité démocratique concernant le Conseil de l'UE en général et sa présidence tournante en particulier.

Principales conclusions

1/ **La France a choisi de ne pas renoncer à la pratique controversée du recours à des sponsors privés pour sa présidence du Conseil de l'UE.** Les constructeurs automobiles Renault et Stellantis – pour qui plusieurs règles européennes qui doivent être finalisées pendant la présidence française représentent des enjeux énormes – pourront ainsi soigner leur image et leur influence auprès des décideurs.

**LES GRANDES ENTREPRISES
ONT ÉTÉ ÉTROITEMENT ASSOCIÉES
À LA PRÉPARATION
DE LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE,
DONT LES PRIORITÉS REFLÈTENT
FORTEMENT LEURS EXIGENCES.**

2/ Le peu d'informations dont nous disposons sur les rendez-vous entre décideurs et représentants d'intérêts au cours de la préparation de la présidence suggère un biais très fort en faveur des grandes entreprises. Sur les 38 réunions de lobbying divulguées par le représentant de la France à Bruxelles et son adjoint, par exemple, 28 étaient avec des entreprises ou des lobbies industriels, contre seulement 2 réunions avec la société civile. Les échanges avec les associations industrielles ont commencé bien avant que la présidence française de l'UE soit même discutée au Parlement.

3/ Les institutions françaises – la représentation française à Bruxelles comme les ministères concernés à Paris – offrent de nombreux exemples de « portes tournantes » problématiques. Un conseiller sur l'énergie à la représentation française à Bruxelles a par exemple travaillé pour TotalEnergies et d'anciens conseillers en énergie sont devenus lobbyistes pour Engie et ArianeSpace. De même, d'anciens conseillers sur les questions financières à la représentation travaillent désormais pour la Société générale, Amundi ou encore pour la Fédération bancaire française. Les portes tournantes donnent aux lobbyistes des grandes entreprises un accès privilégié aux processus décisionnels et favorisent la confusion entre l'intérêt public et les intérêts privés des entreprises françaises – mais les dirigeants français nient même qu'il y ait là un problème.

4/ La présidence française du Conseil de l'UE sera affectée par les élections nationales en France. Malgré les promesses officielles que le contexte électoral n'aura aucun impact, on constate déjà des liens étroits entre le programme de la présidence française et le programme d'Emmanuel Macron pour sa réélection – en particulier la promotion du nucléaire et des champions des technologies et de l'industrie. Certains gains politiques « faciles » – comme la mise en place d'un taux d'imposition minimum pour les entreprises – pourraient faire l'objet d'une communication exagérée à des fins électoralistes, bien que des avancées plus importantes auraient pu être obtenues avec de la volonté politique et du temps. Cela nuira inévitablement à la qualité du débat démocratique pendant la présidence française.

**ON CONSTATE DÉJÀ
DES LIENS ÉTROITS ENTRE
LE PROGRAMME DE LA PRÉSIDENTE
FRANÇAISE ET LE PROGRAMME
D'EMMANUEL MACRON POUR
SA RÉÉLECTION.**

5/ Au nom du climat, le gouvernement français fait pression pour augmenter le soutien et les financements publics allant à des secteurs industriels controversés, y compris le nucléaire. Le gouvernement français cherche à saper la cohérence du Green Deal et du paquet « fit for 55 » pour défendre les intérêts de l'industrie nucléaire, en faisant par exemple inclure le gaz dans la taxonomie verte, et plus généralement en mettant en avant les « solutions technologiques » poussées par les grandes entreprises plutôt que des changements structurels.

6/ Alors que le gouvernement français a défendu publiquement la nécessité de réglementer les géants du web basés aux États-Unis, il semble surtout vouloir leur adjoindre des champions européens, au lieu de s'attaquer aux problèmes fondamentaux que posent leurs pratiques en matière de vie privée, de libertés, de privatisation et des droits des travailleurs. Derrière les discours sur la « sou-

veraineté numérique », la frénésie de lobbying sur ces questions à l'approche de la présidence vise surtout à pousser un projet européen de « numérisation » au bénéfice du secteur privé, tout aussi problématique que celui de la Silicon Valley.

7/ **Le gouvernement français promeut une « Europe de la santé », mais ne semble pas avoir tiré les leçons de la pandémie du Covid-19 en ce qui concerne le pouvoir démesuré des laboratoires pharmaceutiques ou les investissements nécessaires dans les systèmes publics de santé.** Au contraire, il semble envisager une augmentation des financements publics pour les entreprises privées et pour l'ouverture de nouveaux marchés dans le secteur des soins et de la santé, notamment la « e-santé » – plusieurs événements sur le sujet étant prévus pendant la présidence française.

8/ **Le gouvernement français veut étendre au niveau européen son modèle de collaboration public-privé étroite dans des secteurs industriels dits « stratégiques ».** Au niveau européen, cela signifie renforcer encore la collaboration entre gouvernements et grandes entreprises et augmenter les financements publics pour les industriels dans les secteurs dits « stratégiques » (par exemple l'hydrogène, les batteries ou les technologies cloud), souvent pour des options technologiques contestables, et sans débat démocratique.

9/ **Le commissaire français Thierry Breton – désigné par Emmanuel Macron, et le premier PDG à devenir directement commissaire européen – soutient activement les orientations politiques du gouvernement français.** Soutien explicite du nucléaire, il a rencontré les grandes entreprises françaises à de nombreuses reprises depuis le début de son mandat, et promeut activement la coopération entre secteur public et privé ainsi que le développement de « champions » industriels dans des secteurs stratégiques.

10/ **Malgré les déclarations d'Emmanuel Macron sur la nécessité de rendre l'Europe plus démocratique, le gouvernement français s'est systématiquement opposé aux efforts d'amélioration de la transparence et de la responsabilité démocratique au niveau du Conseil de l'UE.** La présidence française apparaît déjà comme une occasion manquée de défendre un programme démocratique ambitieux. Au contraire, sa focalisation sur les « champions industriels européens » risque d'exposer les institutions et les processus décisionnels européens à de nouvelles formes de capture par les grandes entreprises. ■

LA FOCALISATION SUR LES « CHAMPIONS INDUSTRIELS EUROPÉENS » RISQUE D'EXPOSER LES PROCESSUS DÉCISIONNELS EUROPÉENS À DE NOUVELLES FORMES DE CAPTURE PAR LES GRANDES ENTREPRISES.

2. PRÉSIDENTE FRANÇAISE DE L'UE : POURQUOI S'Y INTÉRESSER ?

2.1. DES LÉGISLATIONS ET POLITIQUES EUROPÉENNES CRUCIALES SERONT DISCUTÉES PENDANT LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE

Plusieurs législations et initiatives politiques décisives pour l'avenir de l'Europe à court terme et à long terme seront étudiées ou adoptées pendant la présidence française. Elles affecteront en outre fortement les grandes entreprises françaises et européennes.

Parmi celles-ci :

► **Action climatique et transition.** Le paquet climatique « fit for 55 » (« prêt pour 55 ») regroupe des politiques et des textes législatifs visant à atteindre l'objectif de l'UE de réduire de 55% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Il fait partie du Pacte vert européen (le *Green Deal*), qui vise à transformer l'économie européenne pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 (voir 3.1 sur l'action climatique pour plus d'informations).

► **Régulation du secteur numérique.**

Les lois sur les services numériques (DSA) et sur les marchés numériques (DMA), visant à définir la réponse européenne face à l'essor du secteur numérique et la montée en puissance des géants du Web, pourraient être finalisées au cours de la présidence française (voir 3.2 pour plus d'informations).

► **Législation sociale.** La Commission européenne a présenté en décembre 2021 une proposition de loi sur les droits des travailleurs des plateformes numériques, un processus que le gouvernement français a déclaré vouloir soutenir (voir 3.9 pour

plus de détails). La création d'un salaire minimum européen est une autre priorité affichée, mais la France, au-delà de la communication, n'apparaît pas disposée à réellement pousser ce projet, sur lequel les États membres sont très divisés.

► **Les leçons de la crise du Covid et l'avenir des fonds de relance.** Alors que la pandémie de Covid-19 continue de sévir en Europe, les leçons que l'UE s'apprête à tirer de la crise représentent un autre enjeu fondamental. La nouvelle Autorité de préparation et de réponse aux urgences sanitaires (HERA) sera opérationnelle début 2022, tandis que le gouvernement

LES GRANDES ENTREPRISES FRANÇAISES SONT TRÈS PRÉSENTES DANS DES SECTEURS COMME L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTAIRE, L'ÉNERGIE, LA FINANCE, L'ARMEMENT ET LA SÉCURITÉ.

français et d'autres acteurs défendent le développement d'une « Europe de la santé ». Par ailleurs, les fonds de relance européens et leur instrument principal, le fonds NextGenerationEU, fonctionneront à plein régime, et les initiatives législatives qui visent à apporter un soutien public fort à des secteurs industriels, comme les projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC), se multiplient (voir l'encadré 4 pour plus d'informations). Si la crise Covid s'atténue, la question du retour de l'austérité gagnera probablement en importance également (voir 3.7 pour plus de détails).

2.2. LA FRANCE N'HÉSITERA PAS À DÉFENDRE DES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES NATIONAUX

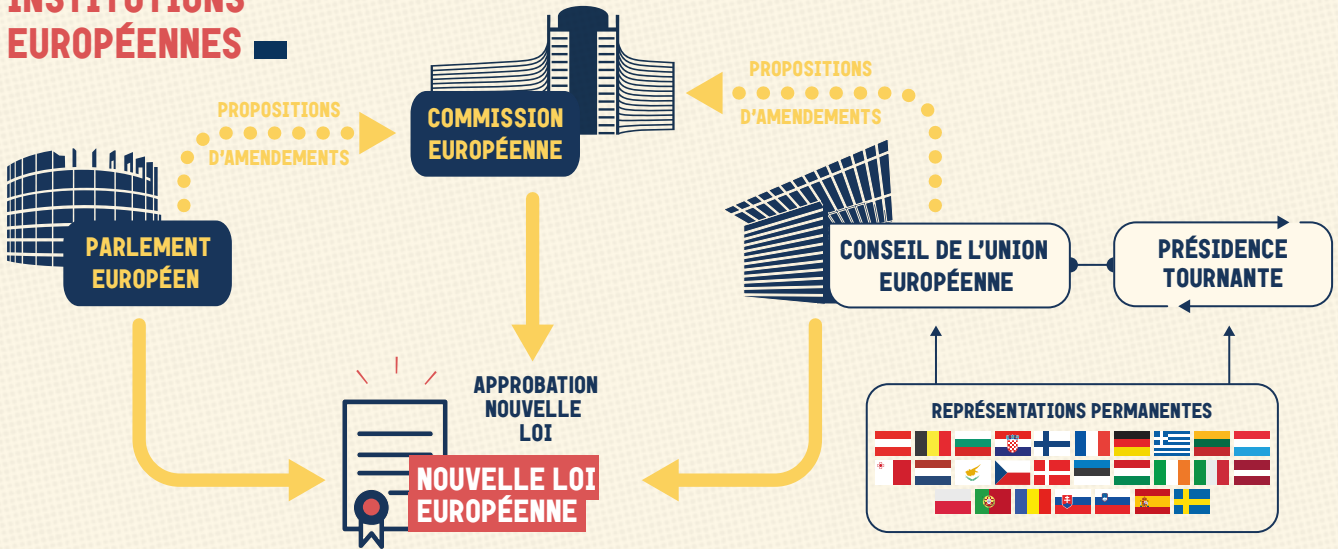
Les gouvernements des États membres saisissent souvent l'opportunité de la présidence tournante du Conseil pour se promouvoir et défendre les intérêts de leurs entreprises nationales au niveau des institutions européennes. La France ne fait pas exception, et sa position comme membre fondateur de l'UE et son poids économique la rendent particulièrement influente.

Les grandes entreprises françaises sont très présentes dans des secteurs comme l'agriculture et l'alimentaire, l'énergie

(nucléaire, pétrole et gaz, électricité), la finance, l'armement et la sécurité, entre autres (voir partie 3). Comme nous le détaillons dans ce rapport, elles entravent souvent les réformes qu'elles considèrent comme contraires à leurs intérêts immédiats, par exemple la réforme de la politique agricole commune, la régulation de la finance ou l'action climatique. Elles bénéficient souvent pour ce faire du soutien implicite ou explicite des autorités françaises.

En outre, les dirigeants français ont historiquement souvent considéré l'UE comme un tremplin et une source de >>>

INSTITUTIONS EUROPÉENNES



TOUT CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR SUR LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE ET SA PRÉSIDENTIE TOURNANTE

Le **Conseil de l'Union européenne** est l'institution clé réunissant les 27 gouvernements des États membres de l'UE. Il adopte, avec le Parlement européen, les propositions législatives de la Commission européenne. Les positions du Conseil sont souvent plus conservatrices que celles du Parlement, contribuant à affaiblir les réformes sociales ou environnementales et entravant les efforts du Parlement pour les améliorer. L'influence des grandes entreprises explique pour beaucoup ce résultat.

La prise de décision au Conseil se base généralement sur une « majorité qualifiée » nécessitant l'accord de 55% des pays représentant au moins 65% de la population de l'UE. Plus de 150 groupes de travail du Conseil étudient les lois européennes : ils sont organisés par thèmes et comprennent un fonctionnaire de chaque État membre (soit de la représentation permanente de l'État membre à Bruxelles, soit d'un ministère du gouvernement national). Les groupes de travail jouent un rôle clé dans l'élaboration de la position initiale du Conseil sur un texte législatif, ainsi

qu'au cours des révisions pendant le processus de négociation avec le Parlement et la Commission pour s'accorder sur un texte final (le triangle).

Les positions du Conseil sur les lois ou décisions politiques sont alors approuvées au Conseil des ministres, qui se décline en 10 configurations différentes en fonction du sujet traité, par exemple Agrifish (ministres de l'Agriculture et de la Pêche des États membres) ou Ecofin (ministres des Finances), à quoi s'ajoute le conseil informel de l'Eurogroupe (ministres des finances de la zone euro).

Tous les six mois, un État membre prend la présidence tournante du **Conseil de l'UE** : un rôle important qui implique de présider les groupes de travail du Conseil de l'UE, les réunions du Conseil des ministres et d'autres réunions – y compris la préparation des ordres du jour et des documents de discussion – et de représenter le Conseil dans les négociations avec le Parlement européen et la Commission en triangle.

Les présidences du Conseil sont toujours ciblées par les lobbies afin d'in-

fluencer les priorités et les objectifs de l'État membre en question. Leurs tactiques principales incluent des grands événements de lobbying à Bruxelles ou dans le pays d'origine, des campagnes pour défendre des demandes sectorielles, le recours à des cabinets de conseil en lobbying, et le sponsoring des présidences.

L'opacité du Conseil de l'UE est notoire, l'institution étant souvent qualifiée de « boîte noire ». Il est quasiment impossible pour les citoyens de suivre le rôle des représentants des États membres au cours du travail législatif du Conseil et de leur demander des comptes (voir la partie 4).

Cette opacité et cette complexité expliquent que l'intérêt public soit souvent sacrifié au cours des négociations du Conseil. Sans réel contrôle médiatique et citoyen, les gouvernements des États membres se rangent trop souvent du côté des lobbies économiques lors de réunions secrètes à Bruxelles. Ce n'est pas surprenant compte tenu du pouvoir d'influence des grandes entreprises : leur budget important de lobbying ; leur plus grand nombre de lobbyistes ; leur capacité à embaucher des experts ; et surtout, leurs réseaux d'associations industriels qui leur permettent de mener des offensives de lobbying coordonnées à Bruxelles et dans les capitales des États membres. ■

>>> financement pour les champions industriels nationaux. Ils ont accepté les libéralisations impulsées par l'UE dans l'idée qu'elles permettraient aux entreprises françaises des télécoms ou de l'énergie, par exemple, de se développer à l'international. Ils plaident depuis longtemps pour un financement européen du secteur de l'armement et de la sécurité, ce qui a récemment abouti à la création du Fonds européen de la défense. Aujourd'hui, ils défendent l'assouplissement des règles relatives aux fusions et acquisitions et aux aides publiques, pour favoriser l'émergence et le financement de « champions européens » dans des secteurs stratégiques¹. De nouveaux mécanismes décrits plus loin dans ce rapport pourraient permettre d'atteindre ces objectifs (voir ci-dessous, dans les parties 3, l'encadré 4 sur les alliances sectorielles et les PIIEC).

Sur d'autres dossiers, le gouvernement français a eu, ou pourrait avoir, une influence plus positive au niveau européen par le passé. C'est le cas sur la fiscalité et la responsabilité des entreprises, la réglementation des géants du Web, les droits sociaux et du travail, la sécurité alimentaire et les pesticides. Le gouvernement français a par exemple récemment obtenu une in-

fluence des parties sur la responsabilité des entreprises (3.8) et les travailleurs des plateformes numériques (3.9)).

2.3. LA PRÉSIDENTIE FRANÇAISE COÏNCIDE AVEC DES ÉLECTIONS NATIONALES

La présidence française de l'UE coïncidera avec les élections présidentielles (avril 2022) et les élections législatives (juin 2022), où Emmanuel Macron et sa majorité parlementaire brigueront un deuxième mandat. Tout porte à croire que l'Europe en général et la présidence française de l'UE en particulier seront mises en avant dans sa campagne. C'est un élément central de la plateforme politique de Macron, qui le différencie clairement de rivaux potentiels à gauche et à droite, critiques de l'UE dans leur majorité (pour des raisons différentes). Emmanuel Macron lui-même a choisi de ne pas modifier le calendrier de la présidence française³.

Au moment où est finalisé ce rapport, il semble que les adversaires principaux de Macron viendront de la droite et de l'extrême-droite. Les candidats qui pourraient se retrouver au second tour de l'élection présidentielle partagent actuellement (à des degrés différents) un discours anti-européen, soulignant la

Les candidats de gauche, eux, sont moins bien placés dans les sondages. Certains d'entre eux sont également critiques de l'UE, soulignant le manque de démocratie des institutions européennes et la captation du pouvoir à Bruxelles par les entreprises.

Ainsi, la préparation de la présidence française de l'UE et son déroulé seront bien plus influencés par des considérations politiques nationales que d'ordinaire. Bien que la campagne présidentielle n'ait pas débuté officiellement, plusieurs annonces d'Emmanuel Macron, notamment le nouveau plan d'investissement de 34 milliards d'euros « France 2030 » et la construction de nouveaux réacteurs nucléaires ont été largement perçus comme les engagements de campagne d'un candidat briguant un nouveau mandat. De manière significative, l'UE et la vision de la France pour l'UE ont été mentionnées lors des deux annonces, présentées comme liées de près aux projets politiques et d'investissement mis en avant.

À ce jour, Emmanuel Macron apparaît peu disposé à apporter une réponse aux critiques selon lesquelles l'UE serait « éloignée » et peu démocratique. La meilleure défense contre l'extrême-droite est un véritable contrôle démocratique et une plus grande responsabilité politique face aux citoyens. Pourtant, Emmanuel Macron n'a annoncé aucune initiative pour réformer et ouvrir le processus décisionnel du Conseil pendant la présidence française (voir partie 4).

Les élections influenceront la présidence française de l'UE par d'autres biais également. En pratique, la majeure partie des événements se dérouleront dans les trois premiers mois, entre janvier et mars 2022, avant que la campagne électorale ne batte son plein. Emmanuel Macron et son gouvernement seront encore plus focalisés sur l'obtention de gains politiques faciles qu'ils tenteront de mettre en valeur, comme sur la fiscalité des entreprises (voir 3.6) ou les pesticides (voir 3.4).

LA MEILLEURE DÉFENSE CONTRE L'EXTRÊME-DROITE EST UN VÉRITABLE CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE ET UNE PLUS GRANDE RESPONSABILITÉ POLITIQUE FACE AUX CITOYENS.

terdiction totale de l'additif alimentaire E171 à l'échelle européenne, après l'avoir interdit au niveau national en raison de considérations sanitaires². Cependant, il faut souvent distinguer les opérations de communication et la réalité : les positions défendues par les représentants français au niveau européen sont souvent plus ambiguës que leurs discours. Des exemples sont fournis dans ce rapport (voir notam-

nécessité de protéger les frontières des migrants et des forces économiques globalisées, et de réaffirmer la souveraineté française. Il est probable qu'Emmanuel Macron se pose en défenseur et promoteur de l'UE, tout en validant les discours de candidats sur la nécessité de renforcer la souveraineté, l'autonomie et le pouvoir de la France – mais en affirmant que l'Europe est nécessaire au renforcement de la souveraineté française.

BIEN AVANT QUE LE SUJET N'ATTIRE L'ATTENTION DU GRAND PUBLIC, LES LOBBYISTES DE L'INDUSTRIE TRAVAILLAIENT DÉJÀ À INFLUENCER LA FUTURE PRÉSIDENTE FRANÇAISE.

Le contexte électoral accroîtra l'atmosphère d'urgence qui oriente déjà les réponses politiques à la crise du Covid-19 et la manière dont les stratégies industrielles sont conçues et mises en oeuvre, et il rendra nécessaire – pour obtenir des victoires politiques à faire valoir – de passer davantage de compromis avec d'autres États, au détriment du débat démocratique dans les deux cas.

2.4. LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DE L'UE A ÉTÉ PRÉPARÉE EN COLLABORATION ÉTROITE AVEC LES GRANDES ENTREPRISES

Même si la présidence française de l'UE ne débute qu'en janvier 2022, ses préparatifs ont commencé de nombreux mois auparavant. Les recherches menées pour ce rapport montrent que depuis le début du processus, la collaboration étroite entre les autorités françaises et les grandes entreprises a été la norme (voir partie 5). Bien avant que le sujet n'attire l'attention du grand public, les lobbyistes de l'industrie travaillaient déjà à influencer la future présidente française, bénéficiant de rapports privilégiés avec les acteurs clés au cours de sa préparation.

Cette collaboration entre le gouvernement et le secteur privé a pris différentes formes :

► Réunions de lobbying et discussions avec des grandes entreprises, soit à l'initiative de groupes patronaux et de leurs cabinets de lobbying, soit à l'initiative des pouvoirs publics eux-mêmes. Le peu d'informations dont nous disposons sur ces réunions révèlent un profond déséquilibre entre le nombre de rendez-vous avec les grandes entreprises et les réunions avec des organisations défendant l'intérêt général. Sur les 13 rendez-vous

divulgués par le représentant permanent de la France, 10 étaient avec des grandes entreprises ou des lobbies industriels, contre un seul avec la société civile. Des 26 rendez-vous divulgués par son adjoint, 18 étaient avec des grandes entreprises ou des lobbies industriels, contre un seul avec la société civile.

► Plusieurs événements – publics ou à huis clos – où des représentants français se sont informés des demandes et priorités des entreprises, et ont partagé des informations internes sur la préparation de la présidence. Certains de ces événements de lobbying ont été co-organisés par les autorités publiques et des grandes entreprises. C'est par exemple le cas de l'événement de juillet 2021 « Forum de l'UE 2022, Réussir ensemble la présidence française de l'UE »⁴, organisé par la représentation permanente de la France auprès de l'UE en collaboration avec deux groupes de lobbying : France Industrie et Numeum.

► La sollicitation de contributions de think tanks dont la majorité, derrière une image de neutralité et d'objectivité, sont proches des grandes entreprises. Ces contributions n'ont pas été rendues publiques mais certains think tanks ont été invités à une réunion à huis clos à l'Élysée pour discuter de la présidence française.

Tout cela suggère une confusion entre l'intérêt public et les intérêts privés des entreprises françaises dans la préparation de la présidence française de l'UE. Cette confusion est renforcée par de nombreux cas de « portes tournantes » entre les secteurs public et privé, tant au sein de la représentation française à Bruxelles qu'au sein des ministères parisiens chargés de préparer la présidence.

Par exemple, un conseiller en énergie à la représentation française à Bruxelles a travaillé pour TotalEnergies⁵. À l'inverse, d'anciens conseillers en énergie de la représentation occupent désormais des postes stratégiques chez Engie⁶ et ArianeEspace⁷ à Bruxelles (voir partie 5 sur d'autres cas de portes tournantes).

Cette proximité avec les grandes entreprises s'accompagne d'une inquiétante culture d'opacité. De nombreux événements – même ceux organisés au sein d'institutions publiques comme l'Assemblée nationale – se sont déroulés à huis clos, sans procès verbal. Il est difficile de trouver des informations sur les réunions de lobbying.

2.5. LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS SEMBLE TRÈS À L'AISE AVEC L'OPACITÉ DU PROCESSUS DÉCISIONNEL DU CONSEIL

En France, de nombreuses voix s'élèvent, y compris au sein du monde politique, pour critiquer le fonctionnement des institutions européennes et notamment l'influence des grandes entreprises et des lobbies.



ALERTE LOBBY !

RENAULT

ENTREPRISE

Dépenses annuelles déclarées de lobbying auprès de l'UE (2020) :
€300 000 – €399 999

Nombre de lobbyistes auprès de l'UE : 4

Rendez-vous avec les échelons supérieurs de la Commission européenne depuis 2014 : 17

Affiliations : Association des constructeurs européens d'automobile (ACEA), Cercle des délégués permanents français (CDPF), Plateforme de l'automobile

Sujets : automobile, pollution, batteries

Dépenses annuelles déclarées de lobbying en France (2020) :
€500 000 – €600 000

Informations en date du 30 novembre 2021.
Sources : registres des représentants d'intérêts de la France et de l'UE

Cependant, le gouvernement français a choisi de reprendre à son compte les pratiques les plus controversées des présidences précédentes de l'UE, notamment le recours à des sponsors privés (les constructeurs automobiles Renault et Stellantis, voir encadré 5 dans la partie 4). En échange de la prise en charge de certains frais par ces entreprises « partenaires », le gouvernement français leur met à disposition une plateforme pour promouvoir leurs produits, et leur offre une forme d'accès privilégié aux décideurs. Tout ceci malgré l'intérêt évident de ces mêmes entreprises à influencer certaines lois clés négociées pendant la présidence française, en particulier le paquet climat « fit for 55 ».

De façon plus grave, le gouvernement français a bloqué toute avancée en matière de transparence et de responsabilité politique au niveau du Conseil de l'UE à plusieurs reprises – bien que cette institution soit largement considérée comme étant la plus opaque de l'UE (voir partie 4). En utilisant la confidentialité des

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS A BLOQUÉ TOUTE AVANCÉE EN MATIÈRE DE TRANSPARENCE ET DE RESPONSABILITÉ POLITIQUE AU NIVEAU DU CONSEIL DE L'UE.

négociations comme prétexte, il s'est régulièrement opposé aux tentatives de régulation du lobbying visant à minima à aligner le Conseil sur les règles du Parlement et de la Commission, ainsi qu'à la publication systématique des documents du Conseil⁹. Il s'est également opposé à des règles contraignantes sur les pratiques de sponsoring des présidences par les entreprises, préférant des lignes directrices volontaires⁹.

2.6. LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS INTRODUIT SES PROPRES TRADITIONS DE CAPTURE DES DÉCISIONS POLITIQUES PAR LES GRANDES ENTREPRISES AU NIVEAU EUROPÉEN

Si le gouvernement français semble se satisfaire de l'opacité des processus décisionnels à Bruxelles, il amène également avec lui ses propres formes et tradition de capture des décisions politiques par les entreprises. Cela inclut en particulier sa tradition de collaboration étroite entre gouvernement et champions industriels, les financements publics importants bénéficiant à ces derniers, ainsi que le choix de prioriser les solutions technologiques aux réformes et mesures politiques structurelles pour s'attaquer à des problèmes tels que la crise climatique. Cette orientation a encore été renforcée par de la crise du Covid-19, avec une série d'annonces de nouvelles aides publiques pour développer les « champions industriels » de demain et promouvoir la souveraineté économique française.

Le gouvernement français cherche depuis longtemps à promouvoir le même modèle au niveau européen, et il a rencontré un succès croissant ces dernières années avec la création du Fonds européen de la défense, le déve-

loppement d'alliances industrielles et la mise en place d'instruments politiques tels que les projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC) pour des secteurs dits stratégiques comme les batteries ou l'hydrogène (voir encadré 4 dans la partie 3). Comme le montre ce rapport, les autorités françaises et les lobbies industriels ont été parmi les principaux promoteurs des PIIEC et des alliances industrielles, et voient dans la présidence française de l'UE l'occasion d'en développer davantage. Le gouvernement français plaide également pour une révision des règles concernant les fusions et acquisitions afin de faciliter le développement de grands champions européens, en particulier depuis l'opposition de la Commission au projet de fusion Siemens-Alstom en 2019.

2.7. LES INTÉRÊTS DES ENTREPRISES EUROPÉENNES NE RECOUPENT PAS FORCÉMENT CEUX DES CITOYENS

Le slogan de la présidence française du Conseil de l'UE est « relance, puissance, appartenance ». Ces trois termes sont liés au concept de souveraineté, tout comme le concept d'« autonomie stratégique » que le gouvernement français promeut au niveau de l'UE. De fait, la « souveraineté » sous différentes formes – souveraineté climatique, souveraineté numérique, souveraineté industrielle, etc. – est devenue un leitmotiv dans tous les discours du gouvernement français sur l'Europe. Ce slogan est également repris explicitement à leur compte par les grandes entreprises françaises, comme le MEDEF et certains lobbies sectoriels¹⁰.

Promouvoir un plus grand contrôle des forces économiques mondiales et de la concurrence ainsi que le renforcement de la résilience et l'autonomie de l'éco-



ALERTE LOBBY !

STELLANTIS

ENTREPRISE

Dépenses annuelles déclarées de lobbying auprès de l'UE (2020) :
€800 000 - €900 000

Nombre de lobbyistes auprès de l'UE : 4

Rendez-vous avec les échelons supérieurs de la Commission européenne depuis 2014 : 13

Affiliations : Association des constructeurs européens d'automobile (ACEA), Cercle des délégués permanents français (CDPF), Plateforme de l'automobile

Sujets : Automobile, pollution, batteries

Dépenses annuelles déclarées de lobbying en France (2020) :
€200 000 - €300 000

Informations en date du 30 novembre 2021.

Sources : registres des représentants d'intérêts de la France et de l'UE

nomie européenne est en soi un objectif louable. Malheureusement, la vision défendue par le gouvernement français risque d'augmenter encore l'emprise des entreprises sur l'élaboration des politiques européennes et de limiter les réponses aux défis environnementaux et sociaux à des solutions technologiques douteuses. Dans cette vision, le slogan de la « souveraineté » associe une perspective néolibérale (de réformes favorisant les entreprises et le marché) et une perspective néoconservatrice (présentant la mondialisation comme une compétition entre les grandes puissances, représentées par leurs multinationales), tout en cherchant à répondre aux attentes supposées des citoyens européens, qui souhaiteraient être « protégés » contre les forces extérieures.

La vision de la souveraineté défendue par le gouvernement français semble reposer sur l'hypothèse que les intérêts des champions industriels européens recourent forcément les intérêts des autres acteurs économiques européens, et par là ceux des citoyens européens, en une sorte de version élargie de la théorie du ruissellement. En réalité, sous prétexte de promouvoir l'autonomie de l'Europe face à des risques mondiaux croissants et une concurrence internationale plus forte, le gouvernement français souhaite surtout accroître encore davantage les financements publics et le soutien politique accordés à une poignée de grandes multinationales, dans certains secteurs industriels jugés stratégiques.

Ce soutien financier et politique renforcé pour les champions européens ne semble assorti d'aucune forme de contrepartie ou de condition pour les entreprises bénéficiaires. Aux niveaux national, le gouvernement français a ouvertement refusé d'imposer des conditions (par exemple liées au climat, aux emplois ou à la justice fiscale) aux entreprises recevant des aides ou des fonds de relance¹¹, tout comme il a laissé les la-

boratoires pharmaceutiques dicter leurs conditions concernant l'approvisionnement en vaccins. Ainsi, cette vision de la « souveraineté » apparaît comme un chèque en blanc pour les entreprises.

Ainsi, plutôt que de transformer l'UE pour la rendre plus démocratique et réactive aux besoins et attentes des citoyens européens, cette vision de la souveraineté risque d'exacerber les problèmes posés par l'UE sous sa forme actuelle, notamment la foi aveugle en la libéralisation et le secteur privé, l'accès politique privilégié pour les grandes entreprises et les politiques économiques biaisées en faveur des grandes entreprises au détriment de toutes les autres, y compris les PME et les coopératives. ■

PLUTÔT QUE DE TRANSFORMER L'UE POUR LA RENDRE PLUS DÉMOCRATIQUE, CETTE VISION DE LA SOUVERAINETÉ RISQUE D'EXACERBER LES PROBLÈMES ACTUELS.

ENCADRÉ 2. LE MODÈLE FRANÇAIS DE COLLABORATION PUBLIC-PRIVÉ

Les liens étroits entre les grandes entreprises, le gouvernement et l'administration publique en France ressemblent à bien des égards à ce que l'on peut observer à Bruxelles et d'autres pays européens. On retrouve les mêmes portes tournantes entre le secteur public et privé, la même confusion entre les intérêts nationaux et ceux des grandes entreprises, et la même emprise des entreprises sur les pouvoirs publics censés les réguler. Cependant, en France, ces liens s'expliquent aussi par des traditions spécifiques, qui renforcent encore la symbiose entre l'État et les grandes entreprises :

► **L'héritage de l'État actionnaire.** Malgré 30 ans de privatisations et de libéralisation, l'État reste un actionnaire majeur dans de nombreuses grandes entreprises françaises, notamment dans les secteurs de l'énergie (EDF, Engie), de l'automobile (Renault, Stellantis), de l'armement et de l'aéronautique (Airbus, Thales, Safran). Sa présence au capital est aussi indirecte, via des institutions financières publiques telles que Bpifrance et la Caisse des dépôts et consignations, présentes dans quasiment toutes les entreprises cotées au CAC40. Malheureusement, l'État actionnaire ne défend pas l'intérêt public, et apparaît plus soucieux de récolter des dividendes que de protéger les travailleurs ou l'environnement. Cette situation contribue à la confusion entre les intérêts de la France et de ses citoyens et ceux des grandes entreprises à actionnariat public.

► **Le paradigme des « champions nationaux ».** La notion de champions industriels nationaux a été fortement mise en avant en France depuis l'après-guerre, avec des projets technologiques phares comme le TGV, les centrales nucléaires, le lanceur spatial Ariane ou l'avion supersonique Concorde. Ce paradigme implique un soutien gouvernemental important aux entreprises (publiques ou non) développant ces technologies, afin d'en faire des « leaders mondiaux », source de prestige à l'international. Il repose sur le postulat que les grandes réussites industrielles des grandes entreprises fran-

çaises bénéficieront à l'économie française. Cette idée est encore très présente dans les discours politiques officiels, mais de plus en plus associée à l'UE et la nécessité de cultiver des « champions européens ». La promotion du soutien public aux industriels des secteurs stratégiques pour favoriser l'innovation s'inscrit dans la continuité de cette tradition. De même l'importance accordée à la technologie (nucléaire, hydrogène, etc.) comme solution aux problèmes climatiques.

► Les intérêts des entreprises françaises **sont étroitement imbriqués**, notamment dans des secteurs comme le **nucléaire**. Les conseils d'administration de grandes sociétés cotées au CAC40 comprennent de nombreux PDG et d'autres cadres supérieurs d'autres groupes du CAC40. Le nucléaire représente un enjeu majeur pour EDF mais aussi pour Engie (autre énergéticien), Vinci et Bouygues (construction), Air Liquide, Saint-Gobain et Schneider Electric (fournisseurs d'équipements). De même, de nombreuses grandes entreprises françaises sont liées à des degrés divers à l'industrie de la défense et de la sécurité, notamment dans les secteurs de l'aéronautique et du numérique.

► **La fabrique de l'élite.** Traditionnellement, les politiques, hauts fonctionnaires et cadres d'entreprise sont dans leur majorité issus des mêmes grandes écoles, comme l'École nationale d'administration (ENA) ou Polytechnique. En conséquence, ils partagent une culture et des cercles sociaux, se connaissant souvent personnellement. Cette proximité est renforcée par le rôle des Grands corps d'État, que la plupart des élèves de ces écoles intègrent à la fin de leurs études, comme l'Inspection générale des Finances ou le

corps des Mines. De nombreux hauts fonctionnaires intègrent ensuite le secteur privé au cours de leur carrière. De nombreux patrons du CAC40 sont issus de ces « grands corps »¹². Le président Emmanuel Macron et les dirigeants d'Orange, de BNP Paribas et de la Société générale appartiennent tous à l'Inspection générale des finances¹³. Ainsi, dans certains secteurs (la finance ou l'énergie par exemple) tous les postes clés sont monopolisés par des membres d'un même corps, du côté privé comme du côté public – dans les entreprises, dans leurs associations sectorielles, dans les agences indépendantes, au gouvernement – avec pour résultat l'accès privilégié des industriels aux processus décisionnels et un affaiblissement des réglementations¹⁴. ■

LE MODÈLE DES "CHAMPIONS" REPOSE SUR LE POSTULAT QUE LES GRANDES RÉUSSITES INDUSTRIELLES DES GRANDES ENTREPRISES FRANÇAISES BÉNÉFICIERONT AU RESTE DE L'ÉCONOMIE.

3. SECTEURS ET DOSSIERS CLÉS À SURVEILLER DURANT LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE



3.1 CLIMAT. DES FAUSSES SOLUTIONS FACE À L'URGENCE

Dossiers européens ? Fit for 55, Taxonomie verte, mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, hydrogène, standards d'émissions pour les véhicules

Intérêts français ? EDF, TotalEnergies, Engie, Association française des entreprises privées, Renault, Stellantis, Plateforme de l'automobile

Autres intérêts économiques ? Eurelectric, HydrogenEurope, CemBureau, IOGP

Objectifs du gouvernement français ? Assure un soutien financier et politique pour l'énergie nucléaire, le gaz et l'hydrogène

La présidence française du Conseil intervient à un moment décisif pour faire face à la crise climatique. Après la déception des négociations climatiques internationales de Glasgow en novembre 2021 (COP26), et avant la prochaine COP27 fin 2022, il est urgent que l'UE prenne les mesures adéquates pour faire face à l'urgence climatique. Avec le paquet « fit for 55 », l'UE a apparemment lancé un programme ambitieux et global de réformes dans tous les secteurs pour atteindre ses objectifs de réduction de 55% de ses émissions de gaz à effet de serre en 2030. Il inclut, entre autres, une révision et un renforcement du marché européen du carbone, ainsi que l'introduction d'un « mécanisme d'ajustement carbone aux frontières » (voir ci-dessous), la révision de plusieurs directives dans le secteur énergétique, de nouveaux standards d'émissions des voitures, une stratégie européenne sur les forêts, et de nouvelles réglementations pour faire face aux changements d'utilisation des sols qui contribuent à plus d'émissions. Le paquet « fit for 55 » fait partie d'un Pacte vert européen, qui cherche à transformer l'économie européenne afin de la rendre neutre en

carbone d'ici à 2050, et qui inclut également la nouvelle stratégie « De la Ferme à l'Assiette » pour l'agriculture (voir 3.4), la stratégie européenne sur la biodiversité, et des politiques sur la finance durable dont la « Taxonomie Verte », un instrument pour définir ce qui peut être classé comme un investissement réellement favorable au climat (voir le glossaire).

Cependant, comme c'est souvent le cas, le diable se cachera dans les détails. Lorsque les législateurs et les décideurs politiques européens entreront dans le détail des législations, des batailles de lobbying vigoureuses sont à prévoir sur les solutions acceptables au défi climatique, ou sur les exceptions ou les détournements possibles qui permettront aux industries polluantes de préserver leur modèle économique pour les années à venir.

Ces réformes vont avoir un impact sur de puissants intérêts français dans le secteur de l'énergie (EDF, TotalEnergies, Engie), mais également de l'industrie automobile (Renault, Stellantis), aéronautique (Airbus, Safran, Thales, Dassault) et maritime (CMA-CGM). Il n'est pas surprenant que ce sont précé-

demment ces entreprises qui apparaissent dans la nouvelle liste des rendez-vous de lobbying de la représentation française à Bruxelles (voir 5.1), aujourd'hui notre seule source très partielle d'informations sur les rendez-vous de lobbying autour de la Préparation de la présidence française du Conseil de l'UE. Stellantis et Renault sont aussi les sponsors de cette présidence. Un autre accord de sponsoring a été envisagé, avant d'être abandonné, avec EDF. Ces mêmes entreprises apparaissent dans un grand nombre de cas de portes tournantes à la fois dans les ministères à Paris et à la représentation française à Bruxelles.



ALERTE LOBBY !

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE (EDF)

ENTREPRISE

Dépenses annuelles déclarées de lobbying auprès de l'UE (2019) :
€2 000 000 - €2 499 999

Nombre de lobbyistes auprès de l'UE : 14

Rendez-vous avec les échelons supérieurs de la Commission européenne depuis 2014 : 50

Affiliations : Hydrogen Europe, Eurelectric

Sujets : énergie, prix du carbone, nucléaire, taxonomie verte

Dépenses annuelles déclarées de lobbying en France (2020) :
€1 000 000 - €1 250 000

Informations en date du 30 novembre 2021.
Sources : registres des représentants d'intérêts de la France et de l'UE

Par exemple, un conseiller sur les politiques énergétiques européennes à la représentation permanente a travaillé pour TotalEnergies¹⁵. Inversement, d'anciens conseillers énergie à la représentation permanente de la France occupent maintenant des postes stratégiques chez Engie¹⁶ et au sein d'ArianeGroup¹⁷ (une entreprise commune d'Airbus et Safran). De plus, une ancienne employée de EASE, un lobby qui a pour membres EDF, Engie, BASF et d'autres, est aujourd'hui conseillère commerce à la représentation française¹⁸.

La position du gouvernement français et d'Emmanuel Macron sur les questions climatiques est entachée de contradictions flagrantes. D'une part, ils ne manquent pas une occasion de se présenter comme des champions du climat ; de l'autre, ils sont profondément décriés par des groupes de protection de l'environnement et par la société civile en France pour leur manque de motivation à avancer concrètement sur ce dossier, même timidement. En témoigne le sort réservé aux propositions de la Convention citoyenne sur le climat, une

LES DÉCISIONS POLITIQUES ET LES FINANCEMENTS PUBLICS ONT ÉTÉ CAPTURÉS PAR LES ENTREPRISES POUR DES SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES COMME « L'HYDROGÈNE DÉCARBONÉ » OU « L'AVIATION ZÉRO CARBONE ».

assemblée de citoyens établie en 2020 par le gouvernement lui-même pour faire des recommandations, sur la base du consensus, afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre de la France¹⁹.

Derrière cette contradiction apparente se cache le choix politique de faire de la technologie, telle que conçue et développée par les grands groupes industriels, la seule réponse possible à la crise climatique. Les décisions politiques et les financements publics ont été capturés par les entreprises pour des solutions technologiques comme « l'hydrogène décarboné » (actuellement 95 pour cent de l'hydrogène provient d'énergies fossiles), ou « l'aviation zéro carbone » basée sur les biocarburants (ce qui nécessiterait que des surfaces agricoles conséquentes produisent ces carburants plutôt que de la nourriture), les voitures électriques (au détriment de solutions alternatives de transport public ou doux), le captage et stockage du dioxyde de carbone (une technologie chère qui n'a pas encore prouvé son efficacité et qui est promue par les industriels du gaz et du pétrole pour continuer à brûler des énergies fossiles), ou les solutions basées sur le marché comme la compensation carbone. Aucune de ces « solutions », à y regarder de plus près, n'est véritablement une façon efficace de réduire nos émissions de gaz à effet de serre à long terme, et elles créent de nombreux problèmes supplémentaires. Mais elles sont utilisées comme une excuse afin de ne pas agir pour une transformation de fond dès à présent, qui pourrait induire une limitation des vols ou du besoin de se déplacer en voiture individuelle. Le gouvernement français poursuit cette

même approche au niveau européen : une focalisation le soutien public aux fausses solutions technologiques plutôt que les changements structurels requis pour répondre à l'urgence climatique en préservant la justice sociale.

► Nucléaire, Gaz et Taxonomie verte

Malgré toute sa communication sur le climat, le gouvernement français semble trouver difficile de se désengager des énergies fossiles. Il envisage toujours de financer des nouveaux projets d'énergies fossiles à l'étranger et d'autoriser des formes d'extraction de gaz sur le territoire français²⁰. Il est actuellement sous le feu des critiques pour avoir noué une alliance cynique avec des pays de l'Europe de l'Est tels que la Pologne et la Hongrie afin de pousser pour l'inclusion à la fois du gaz naturel (une énergie fossile) et de l'électricité nucléaire dans la Taxonomie verte de l'UE. La Taxonomie verte est la politique de l'UE qui va définir ce qui compte comme « vert » ou pas et qui va servir à rediriger les flux financiers et les investissements publics et privés vers les projets et les technologies répondant à ces critères. En d'autres termes, le gouvernement français a passé un « deal » avec ces pays, acceptant que les projets de gaz continuent à recevoir des subventions publiques, en échange de leur soutien au nucléaire – tout en clamant haut et fort que le nucléaire doit être inclus dans la taxonomie car c'est le seul moyen viable de sortir des énergies fossiles²¹!

En un sens, le soutien français à l'inclusion du gaz dans la Taxonomie verte ne devrait pas être une surprise, puisqu'il y a des multinationales françaises qui ont intérêt à la perpétuation de l'utilisation



ALERTE LOBBY !

TOTALENERGIES

ENTREPRISE

Dépenses annuelles déclarées de lobbying auprès de l'UE (2020) :

€2 000 000 - €2 499 999

Nombre de lobbyistes auprès de l'UE : 6

Rendez-vous avec les échelons supérieurs de la Commission européenne depuis 2014 : 32

Affiliations : Eurogas, Hydrogen Europe, BusinessEurope

Sujets : énergies, plastique, transport

Dépenses annuelles déclarées de lobbying en France (2020) :

€1 250 000 - €1 500 000

Informations en date du 30 novembre 2021.

Sources : registres des représentants d'intérêts de la France et de l'UE

du gaz fossile pour les décennies à venir, notamment TotalEnergies et Engie. Les deux entreprises avancent l'argument selon lequel le gaz est un composant nécessaire à la transition énergétique de l'Europe puisqu'il émet moins que le charbon ou le pétrole (même si des études scientifiques suggèrent que cela n'est pas toujours le cas, loin de là, et cela détourne l'attention du besoin d'en finir avec les énergies fossiles et de se focaliser sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables dès maintenant).

► Le retour de l'énergie nucléaire

La France demeure une exception en Europe en termes de pourcentage

Les choses sont-elles en train de changer ? Le gouvernement français, en tout cas, a décidé de relancer le débat. En octobre et novembre 2021, Emmanuel Macron a annoncé des investissements conséquents dans le développement de petits réacteurs nucléaires modulables et dans la construction d'un nouveau parc de réacteurs conventionnels. Dans ce contexte, les objectifs du gouvernement français sont que le nucléaire, ne soit, pour le moins, pas exclu des investissements financiers importants qui résulteront du Pacte vert européen et que la France conserve la possibilité de financer son propre secteur nucléaire. C'est pourquoi il est si décidé à faire inclure l'énergie nucléaire dans la

nismes de soutien à l'hydrogène bénéficieront également au secteur nucléaire. (C'est également le cas pour le secteur de la voiture électrique.) Le plan de relance de la France inclut déjà une ligne de budget pour le secteur nucléaire.

Le secteur du nucléaire est tellement enraciné dans l'appareil d'État français qu'il est presque impossible de faire la différence entre le lobbying venant des entreprises privées ou et celui provenant du secteur public. Les acteurs principaux de cette industrie sont des institutions publiques telles que le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), le géant de l'uranium Orano (anciennement Areva), et bien entendu EDF, l'ancienne entreprise nationale d'électricité, toujours possédée à 84% par l'État français. De plus, le PDG d'EDF Jean-Bernard Lévy est récemment devenu le nouveau patron d'Eurelectric, le principal lobby européen de l'électricité, ce qui signifie certainement une plus grande attention à l'énergie nucléaire de la part de l'industrie. Dans ce contexte, ce n'est pas une coïncidence si les représentants les plus élevés de la France à Bruxelles ont déjà rencontré à deux reprises EDF depuis juillet 2021. La représentation de la France à Bruxelles a recruté une conseillère pour travailler spécifiquement sur le nucléaire dans la perspective de la présidence française du Conseil. Et des députés européens Renew viennent de créer un nouveau 'club' pour centraliser les efforts pro-nucléaires et servir de porte-parole pour l'industrie nucléaire au Parlement européen²³.

Un moment central du lobbying de ces derniers mois autour du nucléaire a été l'organisation, en octobre 2021 à Bruxelles, d'un événement de deux jours sur la « valorisation et le financement des projets nucléaires en Europe »²⁴. Financé par la Commission européenne et en présence de nombreux fonctionnaires de la commission – tout comme de représentants de l'industrie du nucléaire et de lobbyistes d'Europe, des États-Unis, de Russie et de Chine –, cet événement a été l'occasion de réunir la coalition de lobbying pro-nucléaire à Bruxelles (qui

LE SECTEUR DU NUCLÉAIRE EST TELLEMENT ENRACINÉ DANS L'APPAREIL D'ÉTAT FRANÇAIS QU'IL EST PRESQUE IMPOSSIBLE DE FAIRE LA DIFFÉRENCE ENTRE LE LOBBYING VENANT DES ENTREPRISES PRIVÉES OU ET CELUI PROVENANT DU SECTEUR PUBLIC.

d'énergie nucléaire dans sa production électrique – et plus généralement en termes du rôle central du nucléaire dans sa vision politique. L'énergie nucléaire est souvent un sujet de discordance entre le gouvernement français et les autres gouvernements européens, surtout que plusieurs d'entre eux – notamment l'Allemagne – ont décidé de sortir du nucléaire suite à la catastrophe de Fukushima en 2011 au Japon et en raison d'autres préoccupations quant à l'énergie nucléaire, comme son utilisation impressionnante d'eau et sa production de déchets qui restent radioactifs pour des centaines d'années. Un temps, avec les nombreux problèmes dont souffraient les nouveaux réacteurs en construction en France et en Finlande²², il a semblé que l'industrie nucléaire était en retrait, et que la France et ses alliés dans l'industrie nucléaire avaient vu leur argument présentant le nucléaire comme une solution au changement climatique discrédité.

Taxonomie verte. Il est fort probable que le gouvernement français pousse également pour une plus grande place pour l'énergie nucléaire dans la révision de la directive sur les énergies renouvelables (prévue dans le cadre du paquet « fit for 55 »). Il veut également que les investissements publics dans la transition climatique – ce qui inclut dans sa vision l'énergie nucléaire – ne soient pas comptés dans les mesures du déficit ou de la dette publiques de chaque État membre. Cela permettrait de financer la construction de nouveaux réacteurs tout en restant dans les critères du Pacte européen de stabilité.

Une des raisons pour lesquelles le gouvernement français soutient si fortement l'hydrogène est qu'il voit la production d'hydrogène comme un nouveau marché pour l'électricité nucléaire, l'hydrogène provenant du nucléaire est considéré comme « bas carbone ». En d'autres termes, les projets qui pourraient être financés en France grâce aux méca-

inclut principalement des dirigeants gouvernementaux et des lobbyistes français, polonais, tchèques, hongrois et finlandais). Parmi les demandes formulées durant la conférence se trouve l'inclusion de l'énergie nucléaire dans la Taxonomie verte et la reconnaissance par l'UE de la production d'électricité grâce au nucléaire comme un « service d'intérêt général ». Bien qu'aucun membre officiel du gouvernement français n'ait été présent, l'institution financière publique de financement Bpifrance était représentée.

► Hydrogène

En 2020, le gouvernement français s'est joint à d'autres États membres pour débattre un soutien financier énorme au profit du secteur de l'hydrogène dans les plans de relance post-COVID. En septembre 2020, un plan hydrogène de 10 milliards d'euros – largement co-rédigé par l'industrie – a été annoncé par le gouvernement français, dont 2 milliards dans le plan de relance français financé en partie par le fonds NextGenerationEU²⁵. En octobre 2021, Emmanuel Macron a annoncé des investissements supplémentaires dans le secteur de l'hydrogène, et son gouvernement est également prêt à soutenir de nombreux projets d'hydrogène dans le cadre de PIIEC (projet important d'intérêt européen commun, ce qui implique un accès facilité aux fonds publics, voir ci-dessous l'encadré 4). Alors que l'hydrogène est souvent présenté par les entreprises et certains gouvernements comme une solution climatique « verte » prête à l'emploi, ceci est loin de la vérité. Aujourd'hui, seule une fraction de l'hydrogène produit en Europe (et dans le monde) provient de sources renouvelables et peut donc être considéré véritablement comme vert, et il est peu probable que cette proportion augmente significativement sans créer de sérieux problèmes (une augmentation massive de la production d'hydrogène à base d'énergies renouvelables empêcherait d'utiliser le renouvelable pour d'autres usages). Bien conscient de cette limite, les entreprises et les gouvernements vantent les mérites de l'« hydrogène bleu », c'est-à-dire de l'hydrogène produite à partir d'énergies fossiles et utilisant la technolo-

gie non prouvée de capture et stockage du CO₂, ainsi que de l'hydrogène produite par l'énergie nucléaire, présenté comme « bas-carbone » et donc susceptible de recevoir un soutien financier public.

Le soutien à l'hydrogène fait l'objet d'un large consensus parmi les dirigeants économiques et politiques en France. Tout d'abord, il est perçu comme une solution idéale pour décarboner plusieurs secteurs industriels tout en nécessitant peu de changements en termes de modèle économique et de processus industriel. Il est vu comme un facteur clé, en particulier, de la décarbonation du secteur du transport (maritime, terrestre, et aérien), ainsi que des industries chimiques et autres industries lourdes. De plus, l'hydrogène pourrait être un débouché idéal pour l'électricité générée par le nucléaire et ainsi devenir un argument en faveur de la construction de nouvelles centrales. Cela explique pourquoi les entreprises françaises dont EDF, Engie, TotalEnergies, et l'entreprise chimique Air Liquide jouent un rôle clé dans le soutien à l'hydrogène au niveau de l'UE.

► Les marchés carbone

Un des éléments clés du paquet « fit for 55 » est un renforcement des marchés du carbone européen (système d'échange de quotas d'émission de l'UE ou SEQUE-UE) et son extension à de nouveaux secteurs tels que le transport maritime et routier et la construction. Le SEQUE-UE a été créé pour forcer les industries polluantes à « payer » pour leurs propres émissions en achetant un stock limité de « crédits carbone ». Or le système a de nombreuses failles, notamment car des quantités élevées de quotas gratuits (des permis gratuits pour émettre des gaz à effet de serre plutôt que de les acheter) ont été données aux plus gros pollueurs afin qu'ils ne délocalisent pas leurs usines en dehors de l'Europe. Il est aujourd'hui prévu de réduire ou de supprimer les quotas gratuits, qui pourraient être remplacés par un nouveau mécanisme d'ajustement carbone aux frontières qui obligerait les entreprises non-européennes

à payer un prix carbone similaire aux entreprises européennes, lorsqu'elles importeront leurs produits dans l'UE.

L'introduction et la mise en place du SEQUE-UE a été très critiquée dès le début comme une façon pour les industries polluantes de ne pas entreprendre de réels efforts pour réduire leurs émissions. Néanmoins, les industries polluantes et leurs groupes de pression (notamment dans les secteurs de l'acier et du ciment) continuent de s'opposer à toute réforme véritable du SEQUE-UE à la fois en France et au niveau de l'UE. Ce sujet figure en première place du document de juillet 2021 de l'AFEP (Association française des entreprises privées, le lobby des grandes entreprises en France) qui énonce ses « priorités » pour la présidence française de l'UE²⁶, demandant, entre autres, la préservation des quotas gratuits pour les émissions de CO₂ en même temps que le nouveau mécanisme d'ajustement carbone aux frontières – afin que les industries polluantes n'aient que peu ou pas besoin de réduire leurs propres émissions, qu'elles continuent de faire des bénéfices exceptionnels, tout en étant protégées contre la compétition étrangère.

► Obstruction du secteur automobile

Une autre réglementation cruciale examinée durant la présidence française concerne les standards d'émissions des voitures. Le lobby automobile français a été très actif ces dernières années dans son opposition à de nouvelles normes ambitieuses, menaçant des pertes d'emploi énormes dans le secteur si les standards adoptés étaient trop élevés. Une autre question en suspens est la date de fin de toutes les voitures essence et diesel – ce qui n'est pas seulement un enjeu pour le climat, mais également pour la santé publique. La Commission européenne propose 2035, mais la France voudrait une date un peu plus tardive, pour préserver le marché des véhicules hybrides, un marché important pour Stellantis, le groupe issu de la fusion entre PSA et FiatChrysler qui continue d'employer des dizaines de milliers de personnes en France.

CE N'EST PAS UNE COÏNCIDENCE SI RENAULT AND STELLANTIS SONT LES SEULS SPONSORS DE LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DE L'UE, ET QU'ILS LUI FOURNISSENT DES VOITURES HYBRIDES.

Durant un événement avec l'industrie automobile française au palais de l'Élysée en juillet 2021, le lobby Plateforme de l'automobile (PFA) – dont le dirigeant est un ancien ministre – a demandé davantage d'argent public pour que les marques automobiles puissent faire face aux nouvelles réglementations. PFA a eu un rendez-vous avec l'adjoint au représentant permanent de la France à l'UE en novembre 2021²⁷ et avec le commissaire Thierry Breton en octobre 2021²⁸. Selon des articles de presse²⁹, Emmanuel Macron a promis de défendre les véhicules hybrides et de s'opposer à de nouvelles contraintes pour le secteur. Ce n'est certainement pas une coïncidence si les constructeurs automobiles Renault and Stellantis sont les seuls sponsors de la présidence française de l'UE, et qu'ils lui fournissent des voitures électriques... et hybrides.

► Détourner le regard des vraies solutions

La focalisation sur le gaz, le nucléaire, l'hydrogène et les marchés du carbone, en plus d'apporter toujours plus d'argent public et de soutien politique à un agenda industriel basé sur des technologies douteuses, permet également de détourner l'attention des véritables solutions à la crise climatique : des solutions qui impliquent des changements plus structurels par exemple la réduction de la dépendance aux ressources et de la consommation d'énergie, la diminution des voyages aériens et de l'utilisation de voitures individuelles, ou encore des systèmes de production d'énergie décentralisés, à petite échelle, détenus et contrôlés par les citoyens et basés sur l'énergie renouvelable. ■



ALERTE LOBBY !

NUMEUM (EX SYNTEC NUMÉRIQUE ET TECH IN FRANCE)

LOBBY SECTORIEL

Dépenses annuelles déclarées de lobbying auprès de l'UE (2019) :

€50 000 - €99 999

Nombre de lobbyistes auprès de l'UE : 2

Rendez-vous avec les échelons supérieurs de la Commission européenne depuis 2014 : 3

Affiliations : Fédération Syntec, MEDEF, Digital Europe

Sujets : numérique, plateformes

Dépenses annuelles déclarées de lobbying en France (2020) pour Syntec Numérique) :

€100 000 - €200 000

Informations en date du 30 novembre 2021. Sources : registres des représentants d'intérêts de la France et de l'UE

gigants Vodafone, Qualcomm, Intel, IBM, Amazon, Huawei, Apple, Microsoft, Facebook et Google dépensent plus de 32 millions d'euros par an en lobbying à Bruxelles³⁰.

Fin 2021, le Conseil est parvenu à un accord général sur ces deux textes législatifs, qui pourraient être donc finalisés durant la présidence française de l'UE. Le DSA, ou loi sur les services numériques, réglemente les services fournis par les entreprises numériques, y compris les questions de désinformation, de contrefaçon (un sujet important pour les groupes de luxe français³¹) et de publicité. Le DMA, ou loi sur les marchés numériques, plus contestée, pourrait inclure des mesures visant à modérer le pouvoir de marché des grandes entreprises technologiques, par exemple en interdisant ou en limitant des pratiques telles que l'autoréférencement (lorsque des entreprises telles qu'Amazon ou Apple favorisent leurs propres produits au détriment des vendeurs tiers qui utilisent leur plateforme). Des pays comme l'Irlande

3.2 NUMÉRIQUE. AU-DELÀ DES GAFAM, UNE « NUMÉRISATION » AU SERVICE DU SECTEUR PRIVÉ

Dossiers européens ? Digital services act, Digital markets act

Intérêts français ? Scale-up Europe, France Digitale, Numeum

Autre intérêts économiques ? Google, Facebook, Amazon, Microsoft, Apple, DigitalEurope

Les objectifs du gouvernement français ? Favoriser l'émergence de rivaux français et européens aux géants américains

L'Union européenne s'est lancée dans un effort législatif majeur pour réguler l'économie numérique et, en particulier, limiter le pouvoir économique (et politique) exorbitant des grandes entreprises technologiques américaines, aussi connues sous le nom de GAFAM (pour Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft). La loi sur les services numériques (Digital services act, ou DSA) et la loi sur les marchés numériques (Digital markets act, ou DMA) sont l'objet d'une

féroce bataille de lobbying à Bruxelles. Les géants du numérique, sentant la menace, ont considérablement accru leurs dépenses de lobbying dans la capitale européenne ces dernières années. Selon un récent rapport de Corporate Europe Observatory et LobbyControl, le secteur du numérique et de la technologie (612 entreprises, groupes et associations d'entreprises) dépense plus de 97 millions d'euros par an pour influencer les politiques de l'UE. À eux seuls, les

et le Luxembourg – où sont localisés les sièges européens de nombreux géants américains de la technologie, qui y profitent de régimes fiscaux avantageux – se font souvent les porte-parole de leurs intérêts au sein du Conseil.

En parallèle, afin de réduire leur dépendance vis-à-vis des États-Unis et de l'Asie, l'UE et ses États membres, dont la France, manifestent la volonté de soutenir le développement d'infrastructures web basées en Europe (par exemple avec le projet Gaia-X de « cloud européen souverain » - un cloud étant un réseau de serveurs distants hébergés sur Internet pour stocker, gérer et traiter des données ou des applications en ligne) et d'une capacité de production européenne dans des secteurs essen-

et chinois. Ainsi, au sein du Conseil, la France aurait fait pression pour limiter les effets de certaines des nouvelles réglementations du DMA aux seuls GAFAM, avec des seuils d'application qui épargneraient leurs concurrents émergents basés dans l'UE³². Un « Sommet sur la souveraineté numérique » pourrait être organisé à Paris en février 2022 dans le cadre des initiatives de la présidence française, avec au programme des questions telles que la cybersécurité, l'indépendance vis-à-vis des États-Unis et les services de « cloud » souverain³³.

Le gouvernement français n'a jamais vraiment abordé la question de savoir dans quelle mesure ces hypothétiques « champions européens du numérique » seraient vraiment différents des GAFAM

logie numérique allait automatiquement réduire l'utilisation de matériaux et les émissions de gaz à effet de serre, ce qui, nous le savons, n'est pas vrai³⁴. Souvent, la « numérisation » va de pair avec une politique de privatisation ou d'externalisation de services publics (avec le risque de réduire la qualité du service, de priver certaines parties de la population de l'accès à ces services ou de remplacer des fonctionnaires par des travailleurs aux conditions de travail plus mauvaises). Elle est aussi utilisée comme une opportunité pour ouvrir au secteur privé des marchés tels que l'éducation ou la santé, comme dans le cas de l'« e-santé », qui figure en bonne place dans l'agenda de la présidence française.

C'est pourquoi, en réalité, malgré ses discours, le gouvernement français reste assez proche des GAFAM. Il a conclu de nombreux partenariats avec des entreprises comme Microsoft et Amazon, y compris dans des domaines sensibles (comme les données de santé ou la gestion des fonds de relance). Parallèlement, des entreprises françaises comptant l'État parmi leurs actionnaires se sont associées à Microsoft (Orange et Capgemini) et à Google (Thales) pour créer des services de cloud « souverains » censés respecter les exigences françaises dans ce domaine³⁵.

Les enjeux du secteur numérique ont été omniprésents dans le cadre de la préparation de la présidence française du Conseil de l'UE. Le représentant de la France à Bruxelles a rencontré le lobby européen du secteur DigitalEurope à deux reprises en septembre 2021, puis en décembre 2021³⁶. Le secrétaire d'État aux Affaires européennes Clément Beaune a rencontré le directeur général de Facebook France en octobre 2021³⁷.

Scale-Up Europe - un groupe de plus de 150 investisseurs, chercheurs, hauts fonctionnaires créateurs et chefs d'entreprise (comme Airbus, Sodexo, Accor, BMW, SAP, BASF, BNP Paribas et Air Liquide), créé à l'initiative d'Emmanuel

LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS N'A JAMAIS ABORDÉ LA QUESTION DE SAVOIR DANS QUELLE MESURE CES « CHAMPIONS EUROPÉENS DU NUMÉRIQUE » SERAIENT DIFFÉRENTS DES GAFAM ET DE LEURS PRATIQUES CONTROVERSÉES.

tiels à l'économie numérique comme les semi-conducteurs – en particulier après que la crise du COVID a entraîné d'importantes pénuries qui ont affecté les entreprises européennes.

Le gouvernement français a sur ces dossiers une position plus ambiguë qu'il n'y paraît. Certes, il est – au niveau des discours - l'un des principaux défenseurs, parmi les États membres, de l'encadrement des GAFAM, de la protection des entreprises et des industries créatives européennes, et de la réduction de la dépendance vis-à-vis de technologies étrangères. Cependant, la principale réponse qu'il avance – en brandissant le slogan de la « souveraineté numérique » - est de soutenir l'émergence ou le développement de champions européens pour concurrencer géants américains

et de leurs pratiques controversées. Le fait que de nombreuses entreprises en lice pour bénéficier de soutien – parmi lesquelles Atos, Dassault Systèmes et Thales en France – ont des liens étroits avec l'industrie de l'armement et de la sécurité soulève des questions quant aux implications de cette politique pour la vie privée et les libertés.

De fait, la vision du secteur numérique défendue par l'UE (par exemple, à travers les fonds de relance post-COVID, dont une partie importante a été consacrée à la « numérisation ») ne semble pas très différente de celle défendue par les grandes firmes américaines. Par exemple, le concept de « transition numérique » est souvent présenté comme un équivalent de la « transition climatique », comme si le passage à la techno-

LES ENJEUX DU SECTEUR NUMÉRIQUE ONT ÉTÉ OMNIPRÉSENTS DANS LE CADRE DE LA PRÉPARATION DE LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU CONSEIL DE L'UE.

Macron, a été invité à présenter ses recommandations sur les moyens de créer des géants européens de la technologie lors d'un événement qui s'est tenu le 15 juin 2021 au palais de l'Élysée, devant un panel de dirigeants européens. Certaines de ces recommandations – comme des crédits d'impôt et un statut spécial pour les travailleurs de la technologie – pourraient être incluses dans les priorités de la présidence française de l'UE³⁸.

Le think tank Institut Choiseul et le lobby France Digitale ont également présenté leurs propositions sur le même sujet à Cédric O, secrétaire d'État chargé du numérique, en vue de la présidence française, en octobre 2021³⁹. France Digitale représente les intérêts de start-up françaises. Son actuelle directrice pour l'Europe était auparavant lobbyiste pour Microsoft. L'Institut Choiseul est un think tank consacré aux questions économiques mondiales, qui compte de nombreux dirigeants d'entreprises dans son comité stratégique. Son président, Pascal Lorot, est conseiller spécial pour l'Asie centrale du ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. Il était auparavant lobbyiste pour le groupe pétrolier TotalEnergies. La secrétaire d'État française chargée de l'industrie, Agnès Pannier-Runacher, siège également à son comité stratégique. Pour réaliser ce rapport, France Digitale et l'Institut Choiseul se sont associés à Capgemini⁴⁰. Capgemini a coordonné une feuille de route européenne sur les technologies industrielles, compilant le point de vue de 27 entreprises sur les domaines prioritaires clés nécessitant des investissements stratégiques publics-privés d'ici 2025 pour renforcer le leadership technologique de l'Europe dans le domaine du cloud et des technologies de pointe. Cette feuille de route a été présentée à Thierry Breton en mai 2021⁴¹.

Un autre think tank a contribué à la préparation de la présidence française de l'UE : Renaissance numérique, fervent défenseur de la « numérisation » en tant que force transformatrice de la société dans son ensemble. Son conseil d'administration comprend des cadres supérieurs de groupes telles que Huawei, Microsoft, Google, TikTok, Doctolib et Orange. Il n'est donc pas très surprenant qu'il ait été beaucoup plus critique à l'égard des dispositions du DMA. Renaissance numérique a lui aussi préparé un rapport sur la souveraineté numérique, qui a été présenté lors d'un événement sur « champions européens et transition numérique » organisé en décembre 2021 à Bruxelles par le groupe de pression numérique Numeum⁴².

Le 2 février 2022, une conférence gouvernementale sur « éthique citoyenne et données de santé » sera organisée, et un cadre éthique sur les données de santé pourrait être rendu public à cette occa-

sion⁴³. Le lobby français du numérique Numeum a également reçu un label officiel « présidence française de l'UE » (ce qui signifie qu'il peut utiliser le logo de la présidence française et qu'il est répertorié comme un événement officiellement reconnu par le gouvernement) pour un événement qu'il co-organisera avec le lobby français des entreprises de la santé en mars 2022 sur l'e-santé et les données de santé⁴⁴. La présidence française coordonnera au Conseil une proposition législative pour la création d'un espace européen des données de santé (EHDS)⁴⁵. Numeum est susceptible de travailler en lien étroit avec le gouvernement français sur ce dossier : la directrice Europe et international pour l'e-santé du ministère français de la Santé depuis septembre 2020 a travaillé pour ce lobby de mai 2016 à septembre 2020⁴⁶. Elle était l'un des orateurs invités lors d'un événement à huis clos organisé par le lobby européen du numérique DigitalEurope en novembre 2021⁴⁷. Le directeur scientifique du « Health Data Hub » français est également intervenu lors de cet événement. Le Hub est un partenariat public-privé français établi en 2019 pour, entre autres objectifs, faciliter l'utilisation des données de santé⁴⁸. ■

3.3 ARMEMENT ET SÉCURITÉ. DES OPPORTUNITÉS EUROPÉENNES POUR L'INDUSTRIE FRANÇAISE DE LA DÉFENSE

Dossiers européens ? La Boussole stratégique

Intérêts français ? Thales, Airbus, Safran, Dassault

Autre intérêts économiques ? Aerospace and Defence Industries Association of Europe (ASD)

Les objectifs du gouvernement français ? Développer encore l'Europe de la défense, avec les entreprises françaises d'armement au premier plan

Depuis le Brexit, la France est l'État membre avec la plus grosse industrie d'armement de toute l'UE. Le gouvernement français exerce une pression constante depuis des années pour augmenter les dépenses de l'UE en matière de défense, à la fois pour des raisons géopolitiques et comme moyen de financer ses propres fabricants d'armes, qui jouent un

rôle central dans l'appareil industriel français⁴⁹. La France est également le principal bénéficiaire des fonds européens consacrés à la défense⁵⁰. En avril 2021, la ministre française des Armées, lors d'une réunion européenne sur la défense, s'est félicitée de la mise en place de nombreux nouveaux instruments depuis 2017 (Fonds européen de défense, coopération struc-

turée permanente, Processus européen de capacité), et a invité ses homologues à aller encore plus loin au niveau européen, notamment en termes de soutien à l'innovation dans le secteur de la défense⁵¹.

La défense est une priorité pour la présidence française de l'UE. Selon le représentant permanent de la France auprès de l'UE, la représentation permanente française aura pendant cette présidence plus de personnel militaire que d'habitude car les questions de défense de l'UE ont « gagné en importance »⁵². L'un des principaux dossiers sera la finalisation de la Boussole stratégique, première stratégie de défense paneuropéenne. Ce processus est surtout piloté par les États membres⁵³. Après le sommet européen sur la défense de février 2022⁵⁴, les dirigeants de l'UE devraient approuver la Boussole le 25 mars lors du Conseil européen, pendant la présidence française⁵⁵. Le président du Conseil européen, Charles Michel, a qualifié 2022 d'« année de la défense européenne »⁵⁶.

Les principales entreprises françaises de défense – Thales, Airbus, Safran et Dassault – jouissent déjà du soutien des institutions européennes. En novembre 2021, Thierry Breton a pris la parole lors d'un événement organisé par le lobby de la défense de l'UE, affirmant que l'industrie avait besoin d'un « accès équitable au financement, comme pour toute industrie stratégique de l'UE »⁵⁷.

Thales et Safran sont les entreprises françaises qui ont le plus bénéficié des projets de recherche et développement (R&D) militaires de l'UE⁵⁸. Par exemple, Thales recevra près de 24 millions d'euros entre 2008 et 2023 de fonds européens liés à la sécurité, Airbus Defence and Space 10 millions d'euros entre 2009 et 2023, et Safran a reçu près de 4 millions d'euros entre 2010 et 2017⁵⁹.

Le soutien a également été politique. Par exemple, Airbus a eu en 2020 50 rendez-vous avec des commissaires européens et/ou des membres de leur cabinet, illustration de l'accès privilégié aux plus hauts niveaux de la Commission dont jouit l'entreprise⁶⁰. Depuis le 1er

juillet 2021, le représentant permanent de la France a rencontré Dassault et Airbus Defence and Space, et son adjoint Airbus⁶¹. Les liens étroits entre le gouvernement français et les entreprises françaises de défense se manifestent également à travers la pratique des « portes tournantes » : en janvier 2020, le responsable au marché intérieur au sein du bureau Union européenne du Premier ministre a quitté son poste pour prendre la tête du bureau bruxellois de Safran, pour piloter le lobbying auprès des institutions européennes⁶². Au sein de la représentation permanente à Bruxelles, un conseiller en matière de justice et d'affaires intérieures a travaillé pour Safran pendant dix ans entre 2001 et 2011⁶³. Enfin, Dassault a manifesté son intérêt puis a été intégré à l'alliance industrielle sur le « cloud » créée par le commissaire Thierry Breton. Le rôle de Dassault sera de contribuer au développement d'un cloud de défense européen⁶⁴. Des financements publics seront potentiellement débloqués suite à la mise en place de cette alliance, comme expliqué dans l'encadré sur les alliances industrielles et les PIIEC ci-dessous. ■



ALERTE LOBBY !

THALES

ENTREPRISE

Dépenses annuelles déclarées de lobbying auprès de l'UE (2020) :

€300 000 - €399 999

Nombre de lobbyistes auprès de l'UE : 7

Rendez-vous avec les échelons supérieurs de la Commission européenne depuis 2014 : 28

Affiliations : ASD (Aerospace and Defence Industries Association of Europe), AFEP (Association française des entreprises privées), CDPF (Cercle des délégués permanents français)

Sujets : défense, espace, numérique

Dépenses annuelles déclarées de lobbying en France (2020) :

€300 000 - €400 000

Informations en date du 30 novembre 2021.

Sources : registres des représentants d'intérêts de la France et de l'UE



3.4 AGRICULTURE ET ALIMENTATION. LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE TIENDRA-T-ELLE BON CONTRE LES LOBBIES AGRO-INDUSTRIELS ?

Dossiers européens ? Stratégie « De la ferme à la fourchette », réduction des pesticides, réautorisation du glyphosate

Intérêts français ? FNSEA

Autres intérêts économiques ? Copa-Cogeca

Les objectifs du gouvernement français ? Peu clairs, avec des signaux contradictoires

Les politiques alimentaires et agricoles sont au cœur du « Pacte vert » ou « Green Deal » européen, notamment via la stratégie « De la ferme à la fourchette » qui fixe des objectifs ambitieux de réduction de l'utilisation des pesticides, de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture, de réforme de la politique agricole commune (PAC) et d'amélioration de la nutrition. La

question de savoir dans quelle mesure les pays de l'UE doivent effectivement tenir compte des objectifs de la stratégie « De la ferme à la fourchette » lorsqu'ils distribuent les milliards de subventions agricoles de la PAC a été au cœur d'une bataille de lobbying acharnée à Bruxelles et dans les capitales nationales. Le lobby de l'agriculture industrielle s'est opposé avec véhémence à l'alignement de la

PAC sur cette stratégie, avec le soutien du ministre français de l'Agriculture, Julien Denormandie.

► **Le puissant lobby agricole français**

La France reçoit le montant de subventions le plus élevé de toute l'UE dans le cadre de la PAC, et le gouvernement français considère la PAC comme une priorité stratégique dans les négociations budgétaires européennes⁶⁵. À la tête du lobby agricole français se trouve la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles). La FNSEA est bien plus qu'un simple syndicat d'agriculteurs : elle est le cogestionnaire, avec ses alliés au sein de l'État, du système agricole français depuis 50 ans⁶⁶. Les positions défendues à Bruxelles par les gouvernements français successifs sont toujours restées alignées sur celles de la FNSEA⁶⁷. Celle-ci est donc susceptible d'avoir une influence importante sur les politiques agricoles et alimentaires de l'UE pendant la présidence française ;

LES POSITIONS DÉFENDUES À BRUXELLES PAR LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS SUCCESSIFS SONT TOUJOURS RESTÉES ALIGNÉES SUR CELLES DE LA FNSEA.

elle a déjà eu un rendez-vous avec Clément Beaune en février 2021⁶⁸. Au Parlement européen, un eurodéputé français clé du parti d'Emmanuel Macron au sein de la commission sur l'agriculture, Jérémy Decerle, est un ancien président des Jeunes agriculteurs, l'aile jeunesse de la FNSEA⁶⁹.

La FNSEA est un membre influent de la Copa-Cogeca, le plus grand lobby agricole à Bruxelles. Le *New York Times* a écrit que « les dirigeants européens ont toujours traité [la Copa-Cogeca] non pas comme de simples bénéficiaires de l'argent public, mais comme des partenaires dans l'élaboration des politiques »⁷⁰. La Copa-Cogeca bénéficie d'audiences privées avec le président du Conseil de l'UE avant les réunions importantes des ministres européens de l'agriculture (Agrifish). Les associations de défense de l'environnement ou les autres syndicats agricoles comme l'European Milk Board (EMB) et la Coordination européenne Via Campesina se voient refuser la même possibilité, et se sont même entendu rétorquer que l'accès privilégié de la Copa-Cogeca était une « affaire de tradition ». Sous la présidence finlandaise de 2019, lors d'un Conseil des ministres de l'agriculture en Finlande, des représentants de la Commission ont été invités à une visite de fermes avec des dirigeants de la Copa-Cogeca⁷¹. Il est donc fort probable que la FNSEA, dont la présidente est également présidente de la Copa-Cogeca, ait un accès privilégié au Conseil de l'UE sous présidence française.

► **Cinquante nuances de gris ?**

En ce qui concerne les substances chimiques présentes dans l'alimentation, la France s'est prononcée en faveur d'une approche de précaution à l'égard des perturbateurs endocriniens, connus pour affecter le système hormonal humain et présents dans les emballages alimentaires et d'autres produits. Le gouvernement français a récemment obtenu l'interdiction totale, à l'échelle de l'UE, de l'additif alimentaire E171, après avoir édicté une interdiction nationale pour des raisons de sécurité alimentaire⁷².

La position du gouvernement français sur les pesticides est toutefois caractérisée par des contradictions flagrantes. Emmanuel Macron a annoncé que la présidence française serait à l'origine d'une initiative visant à accélérer la fin de l'utilisation des pesticides⁷³ – de fait, la Commission européenne doit présenter une proposition à ce sujet pendant la présidence française. Pourtant, le ministre de l'agriculture Julien Denormandie est immédiatement intervenu sur Twitter pour « rassurer » les agriculteurs sur le fait qu'il n'y aurait « pas d'interdiction sans alternative »⁷⁴. La France fait également partie d'un groupe de travail de quatre États membres qui défend un renouvellement du dés herbant controversé glyphosate à la fin de l'année 2022.

Il reste donc à voir comment le gouvernement français gèrera effectivement ces dossiers pendant sa présidence du Conseil de l'UE et quel poids il accordera aux demandes du lobby agro-industriel. ■



ALERTE LOBBY !

FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES (FNSEA)

LOBBY SECTORIEL ET SYNDICAT

Dépenses annuelles déclarées de lobbying auprès de l'UE (2020) :
€100 000 - €199 999

Nombre de lobbyistes auprès de l'UE : 11

Rendez-vous avec les échelons supérieurs de la Commission européenne depuis 2014 : 17

Affiliations : Jeunes Agriculteurs, Copa-Cogeca, Conseil de l'agriculture française, Bureau européen de l'agriculture française

Sujets : agriculture

Dépenses annuelles déclarées de lobbying en France (2020) :
€600 000 - €700 000

Informations en date du 30 novembre 2021.

Sources : registres des représentants d'intérêts de la France et de l'UE



3.5 FINANCE. AU SERVICE DE LA PLACE DE PARIS

Dossiers européens ? Bâle III, Solvabilité II

Intérêts français ? BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale, Fédération bancaire française, AXA

Autres intérêts économiques ? European Banking Federation

Objectifs du gouvernement français ? Minimiser les nouvelles obligations auxquels le secteur financier pourrait être assujéti

Deux des plus gros dossiers financiers que la présidence française aura à traiter seront les révisions des directives Bâle III et Solvabilité II. Ces directives fixent les exigences en matière de fonds propres (c'est-à-dire les actifs devant être conservés comme tampon en cas de crise) pour les secteurs de la banque et de l'assurance respectivement, et sur ces deux dossiers, le gouvernement français s'est toujours fait le porte-parole des intérêts du secteur financier.

Le secteur bancaire français est fortement concentré entre les mains d'une poignée de grands groupes comme BNP Paribas, Crédit agricole, et Société générale. La Fédération bancaire française (FBF) est le principal lobby du secteur, agissant au nom de l'industrie financière dans son ensemble.

La représentation permanente de la France à Bruxelles semble très proche du lobby bancaire français, si l'on en croit les nombreuses portes tournantes entre les deux. Un ancien conseiller sur les politiques financières européennes à la représentation française travaille aujourd'hui pour la Société générale, en tant que responsable des services mondiaux de transaction et de paiement⁷⁵, tandis qu'un autre est maintenant responsable des affaires publiques pour Amundi⁷⁶, le principal gestionnaire d'actifs français. Un autre ancien conseiller sur les politiques financières européennes à la représentation permanente est aujourd'hui avocat et associé chez Gide Loyrette Nouel à Bruxelles⁷⁷. Parmi ses clients figurent

Renault, KPMG, Uber et la FNSEA⁷⁸. Dans le cadre de ces fonctions, l'ancien conseiller a eu un rendez-vous de lobbying avec un député européen français, Gilles Boyer (Renew), sur le règlement de Bâle⁷⁹. Parallèlement, un ex conseiller sur les politiques financières et monétaires à la représentation permanente de la France pendant plus de cinq ans a quitté son poste en 2014 pour devenir le directeur adjoint de la FBF⁸⁰. À Paris, l'ancien conseiller technique de Macron sur l'Europe de 2017 à 2021 est désormais le directeur de cabinet du patron d'Euronext, l'opérateur paneuropéen de bourse⁸¹.

► Bâle III

Introduit après la crise financière de 2008, Bâle III est un accord international sur la réglementation bancaire, adopté pour la première fois en 2011. Ces règles ont depuis été davantage précisées, suite à de nouvelles discussions entre les parties, dont l'UE. Une fois les accords adoptés au niveau international, l'étape suivante consiste à les inscrire dans la législation européenne. Il s'agit ici de certains éléments de l'accord initial qui ont été précisés et clarifiés pour la première fois en 2017. La partie de l'accord relative aux méthodes utilisées par les banques pour évaluer les risques de leurs propres actifs doit maintenant être mise en œuvre par le biais d'une révision de la directive actuelle sur les exigences de fonds propres⁸².

La FBF, ainsi que le reste du lobby financier, a exercé des pressions intenses pour « limiter les dégâts » des

réformes de Bâle. Les banques préféreraient utiliser leurs propres modèles pour déterminer le degré de risque de leurs actifs, afin de pouvoir faire paraître leurs bilans beaucoup plus sains qu'ils ne le sont réellement⁸³. La FBF a fait valoir que le « modèle de financement français et européen [pourrait être] menacé » et a qualifié Bâle de « risque majeur pesant sur l'économie européenne »⁸⁴, invoquant même le thème de la « souveraineté économique » pour étayer son argumentation⁸⁵. En 2019, la Fédération bancaire européenne (FBE, principal lobby du secteur bancaire au niveau de l'UE) a commandé une « étude d'impact » sur Bâle III pour démontrer les risques de ce qu'elle qualifie d'approche « déséquilibrée »⁸⁶.

En juillet 2019, le Premier ministre français d'alors, Édouard Philippe, soutenait déjà que Bâle III (et Solvabilité II, dont il est question ci-dessous) ne devait pas pénaliser l'économie française⁸⁷. En



ALERTE LOBBY !

FÉDÉRATION BANCAIRE FRANÇAISE (FBF)

LOBBY SECTORIEL

Dépenses annuelles déclarées de lobbying auprès de l'UE (2020) :
€1 250 000 - €1 499 999

Nombre de lobbyistes auprès de l'UE : 17
Rendez-vous avec les échelons supérieurs de la Commission européenne depuis 2014 : 82

Affiliations : Ses membres incluent BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale, HSBC, Deutsche Bank, Santander

Sujets : finance, banque, fiscalité

Dépenses annuelles déclarées de lobbying en France (2020) :
€1 500 000 - €1 750 000

Informations en date du 30 novembre 2021.
Sources : registres des représentants d'intérêts de la France et de l'UE

juin 2021, les gouvernements français, allemand, luxembourgeois et danois ont fait une ultime tentative pour essayer d'affaiblir le paquet législatif, les responsables français affirmant qu'ils cherchaient simplement à éviter une réglementation « excessive »⁸⁸. Dans le même temps, la pression de l'industrie s'est poursuivie avec la publication par la FBF d'une version actualisée de son étude d'impact⁸⁹. À noter qu'en juillet 2021, le lobby bancaire FBF a eu des rendez-vous avec le représentant permanent français à Bruxelles⁹⁰ et avec le secrétaire d'État Clément Beaune⁹¹ – sans transparence sur les sujets abordés dans ces discussions.

Au cours de l'été 2021, alors que la proposition de mise en œuvre de Bâle III était en cours de finalisation par la Commission, il semble qu'il y ait eu de fréquents contacts entre cette dernière et le Trésor français, à la fois au niveau des conseillers techniques et au niveau des dirigeants, pour demander une approche plus favorable pour le secteur financier. La question aurait même été discutée directement entre la présidente de la Commission, Mme von der Leyen, et M. Macron, qui souhaite soutenir le secteur bancaire afin de mobiliser des fonds pour les plans de relance et d'investissement post-COVID.

En fin de compte, cependant, ces efforts n'ont pas été couronnés de succès, et la Commission a conservé l'essentiel des dispositions relatives aux exigences de fonds propres dans le projet de directive rendu public en octobre 2021⁹². Ce projet contient néanmoins certaines exemptions favorables au secteur privé.

La présidence française devra piloter ce dossier au sein du Conseil, ce qui lui offrira de nouvelles opportunités d'affaiblir le texte en faveur des grandes banques.

La FBF poursuit son lobbying sur Bâle III. Selon une source interne au Parlement européen, elle a organisé en novembre 2021 une session pour les députés eu-

ropéens afin de présenter ses revendications, notamment sur Bâle III, avec des intervenants travaillant pour les banques françaises Crédit Mutuel et BNP Paribas.

► Solvabilité II

Une proposition de révision de la directive Solvabilité II et des réglementations connexes, qui imposent des exigences de capital au secteur de l'assurance, a été rendue publique en septembre 2021 par la Commission⁹³. Ces règles font l'objet d'une bataille de lobbying similaire à la précédente⁹⁴. Le projet de la Commission est déjà favorable au secteur, le vice-président Dombrowskis estimant ouvertement que la proposition permettrait un allègement de capital à court terme de 90 milliards d'euros pour les assureurs⁹⁵.

Néanmoins, le gouvernement français semble désireux de concéder encore da-

vantage au secteur. Il a exigé que la proposition ne conduise pas à une augmentation significative des exigences en matière de fonds propre, soit exactement la revendication des grands assureurs. Si la présidence slovène du Conseil au second semestre 2021 achève l'examen de ce dossier par le Conseil avant la fin de l'année, la présidence française conduira le trilogue avec les autres institutions de l'UE.

Selon une source du Parlement européen, les députés européens ont été invités à un atelier organisé en novembre 2021 par la multinationale française de l'assurance AXA, ainsi que par Allianz et Generali, afin de discuter de « *l'impact significatif* » du projet Solvabilité II sur le secteur européen de l'assurance et sur sa capacité à « *rester compétitif* ». Il ne fait aucun doute qu'ils comptent sur le soutien de la prochaine présidence française pour faire droit leurs revendications. ■



3.6 FISCALITÉ DES ENTREPRISES. AVANCÉES EN TROMPE-L'OEIL

Dossiers européens ? Taux minimum de l'impôt sur les sociétés, décisions européennes en matière fiscale

Intérêts français ? Fédération bancaire française, MEDEF

Autres intérêts économiques ? BusinessEurope

Objectifs du gouvernement français ? Présenter un accord du Conseil sur un taux d'imposition des sociétés minimum de 15 % comme une « victoire » pour la justice fiscale

Plusieurs dossiers fiscaux seront à l'ordre du jour de la présidence française, tous d'un grand intérêt pour les lobbies économiques français et européens. Alors que le gouvernement français met en avant la nécessité de mobiliser les investisseurs pour soutenir la reprise post-COVID, il est probable qu'il maintiendra l'impôt sur les sociétés au minimum plutôt que de mettre les grandes entreprises au défi de payer leur juste part.

► Accès privilégié pour le MEDEF

Le Monde et *Contexte* ont récemment révélé qu'un document de position du gouvernement français sur les nouvelles règles de transparence fiscale de l'UE (appelées

« reporting public pays par pays ») était en fait basé sur un document rédigé par le principal expert fiscal du MEDEF et avait été élaboré en lien avec plusieurs lobbies industriels⁹⁶. Le document mettait en avant les « lignes rouges » de la France et soutenait la position du Conseil sur la proposition de reporting public pays par pays, qui comportait plusieurs failles favorable aux entreprises. En réponse à ces révélations, l'eurodéputée Manon Aubry, qui a participé aux négociations sur le dossier, a déclaré : « *Cela en dit long sur l'influence des lobbies sur ces discussions, qu'ils fixent ainsi les lignes rouges des gouvernements, et qu'ils fassent tout pour bloquer toute avancée vers la transparence fiscale. C'est inquié-*

tant tant du point de vue de la lutte contre l'évasion fiscale que de la démocratie elle-même⁹⁷. » C'est le même département ministériel qui aura pour tâche durant la présidence française de finaliser le dossier du taux minimum d'imposition des sociétés, discuté ci-dessous.

Le MEDEF entretient également des liens étroits avec d'autres ministères. Dans le contexte de ce rapport, il est notable que la directrice de cabinet de Clément Beaune depuis août 2020 était auparavant directrice adjointe aux relations sociales du MEDEF pendant plus de trois ans (2014-2017)⁹⁸. Avant cela, elle était conseillère auprès du ministre français du Travail. Clément Beaune a eu plusieurs rendez-vous avec le MEDEF en 2021, en janvier sur le Brexit, puis en septembre et en novembre⁹⁹. Le MEDEF a également bénéficié de deux rendez-vous avec le représentant de la France à Bruxelles et son adjoint depuis juillet 2021.

► **Taux minimum d'impôt sur les sociétés**

En guise de « victoire » à faire valoir en période préélectorale, une priorité de la

LA POSITION OFFICIELLE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS SUR LA TRANSPARENCE FISCALE ÉTAIT BASÉE SUR UN DOCUMENT RÉDIGÉ PAR LE PRINCIPAL EXPERT FISCALE DU MEDEF.

présidence française sera certainement la mise en œuvre par l'UE du récent accord OCDE/G20 visant à introduire un taux minimum d'imposition de 15 % sur les bénéfices réalisés à l'étranger par les multinationales¹⁰⁰. Cet accord international (également connu sous le nom de « deuxième pilier ») devrait apporter 4 milliards d'euros supplémentaires par an aux finances publiques françaises¹⁰¹, et le gouvernement français a beaucoup cherché à s'attribuer le mérite de la conclusion de cet accord. Cependant, *Libération* a révélé comment le gouvernement français a dédaigné de soutenir une proposition qui l'aurait rendu beaucoup plus ambitieux. Les États-Unis voulaient porter ce taux minimum de 15 à 21%, ce qui aurait permis de récolter bien plus d'argent pour les services publics¹⁰². Oxfam France a critiqué le « manque de soutien actif » de la France à la proposition américaine¹⁰³, tandis que l'accord final a fait l'objet de critiques importantes de la part des syndicats¹⁰⁴ et des ONG¹⁰⁵ parce qu'il ne prévoit pas de redistribuer les recettes fiscales des multinationales européennes aux pays du Sud où une bonne partie de leurs bénéfices ont été réalisés.

Il est clair que l'accord sur le « deuxième pilier » de l'OCDE est loin d'être parfait du point de vue de la justice fiscale. Néanmoins, les intérêts économiques se préparent à l'affaiblir davantage dans le cadre de la mise en œuvre par l'UE du taux d'imposition de 15 %. Nous savons déjà que le MEDEF a formulé une longue liste de souhaits d'exemptions et de failles juridiques visant à protéger les bénéfices des entreprises¹⁰⁶. L'homologue européen du MEDEF, BusinessEurope, est également actif sur ce dossier¹⁰⁷.

Cependant, la proposition de la Commission européenne visant à mettre en œuvre le deuxième pilier au sein de l'UE pourrait aller plus loin que

l'OCDE en appliquant le taux minimum d'imposition non seulement aux bénéfices réalisés à l'étranger, mais aussi aux bénéfices domestiques. Les euro-députés verts ont demandé au ministère français de l'Économie de divulguer les taux d'imposition nationaux effectifs des multinationales françaises¹⁰⁸, car les recherches indiquent que certaines d'entre elles paient en réalité moins de 15%¹⁰⁹.

Il est fort probable que nous assisterons à un lobbying de l'industrie française et européenne pour exclure les bénéfices domestiques du champ d'application des règles de l'UE et pour inclure des exemptions favorables à l'industrie, avec le risque que la présidence française se plie à leurs exigences.

► **Taxe sur les transactions financières**

De manière similaire, mais sur un dossier différent, il semble peu probable que la présidence française fasse avancer la taxe européenne sur les transactions financières (TTF), également connue sous le nom de « taxe Robin des Bois » : une minuscule taxe sur les transactions financières visant à désinciter la spéculation financière et à augmenter les recettes fiscales pour les services publics. La France a été l'un des premiers partisans de cette taxe dans les années qui ont suivi le krach financier de 2008 ; elle a mis en œuvre une version nationale de cette taxe (qui exclut toutefois les produits dérivés de son champ d'application) et s'est initialement jointe à neuf autres États membres pour faire pression en faveur d'une version paneuropéenne. Cependant, il n'a pas fallu longtemps au lobby de la finance, notamment la Fédération bancaire française¹¹⁰, Paris Europlace¹¹¹ et la Société Générale¹¹² pour saper ces efforts. Ils ont trouvé des alliés en haut lieu qui ont refusé qu'une future taxe européenne aille plus loin que la version française en taxant les pro-



ALERTE LOBBY !

MOUVEMENT DES ENTREPRISES DE FRANCE (MEDEF)

LOBBY PATRONAL

Dépenses annuelles déclarées de lobbying auprès de l'UE (2020) :

€500 000 – €599 999

Nombre de lobbyistes auprès de l'UE : 6

Rendez-vous avec les échelons supérieurs de la Commission européenne depuis 2014 : 31

Affiliations : BusinessEurope

Sujets : tous

Dépenses annuelles déclarées de lobbying en France (2020) :

€1 000 000 – €1 250 000

Informations en date du 30 novembre 2021.

Sources : registres des représentants d'intérêts de la France et de l'UE

LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ONT SILENCIEUSEMENT ACCEPTÉ, VOIRE ENCOURAGÉ, LES LIBÉRALISATIONS EUROPÉENNES SUCCESSIVES.

duits dérivés. En 2017, Emmanuel Macron a fait un vibrant plaidoyer en faveur d'une TTF européenne¹¹³, mais malheureusement cela semble maintenant un lointain souvenir.

Récemment, la présidence portugaise du Conseil a tenté de faire avancer le dossier de la TTF, mais s'est heurtée à l'opposition du gouvernement français (entre autres), et l'effort a échoué. Les tentatives récentes de renforcement de la taxe française sur les transactions financières via le projet de loi budgétaire ont été repoussées par les députés du parti d'Emmanuel Macron¹¹⁴. Ce n'est pas de bon augure pour la présidence française du Conseil de l'UE.

► Décisions européennes en matière de fiscalité

*Mediapart*¹¹⁵ et le *Spiegel* ont récemment révélé comment des fonction-

naires du gouvernement français siégeant dans un groupe de travail opaque du Conseil de l'UE ont défendu à plusieurs reprises les outils d'optimisation fiscale des entreprises. Il s'agit notamment des « *patent boxes* » (boîtes de brevets), qui permettent aux entreprises d'exonérer d'impôt les bénéfices tirés de la propriété intellectuelle. Un analyste les a comparées à un « chèque » de l'État aux entreprises. Cette approche très permissive en matière d'optimisation fiscale prévaut depuis des décennies, quelle que soit le pouvoir en place. Alors que d'importants dossiers relatifs à la fiscalité des entreprises sont à l'ordre du jour de la présidence française, et qu'une révision des critères utilisés pour identifier les paradis fiscaux et en matière de gouvernance est également en cours, un changement d'approche est désormais impératif. ■

gésants européens, très influents tant auprès du gouvernement français que des institutions européennes.

Par ailleurs, la France est aussi à l'origine d'un modèle spécifique de privatisation, inventé dans le secteur de l'eau, puis appliqué à d'autres secteurs : la « *délégation de service public* ». Ce modèle, à travers lequel les autorités publiques externalisent la gestion d'un service collectif à un opérateur privé, est à l'origine de la fortune de grands groupes tels que Suez et Veolia. Jouissant du soutien des différents gouvernements français, ces groupes ont ensuite cherché à exporter ce modèle à l'étranger, mais non sans rencontrer des résistances.

Ces entreprises françaises cherchent depuis longtemps à instrumentaliser la législation européenne en la matière, et en particulier la directive européenne sur les concessions. Celle-ci permet actuellement d'exclure le secteur de l'eau des règles de mise en concurrence, mais un réexamen par la Commission est en cours¹¹⁶. Dans le même temps, Veolia cherche en ce moment à acquérir son concurrent principal Suez (avant de revendre ultérieurement les activités de Suez en France). Leur objectif est de créer un « champion européen » qui serait un fournisseur clé de « solutions climatiques » pour les autorités locales et l'industrie, ce qui lui permettrait de capter une bonne partie des financements liés au Pacte vert et à la transition climatique en général. Au moment où ce rapport est finalisé, cette fusion doit encore être approuvée par la Commission européenne.

3.7 SERVICES PUBLICS ET PRIVATISATION. PROMOUVOIR LES ACTEURS PRIVÉS DANS LES SERVICES PUBLICS

Dossiers européens ? réexamen de la directive sur les concessions, fusion Veolia-Suez

Intérêts français ? Veolia

Autres intérêts économiques ? Aquafed

Objectifs du gouvernement français ? Soutenir le développement de champions privés dans le secteur des services

Outre les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de la finance et de l'armement, il existe encore un autre domaine dans lequel les intérêts français sont importants, et où les gouvernements français successifs ont eu une influence préjudiciable sur les processus décisionnels européens : la privatisation.

Les gouvernements français ont silencieusement accepté, voire encouragé, les libéralisations successives du trans-

port aérien, des télécommunications, de l'énergie, des services postaux, et du réseau ferroviaire. L'objectif était de permettre aux anciens services publics nationaux, tels que France Télécom (désormais Orange), EDF, Engie et la SNCF (ferroviaire) à s'étendre sur d'autres marchés européens et internationaux, afin d'alléger la charge financière sur les contribuables français. De fait, ces anciennes entreprises nationales sont désormais devenues des

Ce modèle de privatisation s'étend actuellement à de nouveaux secteurs, notamment ceux de la santé et de la protection sociale. Malgré les importants scandales liés à leur gestion de la crise du COVID, les groupes de soins privés – en charge d'hôpitaux ou de maisons de retraite – sont en pleine expansion en Europe¹¹⁷. Nombre d'entre eux sont français (notamment Korian, Orpéa et DomusVi), puisqu'ils ont émergé du même modèle traditionnel de privatisa-

ministre de l'Économie, s'était opposé à la législation, et ce n'est que lorsqu'il a quitté le ministère pour se présenter à la présidence que la loi a été adoptée, bien que largement édulcorée¹²⁰.

certains de ces entreprises ou de leurs dirigeants ont d'ailleurs des liens avec Veolia. L'accent mis actuellement sur la construction d'une « Europe de la santé », telle qu'elle est envisagée par le gouvernement français, ne vise pas à

financer de manière adéquate les systèmes de santé publics, mais à encourager l'innovation (y compris l'e-santé et la santé à domicile) et la concurrence, ce qui signifie qu'elle ne peut que profiter à ces nouveaux géants du secteur. ■

Cette loi est encore régulièrement contestée ou critiquée par les lobbies des grandes entreprises en France, qui souhaiteraient la voir abolie. Récemment, TotalEnergies (qui fait l'objet de deux procès dans le cadre de cette législation) a tenté sans succès, par l'intermédiaire de parlementaires amis, de faire transférer la responsabilité de l'application de la loi aux tribunaux de commerce plutôt qu'aux tribunaux ordinaires¹²¹. Ces mêmes lobbies ont également déplacé leurs efforts au niveau européen afin de plaider pour que la future directive européenne soit la plus faible possible.

Le rapport de juin 2020 intitulé *Off the hook ? How business lobbies against liability for human rights and environmental abuses* (« Hors de cause ? Comment les entreprises font pression pour ne pas être

3.8 RESPONSABILITÉ DES ENTREPRISES. SOUTIEN TIÈDE AU DEVOIR DE VIGILANCE EUROPÉEN

Dossiers européens ? Directive sur la diligence raisonnable obligatoire pour les entreprises
Intérêts français ? AFEP, TotalEnergies, Danone
Autres intérêts économiques ? BusinessEurope, CSR Europe
Objectifs du gouvernement français ? Éviter que les grandes entreprises ne soient soumises à des obligations de diligence fortes

La Commission européenne s'est engagée à présenter, sous la responsabilité du commissaire à la Justice Didier Reynders, une directive sur la « diligence raisonnable obligatoire » qui obligerait les multinationales européennes à respecter certaines normes en matière de droits humains et d'environnement. Ces dernières années, des lois visant à rendre les multinationales plus responsables quant à leurs impacts sociaux et environnementaux néfastes, notamment dans leurs opérations à l'étranger, ont été adoptées ou proposées dans plusieurs États membres de l'UE. Le projet d'une directive européenne sur le sujet est censé apporter davantage de cohérence dans ce domaine. La proposition de la Commission a été retardée à plusieurs reprises. Elle devait être rendue publique en décembre 2021, puis a été de nouveau repoussée à mars 2022.

sous-traitants. En d'autres termes, leur objectif est de remplacer les initiatives volontaires existantes en matière de responsabilité sociétale des entreprises (RSE), telles que les codes de conduite, en droit plus « dur », c'est-à-dire contraignant. Une fois ce principe posé, il peut prendre des formes très différentes et plus ou moins ambitieuses. Cela peut se traduire par la création d'une véritable voie juridique pour les personnes dont les droits ont été violés par des entreprises et par la facilitation de leur accès à la justice. Ou cela peut simplement consister à s'assurer que toutes les entreprises opérant dans l'UE ont mis en place une politique de RSE standardisée, sans entrer dans le détail de la manière dont ces politiques sont réellement mises en œuvre. Les lobbies des grandes entreprises sont partagés entre la promotion de la seconde version, faible, de la « diligence raisonnable obligatoire », et l'opposition pure et simple à toute nouvelle directive quelle qu'elle soit.

L'objectif commun de ces efforts législatifs est de combler les lacunes juridiques liées à la structuration des multinationales (relations juridiques et financières entre les sociétés mères et leurs filiales et entre les acheteurs et les sous-traitants en particulier). Ces lacunes empêchent de rendre une entreprise et ses dirigeants légalement responsables des dommages environnementaux ou des violations des droits de l'homme dont ils sont *effectivement* (et moralement) responsables via leurs filiales ou leurs commandes à des

La France a été en quelque sorte pionnière dans ce domaine, avec sa loi sur le « devoir de vigilance » adoptée en 2017. La proposition de loi avait été initiée par des organisations de la société civile et un petit groupe de députés. Elle a fait l'objet d'une forte opposition pendant de nombreuses années, avec une résistance farouche des groupes de pression des entreprises, notamment l'AFEP. Emmanuel Macron, alors

 **ALERTE LOBBY !**

ASSOCIATION FRANÇAISE DES ENTREPRISES PRIVÉES (AFEP)

LOBBY PATRONAL

Dépenses annuelles déclarées de lobbying auprès de l'UE (2020) :
 €1 000 000 - €1 249 999

Nombre de lobbyistes auprès de l'UE : 11

Rendez-vous avec les échelons supérieurs de la Commission européenne depuis 2014 : 43

Affiliations : Ses membres incluent AXA, Danone, Dassault, TotalEnergies et toutes les grandes entreprises françaises

Sujets : tous

Dépenses annuelles déclarées de lobbying en France (2020) :
 €1 500 000 - 1 750 000

Informations en date du 30 novembre 2021.
Sources : registres des représentants d'intérêts de la France et de l'UE

tenues responsables des violations des droits humains et de l'environnement », offre un aperçu de l'offensive de lobbying des grandes entreprises autour de la proposition de directive¹²². Il montre que TotalEnergies et l'AFEP — ainsi que d'autres entreprises françaises comme Danone — ont plaidé contre une législation forte au niveau européen, préférant une conception très restreinte de leur responsabilité, qui exclurait la plupart de leur chaîne d'approvisionnement, ainsi que toute forme de responsabilité des entreprises en matière climatique. Si ces entreprises et les autres lobbies défendant la même position parvenaient à leurs fins, la future législation européenne sur le sujet pourrait donc être utilisée pour protéger les entreprises pétrolières et gazières (telles que TotalEnergies ou Shell) contre les poursuites climatiques.

Le gouvernement français a toujours été timide (au mieux) dans la promotion de la loi sur le devoir de vigilance, la présentant comme trop extrême alors même qu'elle avait été considérablement édulcorée par rapport à la proposition législative initiale. Le dossier est maintenant sous la responsabilité partagée du Commissaire à la Justice Didier Reynders et de Thierry Breton, dont les relations étroites avec les grandes entreprises sont documentées ailleurs dans ce rapport. La secrétaire d'Etat française en charge du dossier, Olivia Grégoire, a cosigné des articles d'opinion avec le PDG de Veolia, Antoine Frérot, pour défendre le « capitalisme responsable » et l'idée que l'adoption d'indicateurs communs de performance en matière de RSE est une question de « souveraineté »¹²³ ■

cial » entre les plateformes et les personnes qui travaillent pour elles avec le statut d'indépendants, plutôt que de transformer leurs conditions de travail en exigeant des plateformes qu'elles deviennent leur employeur officiel. Les collectifs de travailleurs de plateformes ont demandé au gouvernement français d'arrêter de « jouer le jeu des plateformes »¹²⁶. Cette idée de « dialogue social » entre les travailleurs indépendants et les plateformes a été évoquée pour la première fois il y a deux ans par l'Institut Montaigne, un think tank financé par les entreprises¹²⁷. Au conseil d'administration de ce think tank siège Emmanuelle Barbara, associée principale chez August & Debouzy, un cabinet d'avocats particulièrement actif sur la directive européenne relative aux travailleurs de plateformes¹²⁸.

Le 16 septembre 2021, Emmanuelle Barbara est intervenue lors d'un événement sur le statut des travailleurs indépendants organisé par l'Association des plateformes d'indépendants (API), qui compte parmi ses membres Deliveroo, Uber et Stuart (filiale de La Poste)¹²⁹. Parmi les autres intervenants figuraient Sylvie Brunet, Clément Beaune (secrétaire d'État aux affaires européennes¹³⁰), le président de l'UNION (syndicat des indépendants), Stéphane Chevet (qui travaille également pour La Poste et a partagé une liste électorale en 2015 avec l'actuel ministre déléguée chargée de la citoyenneté¹³¹) ainsi que des représentants de Deliveroo et Uber¹³².

API et August & Debouzy sont des voix influentes qui cherchent à s'assurer que le gouvernement français utilise son rôle à la présidence du Conseil dans l'intérêt des géants de plateformes et non de leurs travailleurs. Hervé Novelli, par exemple, le président de l'API, est l'an-

3.9 TRAVAILLEURS DES PLATEFORME. LA FRANCE VA-T-ELLE DÉFENDRE LES DROITS DES TRAVAILLEURS DE PLATEFORMES ?

Dossiers européens ? Directive sur le statut des travailleurs de plateforme

Intérêts français ? Association des Plateformes d'Indépendants, August & Debouzy, Stuart

Autres intérêts économiques ? Uber, Deliveroo

Objectifs du gouvernement français ? Inconnus, mais ont craint qu'il ne soutienne davantage les intérêts des plateformes que ceux de leurs travailleurs

La présidence française du Conseil aura la responsabilité de coordonner la position des États membres sur une nouvelle directive européenne relative au statut des travailleurs de plateformes. Il s'agit des travailleurs qui livrent par exemple de la nourriture pour Deliveroo, conduisent des passagers pour Uber, etc. Cette législation est de la plus haute importance, car elle pourrait soit consacrer le statut précaire des travailleurs de plateforme, soit leur donner la possibilité d'obtenir des conditions de travail et des droits décents.

Le Parlement européen, représenté sur ce dossier par l'eurodéputée française Sylvie Brunet, du parti d'Emmanuel Macron, a lancé une initiative législative pour améliorer les conditions de travail dans l'économie de plateforme. Le Parlement a ap-

prouvé un rapport à ce sujet en septembre 2021 et la Commission a publié un projet de proposition en décembre 2021¹²⁴.

La position du gouvernement français sur ce dossier au niveau de l'UE demeure encore inconnue. Cependant, les entreprises de plateformes telles qu'Uber et Bolt souhaiteraient que ce soit le modèle français qui soit appliqué au niveau de l'UE¹²⁵. La France a choisi de créer un « dialogue so-

CEPENDANT, LES ENTREPRISES DE PLATEFORMES TELLES QU'UBER ET BOLT SOUHAITERAIENT QUE CE SOIT LE MODÈLE FRANÇAIS QUI SOIT APPLIQUÉ AU NIVEAU DE L'UE.

ancien secrétaire d'État français aux PME et le fondateur, pendant son mandat en 2008, de la catégorie de travailleur « indépendant » (utilisée par de nombreux travailleurs de plateforme, avec peu de droits sociaux). Le 25 octobre 2021, il a reçu la Légion d'honneur française, distinction gouvernementale de haut niveau, des mains de Thierry Breton¹³³. August & Debouzy peut également compter sur un atout puissant dans ses propres rangs : Pierre Sellal. Deux fois représentant de la France auprès de l'UE (de 2002 à 2009, et de 2014 à 2017), il a été qualifié d'« *homme le mieux informé en France sur les détails de la réalité européenne* » (pour plus de détails, voir la section sur les portes tournantes à la représentation française, dans la partie 5). ■

ENCADRÉ 3. UNE DÉCIDEUSE FRANÇAISE CLÉ : SYLVIE BRUNET, EURODÉPUTÉE

Sylvie Brunet est l'eurodéputée en charge du rapport sur l'équité des conditions de travail, des droits et de la protection sociale des travailleurs de plateformes. Son rôle en tant que rapporteure est d'entendre les différentes opinions sur cette question. Toutefois, sur les 21 réunions qu'elle a eues à ce sujet en 2021, 10 se sont faites avec des entreprises de plateformes et leurs associations professionnelles, et seulement 2 avec des syndicats¹³⁶.

Lors de son audition à l'Assemblée nationale sur la prochaine présidence française, elle a mentionné son travail sur un autre dossier, celui du salaire minimal européen. Elle a déclaré : « *Je suis ce dossier avec les entreprises, notamment BusinessEurope* », le plus grand lobby d'entreprises de l'UE, sans faire référence aux syndicats¹³⁷. Ce manque d'équilibre dans les consultations d'une des eurodéputées du parti présidentiel soulève des questions sur ce que signifiera la présidence française pour les travailleurs de plateforme. ■

ENCADRÉ 4. ALLIANCES INDUSTRIELLES ET PIIEC : UNE TENDANCE INQUIÉTANTE AU RENFORCEMENT DE LA COLLUSION PUBLIC-PRIVÉ

Ces dernières années, l'UE a accordé une attention croissante à un certain nombre de secteurs industriels jugés « stratégiques ». Dans la continuité de ses traditions bien établies de participation des entreprises à l'élaboration des politiques publiques et de soutien non critique aux « innovations » proposées par l'industrie, la Commission européenne a cherché à stimuler une coopération inter-européenne dans ces secteurs et à créer de nouvelles formes de soutien financier public aux entreprises concernées.

Le modèle repose généralement sur deux piliers. Le premier consiste à créer une « alliance industrielle », le plus souvent financée par la Commission et facilitée par le personnel de la Commission. Celle-ci réunit des entreprises européennes actives dans un certain secteur, des organismes de recherche et parfois quelques organisations non gouvernementales. Ces alliances sont invitées à définir les feuilles de route et les priorités de leurs propres industries - en d'autres termes, définir où doivent aller les financements. Le second pilier est un instrument politique connu sous le nom de « projets importants d'intérêt européen commun », ou PIIEC (IPCEI en anglais). Cet instrument prend différentes formes selon les secteurs, mais implique des financements publics plus importants (d'origine nationale ou européenne) pour la recherche et le développement industriels et le « premier déploiement industriel » (l'étape entre le développement et la production de masse). Il implique également un assouplissement des règles en matière de concurrence et d'aides d'État afin de faciliter l'émergence de « champions » européens dans ces secteurs.

Ces secteurs dits « stratégiques » comprennent : les batteries (avec déjà deux PIIEC de plusieurs milliards d'euros et d'une alliance industrielle lancée en 2017), la microélectronique (premier PIIEC en 2018) et les semi-conducteurs (avec une alliance établie en juillet 2021 et un nouveau PIIEC en cours), l'hydrogène (avec l'Alliance européenne pour l'hydrogène propre lancée en 2020 et un certain nombre de projets en développement dans le cadre de PIIEC), les données et le cloud (alliance lancée en juillet 2021), les plastiques, les matériaux stratégiques, l'aviation à zéro émission et les lanceurs spatiaux. La France milite

pour la création d'un nouveau PIIEC pour la santé dans le cadre de la réponse de l'UE à la crise sanitaire¹³⁸.

Le principe des PIIEC a été établi par la Commission Juncker. Un « Forum stratégique pour les projets importants d'intérêt européen commun », dominé par l'industrie, a été lancé en 2018 pour identifier les chaînes de valeur stratégiques qui devraient faire l'objet d'alliances industrielles et de PIIEC. Il compte parmi ses membres des lobbies industriels nationaux (dont France Industrie) ainsi que des associations sectorielles européennes comme le Cefic (industrie chimique), et Hydrogen Europe. Un récent rapport des Amis de la Terre Europe constate que la composition de ce Forum est « très éloignée des règles applicables aux groupes d'experts de la Commission, introduites en 2016, qui exigent une « composition équilibrée » des intérêts »¹³⁹. En réponse à une requête de l'eurodéputé français Damien Carême, qui soulignait le manque de transparence de ces initiatives, la Commission a répondu que les alliances industrielles étaient un moyen d'aller vite dans des domaines où il est « urgent d'agir ».

Le fait que ces industries soient considérées comme « stratégiques » (pour diverses raisons : parfois à cause de l'urgence climatique, mais aussi en raison d'une dépendance excessive aux chaînes d'approvisionnement étrangères) est utilisé comme une excuse pour mettre l'industrie en position de pilote et lui permettre de définir quelles « solutions » méritent d'être poursuivies et financées. Inévitablement, l'indus-

L'HYDROGÈNE EST UN BON EXEMPLE DE FAUSSE SOLUTION PROMUE PAR UNE INDUSTRIE QUI REÇOIT DES SUBVENTIONS PUBLIQUES MASSIVES.

trie donnera la priorité aux technologies qui correspondent le mieux à ses propres intérêts, évinçant les autres acteurs et les autres solutions, tout en se retrouvant encore plus protégée des critiques, car les critiquer reviendrait à porter atteinte à la « souveraineté » de l'Europe. L'hydrogène est un bon exemple de fausse solution promue par une industrie qui reçoit des subventions publiques massives (voir section 3.1). Même en ce qui concerne les batteries, le type de projets promus par les alliances industrielles et les PIIEC sont des projets à grande échelle qui ne sont pas cohérents avec une évolution vers des systèmes énergétiques décentralisés basés sur les énergies renouvelables. Ces mêmes projets sont souvent fondés sur l'hypothèse d'un déploiement massif de voitures électriques individuelles plutôt que sur une réduction du besoin de véhicules individuels.

► **Le rôle de la France**

De manière générale, le gouvernement français a souvent été très favorable à la création d'alliances industrielles et participe à la plupart des PIIEC¹⁴⁰. En mars 2021, lors d'une conférence de presse avec Thierry Breton et son homologue allemand Peter Altmeier, le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire a fait l'éloge de la nouvelle Alliance sur les Batteries en ces termes : « *Elle a, à mes yeux, une importance particulière ; elle est à l'intersection de nos défis technologiques, de nos défis d'investissement et de nos défis d'indépendance politique.*¹⁴¹ » Une grande partie du plan d'investissement « France 2030 » annoncé en octobre 2021 par Emmanuel Macron est censée être financée via des PIIEC. De fait, ce modèle s'accorde bien avec certaines traditions économiques et politiques françaises : sa culture de collaboration étroite entre le gouvernement et l'industrie, son culte des « champions industriels », sa focalisation sur la technologie comme unique solution à tous les problèmes, et sa réticence à intégrer les préoccupations environnementales et citoyennes.

C'est également une priorité des lobbies industriels français, comme en témoignent les rencontres entre Thierry Breton et le MEDEF (juin 2021)¹⁴², avec CCI France (avril 2021)¹⁴³, et Engie (octobre 2020)¹⁴⁴. France Industrie, qui était membre du Forum stratégique pour les Projets importants d'intérêt européen commun, est un soutien particulièrement actif¹⁴⁵. Des grandes entreprises françaises participent activement à la quasi-totalité des IPCEI. ■



ALERTE LOBBY !

FRANCE INDUSTRIE

LOBBY SECTORIEL

Dépenses annuelles déclarées de lobbying auprès de l'UE (2020) :
€100 000 - €199 999

Nombre de lobbyistes auprès de l'UE : 3

Rendez-vous avec les échelons supérieurs de la Commission européenne depuis 2014 : 47

Affiliations : Cercle des délégués permanents français. Ses membres incluent EDF, Total, Thales

Sujets : tous

Dépenses annuelles déclarées de lobbying en France (2020) :
€200 000 - €300 000

Informations en date du 30 novembre 2021.
Sources : registres des représentants d'intérêts de la France et de l'UE

4. TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DÉMOCRATIQUE DU CONSEIL ET DE SA PRÉSIDENTE

Le Conseil est sans doute l'institution la plus puissante de l'Union européenne ; de par son rôle législatif et politique, ses décisions ont un impact concret sur la vie quotidienne des citoyens européens. Malheureusement, il se caractérise aussi par l'absence de transparence et de responsabilité démocratique des ministres et fonctionnaires des États membres qui participent à ses délibérations. Malgré les réformes institutionnelles récentes, dans la grande majorité des États membres – y compris la France –, il n'est toujours pas possible pour les parlementaires, et encore moins pour les journalistes, les organisations de la société civile et les citoyens, de connaître les positions défendues par les gouvernements des États membres au sein du Conseil, ni de savoir quels lobbyistes cherchent à influencer ces décisions.

Lorsque les décisions sont prises à huis clos et que les mécanismes de responsabilité démocratique sont faibles, il y a un risque majeur que les lobbies économiques, qui disposent de ressources importantes, en profitent, et que les décideurs politiques les laissent faire. Le Conseil, et les gouvernements des États membres qui en font partie, sont tombés dans ce piège et sont de plus en plus considérés comme une courroie de transmission pour les intérêts industriels¹⁵⁴. L'État membre qui assure la présidence du Conseil a une claire responsabilité de s'attaquer à ce problème profondément enraciné.

► Faible transparence législative

Le travail législatif du Conseil est caractérisé par un manque de transparence à tous les niveaux.

Les plus de 150 groupes de travail du Conseil (qui procèdent à un examen approfondi des propositions législatives) ne tiennent pas systématiquement de procès-verbaux ou comptes-rendus de leurs discussions, ce qui empêche les personnes extérieures de comprendre quel gouvernement défend quelle position, et de leur demander des comptes¹⁵⁵. Le résultat est que « Bruxelles » devient un bouc émissaire commode pour toutes les politiques européennes impopulaires, détournant encore davantage l'attention de la responsabilité des États membres eux-mêmes dans ces politiques.

LORSQUE LES DÉCISIONS SONT PRISES À HUIS CLOS ET QUE LES MÉCANISMES DE RESPONSABILITÉ DÉMOCRATIQUE SONT FAIBLES, IL Y A UN RISQUE MAJEUR QUE LES LOBBIES ÉCONOMIQUES EN PROFITENT.

Les réunions du Conseil des ministres sont diffusées en direct, mais le détail des négociations entre les États membres se déroule hors caméra, de sorte que le public ne comprend quasiment rien aux accords et compromis entre États, ni des intérêts éventuellement sacrifiés en contrepartie d'autres. Ces compromis font partie intégrante du fonctionnement du Conseil et contribuent au manque d'appétit des États membres pour la transparence.

Il y a en outre un manque de transparence au niveau des trilogues (lorsque la Commission, le Parlement et le Conseil négocient ensemble pour

s'accorder sur le texte final des législations), empêchant les non-initiés de comprendre comment ces délibérations se déroulent.

Ces dernières années, le Médiateur européen¹⁵⁶, les députés européens¹⁵⁷, la société civile¹⁵⁸ et les médias ont critiqué de manière insistante cette opacité du Conseil et exigé des réformes. Certaines des critiques les plus virulentes ont été formulées par des parlementaires nationaux de toute l'Europe, qui ont souligné à quel point le manque de transparence au niveau de l'UE les

empêche de demander des comptes à leurs propres ministres et hauts fonctionnaires¹⁵⁹. Dans un rapport percutant de 2017, des députés ont fait valoir que « l'UE ne respecte pas actuellement [les] normes démocratiques et le Conseil, en particulier, viole régulièrement les règles de l'UE en matière de transparence ». Les gouvernements des Pays-Bas, du Danemark et de huit autres États membres de l'UE, pour la plupart petits, ont souhaité mettre en œuvre un processus de réforme visant à rendre le Conseil plus transparent¹⁶⁰. Mais même ce projet peu ambitieux n'a pas réussi à obtenir le soutien d'une majorité d'États membres, dont la France.

► Faible transparence du lobbying

À l'absence de transparence législative au sein du Conseil s'ajoute une approche pour le moins timide en matière de transparence du lobbying.

Le Conseil a récemment rejoint le registre de transparence du lobbying de l'UE, mais il ne l'a fait que de manière très limitée. Le Secrétariat du Conseil doit suivre certaines règles lorsqu'il rencontre des représentants d'intérêts, mais ces fonctionnaires ne soient pas des cibles importantes de lobbying. En revanche, les fonctionnaires des représentations permanentes et des ministères nationaux font l'objet d'un lobbying important, mais ils restent largement en dehors du champ d'application des règles de l'UE dans ce domaine. Seuls le représentant permanent de l'État membre qui assure (ou est sur le point d'assurer) la présidence tournante du Conseil et son adjoint ont accepté de ne rencontrer que des lobbyistes inscrits sur le registre¹⁶¹. Mais les règles ne sont pas applicables aux fonctionnaires de niveau inférieur, ni aux États membres qui n'exercent pas la présidence (voir la section 5 pour un examen détaillé de ces lacunes en ce qui concerne la présidence française du Conseil de l'UE).

Cela signifie que la transparence du lobbying au niveau des États membres sur les questions européennes reste en grande partie de nature volontaire (plutôt qu'obligatoire), et est fonction des règles nationales de transparence du lobbying – lorsque de telles règles existent. Certains États membres, comme l'Irlande et l'Italie, ont volontairement choisi de publier de manière proactive une liste des rendez-vous de lobbying de leurs représentants à Bruxelles et de leurs adjoints. Il s'agit d'un geste positif mais limité. Les Pays-Bas sont peut-être les seuls à tenir une liste complète des rendez-vous de lobbying de tous les fonctionnaires de leur représentation permanente, et non seulement au plus haut niveau. Au cours des deux années allant jusqu'en juillet 2020, les lobbyistes du monde des affaires ont eu plus de 570 rendez-vous

avec la représentation permanente néerlandaise, près de quatre fois plus que les ONG¹⁶². Imaginons que ces chiffres soient disponibles pour les 26 autres représentations : on aurait alors une idée de l'ampleur du lobbying visant à influencer les positions des États membres au sein du Conseil, la plupart du temps sans que le public en ait conscience.

Le Secrétariat du registre de transparence du lobbying de l'UE a récemment confirmé, en réponse à une plainte de Corporate Europe Observatory, que les lobbyistes devaient déclarer toutes les

torielles paneuropéennes, disposent de nombreux outils pour promouvoir leurs intérêts auprès des ministres et des fonctionnaires du Conseil. Outre les activités classiques telles que les rendez-vous de lobbying, les lettres et les prises de position, ces lobbyistes peuvent également commander des expertises – parfois auprès de think tanks favorables à l'industrie – pour soutenir leurs positions ; organiser des événements médiatiques (ou, à l'inverse, des événements privés, sur invitation seulement, avec des décideurs clés) ; employer des cabinets de lobbying pour concevoir des straté-

CEUX QUI DÉFENDENT L'INTÉRÊT PUBLIC – ONG ET SYNDICATS – NE PEUVENT PAS ÉGALER L'ACCÈS ET L'INFLUENCE DONT JOUISSENT LES GRANDES ENTREPRISES.

dépenses liées aux processus décisionnel de l'UE, y compris celles qui sont consacrées à influencer les ministres et les fonctionnaires dans les capitales nationales. Malheureusement, le Secrétariat n'a pas profité de la récente révision du registre de l'UE pour s'assurer que les lobbyistes respectent cette exigence. Il reste donc très peu probable que cette règle soit correctement appliquée par les déclarants¹⁶³.

► Influence des entreprises et accès privilégié

On observe un déficit démocratique dans la manière dont les États membres gèrent les affaires européennes. Alors que les citoyens sont largement tenus à l'écart des prises de décision sur les questions européennes, les intérêts économiques parviennent souvent à mettre les règles de l'UE à leur service, comme l'a montré Corporate Europe Observatory dans son rapport « Captured States » et d'autres publications ultérieures¹⁶⁴.

Les lobbyistes de l'industrie, qu'ils représentent directement des grandes entreprises ou leurs associations sec-

gies d'influence ; rejoindre les organes consultatifs de l'UE ; ou peser sur les débats politiques pour faire valoir leurs demandes.

Dans certains cas, les intérêts des entreprises nationales sont en quelque sorte confondus avec l'intérêt public du pays. Cette confusion peut être renforcée par les « portes tournantes » entre le secteur public et le secteur privé ; une culture commune renforcée par des amitiés personnelles ; le financement des partis politiques par les entreprises ; la dépendance du gouvernement vis-à-vis de l'« expertise » de l'industrie ; et un héritage historique lié aux anciennes entreprises publiques. Parmi les exemples notoires, citons l'influence de l'industrie automobile sur le gouvernement allemand, ou celle du lobby de la City de Londres sur le gouvernement britannique. Le soutien d'Emmanuel Macron aux « champions » industriels français s'inscrit dans ce même schéma. Dans le contexte d'une telle confusion, ceux qui défendent les intérêts publics – ONG et syndicats – ne peuvent pas égaler l'accès et l'influence dont jouissent les grandes entreprises.

Quelle que soit la manière dont cette influence se manifeste, les résultats sont au rendez-vous pour les entreprises, qui parviennent à bloquer, retarder ou affaiblir les législations, à obtenir des subventions favorables ou d'autres avantages, ou à s'ouvrir de nouveaux marchés.

► Le gouvernement français, obstacle à la transparence et à la responsabilité démocratique

Le gouvernement français s'est placé à plusieurs reprises du mauvais côté de l'histoire sur la transparence et la responsabilité démocratique du Conseil.

En 2017, Emmanuel Macron a affirmé que « l'essence du projet européen est la démocratie ». Il a également déclaré : « Nous devons cesser d'avoir peur du peuple. En termes d'approche, nous devons tout simplement cesser de construire notre Europe en nous isolant d'eux¹⁶⁵. » Mais il a été bien loin de tenir ces promesses.

LES DÉPUTÉS FRANÇAIS NE SONT PAS SYSTÉMATIQUEMENT INFORMÉS DES POSITIONS DE LA FRANCE SUR LES LÉGISLATIONS EUROPÉENNES EN DISCUSSION.

Comme vu ci-dessus, en 2019, le gouvernement français a refusé de se joindre à une initiative de dix autres États membres qui présentaient des propositions visant à améliorer la « *déconnexion actuelle entre la politique de transparence de l'UE et les attentes des citoyens* »¹⁶⁶. Le gouvernement d'Emmanuel Macron a également été l'un des plus réticents à divulguer davantage de documents sur les délibérations du Conseil à propos des propositions législatives et sur le processus des trilogues, c'est-à-dire lorsque le Conseil finalise les nouvelles lois européennes avec les autres institutions de l'UE¹⁶⁷. Comme rappelé ci-dessous, le gouvernement français s'est également opposé à la mise en place de règles contraignantes sur le recours à des sponsors privés pour les présidences

tournantes, préférant un ensemble de lignes directrices très souples¹⁶⁸.

L'approche rétrograde du gouvernement français à Bruxelles se reflète aussi à Paris. La prise de décision française à Bruxelles – par exemple les positions qu'elle prend au Conseil de l'UE – incombe au gouvernement et à l'Élysée, sans véritables mécanismes de transparence ou de responsabilité démocratique. Parfois, les représentants français s'écartent de leur consigne de vote officielle, dans le cadre de compromis plus larges au Conseil¹⁶⁹. De façon très problématique, les députés français ne sont pas systématiquement informés des positions du gouvernement et de la Représentation française sur les législations et régulations européennes en discussion, et n'ont aucun pouvoir contraignant pour les influencer¹⁷⁰, contrairement aux députés du Danemark¹⁷¹, de Suède¹⁷², de Finlande et des Pays-Bas¹⁷³. Et contrairement à leurs

ses belles paroles sur la démocratie, citoyens, journalistes et parlementaires ne disposent de quasiment aucune information, et encore moins d'influence, sur les positions du gouvernement français sur les questions européennes. Il semble peu probable que la présidence française y change quoi que ce soit.

► La présidence tournante, un aimant à lobbies

Trop souvent par le passé, la présidence tournante du Conseil a été à la fois une cible et un partenaire pour les grandes entreprises et leurs lobbies. Le gouvernement qui assume la présidence tournante fixe l'ordre du jour du Conseil pendant six mois et dispose d'une opportunité unique de mettre en avant ses propres priorités politiques. En conséquence, ses ministres et hauts fonctionnaires sont très recherchés par les lobbies, notamment par le biais de rendez-vous et d'événements de lobbying, comme nous le décrivons dans ce rapport et dans notre précédent rapport « Une présidence sous influence ? »¹⁷⁵ à propos de la présidence française. Un exemple parmi d'autres : un événement de décembre 2021 qui utilise la présidence française de l'UE pour promouvoir le « *greenwashing* » des entreprises sur la biodiversité¹⁷⁶.

La panacée pour l'industrie est que la présidence du Conseil adopte des priorités alignées sur ses propres intérêts. Par exemple, la présidence autrichienne de 2018 a promu une initiative en faveur de l'hydrogène¹⁷⁷, tandis que la présidence néerlandaise a contribué à promouvoir les intérêts de l'industrie de la défense dans le programme de dépenses militaires de l'UE¹⁷⁸. Le gouvernement français ne fait donc que suivre une voie familière, quoique condamnable. ■

ENCADRÉ 5. SPONSORS PRIVÉS ET PRÉSIDENTES TOURNANTES

Le recours à des sponsors privés est devenue une habitude qui entache l'image de la présidence du Conseil de l'UE. Que cela prenne la forme de dons financiers ou de biens et services gratuits, quasiment toutes les présidences récentes ont été parrainées par des grandes entreprises. La présidence roumaine de 2019 a été sponsorisée par Coca-Cola, ainsi que par les entreprises d'énergies fossiles Enel et OMV¹⁷⁹. La présidence croate de 2020 a signé 16 accords de sponsoring distincts, notamment avec Renault, Citroën et l'entreprise d'énergies fossiles INA¹⁸⁰. En échange de leur parrainage, les logos des sponsors sont affichés sur les sites officiels de la présidence et/ou leurs produits et services sont promus auprès des décideurs et hauts fonctionnaires. Les députés européens¹⁸¹, le Médiateur européen¹⁸² et la société civile¹⁸³ ont tous sonné l'alarme sur ces sponsorings privés, qui soulèvent de sérieuses questions de conflits d'intérêts. Il est consternant que ce type de sponsoring se poursuive, et encore plus consternant que, lorsqu'ils ont eu l'occasion de faire ce qu'il fallait et d'interdire toute forme de sponsoring privé des présidences de l'UE, presque tous les gouvernements aient décidé de s'entêter. Au début de l'année 2021, les États membres du Conseil

de l'UE ont débattu d'une série de lignes directrices à ce sujet, mais certains d'entre eux, dont le gouvernement français¹⁸⁴, se sont opposés fermement à une interdiction totale du sponsoring, choisissant d'adopter des lignes directrices peu contraignantes qui laissent la décision d'accepter ou non des sponsors à chaque État membre¹⁸⁵. Seul le gouvernement allemand a rejeté toute forme de sponsoring lorsqu'il a pris la tête du Conseil de l'UE au second semestre 2020.

Malgré les dizaines de milliers de citoyens qui ont écrit au président Emmanuel Macron et à Clément Beaune pour s'opposer à tout accord de sponsoring, ils ont eux aussi choisi de recourir à des sponsors¹⁸⁶. Les deux constructeurs Renault et Stellantis (qui possède Peugeot et Citroën) fourniront des véhicules électriques ou hybrides à la présidence française de l'UE.

Le gouvernement français fait valoir qu'il ne s'agit pas techniquement d'un « sponsoring », car ces entreprises fournissent un

apport en nature (des véhicules) et non des dons en espèces. Les accords de ce type, de quelque nature qu'ils soient, sont totalement inappropriés.

Après tout, l'industrie automobile européenne est embourbée dans de nombreux scandales et est connue pour son lobbying permanent pour minimiser les objectifs de réduction de la pollution. Le « Dieselgate » a révélé comment les industriels avaient installé dans leurs véhicules des logiciels conçus pour truquer les tests d'émission. Les constructeurs automobiles français Citroën et Peugeot (Stellantis) et Renault figurent parmi ceux qui font l'objet de poursuites judiciaires dans ce cadre¹⁸⁷. Ces entreprises sont certainement désireuses de maximiser leur influence et d'améliorer leur réputation auprès des dirigeants politiques ; elles constituent des « partenaires » douteux pour toute présidence de l'UE.

Dans son ensemble, l'industrie automobile européenne dépense des millions d'euros chaque année pour influencer les décideurs à Bruxelles et dans les capitales des États membres. Plusieurs sujets brûlants figurent actuellement à l'agenda de leurs lobbyistes. Le plan de relance post-COVID de l'UE est susceptible de financer une expansion majeure de la production de véhicules électriques et des infrastructures de

recharge (potentiellement au détriment des mesures visant à réduire le besoin de véhicules individuels, par exemple)¹⁸⁸, tandis que de nouveaux objectifs de pollution des véhicules sont à l'ordre du jour à Bruxelles¹⁸⁹. Il n'est pas difficile d'imaginer comment le « don » d'une

flotte de voitures électriques à une présidence du Conseil peut devenir un élément très utile dans une stratégie d'influence beaucoup plus large de l'industrie automobile.

Le gouvernement français a même caressé l'idée de passer un autre accord de sponsoring avec EDF, entreprise active dans l'énergie nucléaire et les énergies fossiles, pour compenser les émissions de carbone de sa présidence tournante. Fin novembre 2021, il a été annoncé que ce ne serait finalement pas le cas. La raison de ce changement d'avis n'a pas été rendue publique¹⁹⁰.

L'opposition au sponsoring privé s'était faite entendre même parmi les députés européens du parti du président Macron. En mai 2021, Politico a rapporté que la délégation Renaissance au Parlement européen, qui fait partie du groupe libéral Renew, avait averti la présidence française d'être « attentive à la perception du public » et qu'elle « ne devrait pas recourir » au sponsoring privé¹⁹¹. ■

MALGRÉ LES DIZAINES DE MILLIERS DE CITOYENS QUI ONT ÉCRIT À EMMANUEL MACRON ET CLÉMENT BEAUNE, ILS ONT EUX AUSSI CHOISI DE RECOURIR À DES SPONSORS.

5. LES DÉCIDEURS FRANÇAIS SUR LES QUESTIONS EUROPÉENNES ET LA PRÉPARATION DE LA PRÉSIDENTE

5.1 LA REPRÉSENTATION DE LA FRANCE À BRUXELLES

Chaque État membre de l'UE dispose d'une représentation permanente à Bruxelles, composée de fonctionnaires nationaux. Les représentations permanentes sont le principal lien entre les gouvernements des États membres et les institutions de l'UE. Le personnel de la représentation permanente de la France à Bruxelles est la voix de la France au sein des institutions de l'UE, mais également l'oreille du gouvernement français, recueillant des informations et des renseignements sur les politiques de l'UE.

En vue de la présidence française de l'UE, 75 personnes ont été recrutées dans et en dehors de la fonction publique. Pendant cette présidence, pas moins de 275 personnes travailleront au sein de la représentation de la France auprès de l'UE¹⁹².

En termes de transparence, la représentation permanente française n'a jamais répondu à une demande de documents (résumés de réunions internes et externes, rapports et mémos) relatifs à la préparation de la présidence française de l'UE formulée en avril 2021¹⁹³.

Dans les représentations permanentes, les cas de portes tournantes, qui voient les fonctionnaires passer au secteur privé ou vice versa, en emportant avec eux leur savoir-faire et leurs carnets de contacts, sont monnaie courante. Relevant de leurs gouvernements nationaux plutôt que des institutions européennes, les représenta-

tions permanentes ne sont pas soumises aux règles de l'UE relatives aux portes tournantes et aux conflits d'intérêts.

La représentation permanente de la France ne fait pas exception à ce phénomène. Il existe peu de règles sur les conflits d'intérêts ou les périodes transitoires dans la fonction publique française, qui s'appliqueraient à la représentation auprès de l'UE. Pourtant, les portes tournantes créent des

LA REPRÉSENTATION PERMANENTE FRANÇAISE N'A JAMAIS RÉPONDU À UNE DEMANDE DE DOCUMENTS RELATIFS À LA PRÉPARATION DE LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DE L'UE FORMULÉE EN AVRIL 2021.

risques de conflits d'intérêts qui, à leur tour, peuvent saper la confiance du public et la prise de décision démocratique. Les règles existantes sont surtout applicables aux échelons hiérarchiques supérieurs. Des fonctionnaires de haut, moyen et bas niveau passent régulièrement d'un emploi dans une entreprise privée française à un poste à la représentation permanente de la France et vice versa.

Plusieurs exemples de portes tournantes à la représentation française ont été mis en évidence ci-dessus, dans les sections thématiques de la Partie 3, en particulier dans les secteurs du climat (3.1) et de la finance (3.5). Voici quelques exemples supplémentaires.

Dans le secteur de l'énergie :

- Un conseiller actuel sur l'énergie nucléaire a précédemment travaillé pour Deloitte¹⁹⁴.

Dans le secteur du numérique et des télécommunications :

- Un ancien conseiller sur les questions industrielles au sein de la représentation permanente française est désormais le secrétaire général d'EU Travel Tech¹⁹⁵. Il représente les intérêts des

services de distribution globale et des sites de tourisme tels que Booking.com, expedia, Tripadvisor¹⁹⁶, etc. EU Travel Tech a eu neuf réunions avec des commissaires et/ou des membres de leur cabinet¹⁹⁷.

- Le responsable du bureau bruxellois d'Orange, le géant français des télécommunications (depuis 2020) a été conseiller à la représentation permanente française à Bruxelles entre 2012 et 2020¹⁹⁸. Il y a travaillé sur les politiques européennes liées au numérique et aux services postaux. En 2020, il a eu rendez-vous de lobbying avec le député européen Andrus Ansip (Renew) ainsi que plusieurs réunions avec des députés européens français¹⁹⁹.

Couvrant tous les secteurs :

- La nouvelle conseillère adjointe chargée des relations avec le Parlement au sein de la représentation permanente de la France à Bruxelles a quitté l'Institut Montaigne en août 2021²⁰⁰. Elle était assistante de recherche sur les affaires européennes. L'Institut est un important think tank financé par des entreprises en France.
- Le nouveau conseiller aux sports de la représentation permanente travaillait, d'août 2019 à novembre 2021²⁰¹, sur les affaires européennes pour le MEDEF.
- Pierre Sellal, l'ancien ambassadeur de France auprès de l'UE (de 2002 à 2009 et de 2014 à 2017), décrit comme « l'homme le mieux informé en France sur les détails de la réalité européenne »²⁰², siège au conseil d'administration des entreprises françaises Orano (énergie nucléaire) et EDF. L'année suivant son départ des fonctions, Pierre Sellal est devenu conseil-

TOUT AU LONG DE L'ANNÉE, LA REPRÉSENTATION PERMANENTE FRANÇAISE SOUTIEN ET ENCOURAGE LES EFFORTS DE LOBBYING DU MEDEF ET DES GRANDES ENTREPRISES FRANÇAISES.

ler principal chez August Debouzy, un grand cabinet d'avocats dont les clients sont inconnus (voir ci-dessus les sections sur le nucléaire et les travailleurs des plateformes dans la partie 2). Depuis janvier 2021, il est le président du Siècle, un réseau d'élite d'hommes politiques, de journalistes et de chefs d'entreprise français²⁰³.

► Préparation de la présidence française

La représentation permanente de la France a aidé l'industrie française à se préparer à la présidence en co-organisant des événements avec des grandes

entreprises. Par exemple, le 6 juillet 2021, la représentation permanente de la France a organisé un événement intitulé « EU Forum 2022 — Travailler ensemble pour contribuer au succès de la présidence française de l'UE »²⁰⁴. Ce forum a été co-organisé avec deux lobbies : France Industrie (l'une des trois principales associations de grandes entreprises françaises) et TECH IN France/Syntec Numérique (le lobby français des entreprises du numérique, désormais rebaptisé Numeum). Le contact presse de cet événement était Bertrand Deprez, le chef du bureau de Schneider Electric

PORTES TOURNANTES DANS LA REPRÉSENTATION DE LA FRANCE À BRUXELLES



à Bruxelles, bien que l'entreprise n'était pas officiellement listée comme sponsor²⁰⁵. Parmi les intervenants figuraient un représentant du MEDEF²⁰⁶ et un représentant de la DG Concurrence de la Commission européenne.

Tout au long de l'année, la représentation permanente française soutient et encourage les efforts de lobbying du MEDEF et des grandes entreprises françaises. L'un des mandats du département des entreprises et de la coopération de la représentation permanente est de « soutenir les activités (conférences sur les questions européennes) du cercle des délégués permanents français pour les affaires européennes (CDPF) »²⁰⁷ et celles d'autres associations d'entreprises telles que la section européenne des « Conseillers du commerce extérieur de la France ». Selon le registre de transparence de l'UE, l'administrateur délégué du CDPF est Marie-Christine Vaccarezza²⁰⁸, représentante permanente du MEDEF auprès de l'UE²⁰⁹. Alain Bentejac, le président de la commission du commerce extérieur du MEDEF est

également le président du comité national des « Conseillers du commerce extérieur de la France »²¹⁰. Indirectement, la représentation permanente française soutient ainsi les activités d'influence du lobby des grandes entreprises françaises auprès des institutions européennes.

Après quelques tergiversations initiales, et conformément aux règles de l'UE, le représentant permanent français publie la liste de ses rendez-vous de lobbying depuis le 1er juillet 2021, soit six mois avant le début de la présidence française de l'UE. Il en va de même pour son adjoint. Ils ont également accepté de ne rencontrer que des lobbyistes inscrits au registre de transparence de l'UE. Les sujets abordés lors de ces réunions ne sont pas divulgués, pas plus que les comptes rendus, contrairement à la pratique habituelle au sein des institutions européennes. Les maigres informations disponibles suffisent à démontrer un fort parti pris en faveur de l'industrie. Sur les 13 réunions divulguées par le représentant permanent de la France, 10 l'ont été avec

l'industrie et aucune avec la société civile. Sur les 25 réunions divulguées par son adjoint, 18 l'ont été avec l'industrie et une seule avec la société civile.

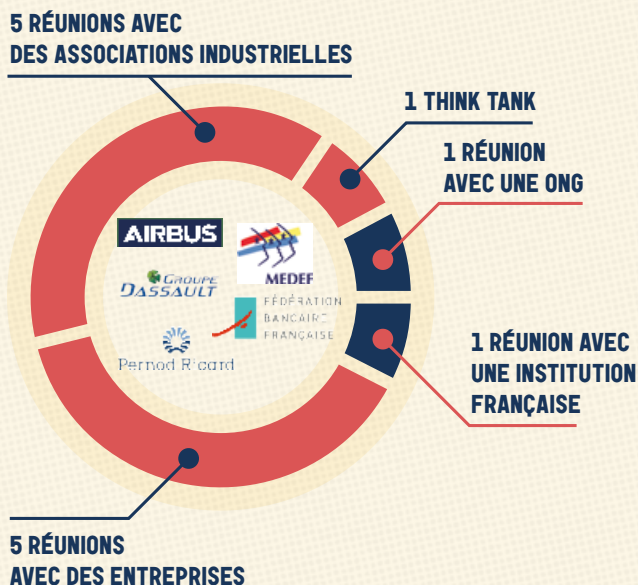
5.2 LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS

► L'Élysée et la préparation de la présidence

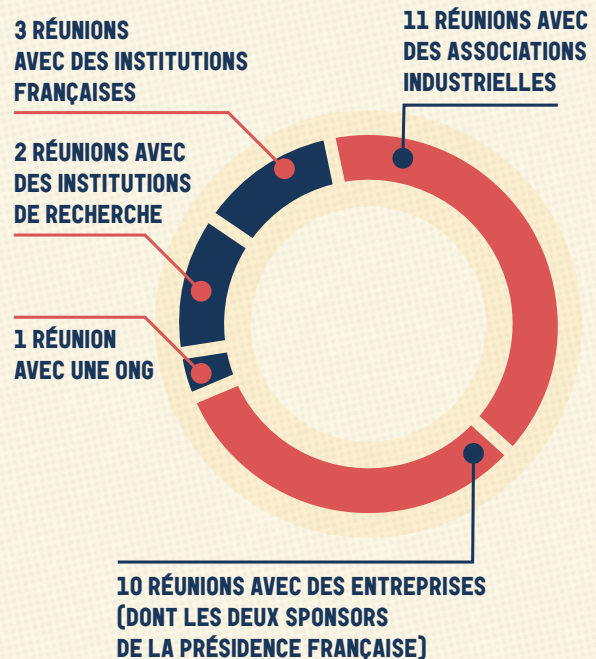
L'Élysée est très impliqué dans la préparation de la présidence française du Conseil de l'UE. Une illustration notable est la présence d'Emmanuel Macron le 28 octobre 2021 dans une réunion interministérielle sur la présidence française de l'UE. Ces réunions ont lieu presque chaque semaine, et il est inhabituel que le président y assiste²¹¹. Cela s'explique par une vision très personnalisée de l'exercice du pouvoir, mais aussi par l'approche des élections présidentielles qui signifient que toute question européenne pendant la présidence du Conseil de l'UE pourrait devenir un sujet brûlant dans la campagne électorale²¹².

L'Élysée a également associé les grandes entreprises, notamment le lobby techno-

RENDEZ-VOUS DU REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA FRANCE AUPRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE*



RÉUNIONS DU REPRÉSENTANT PERMANENT ADJOINT DE LA FRANCE AUPRÈS DE L'UNION EUROPÉENNE*



*DEPUIS LE 1^{ER} JUILLET 2021

logique, à la préparation de la présidence française du Conseil de l'Union européenne. Scale-Up Europe, un groupe initié par Emmanuel Macron, est composé de plus de 150 investisseurs, chercheurs, créateurs et chefs d'entreprise (par exemple Airbus, Sodexo, Accor, BMW, SAP, BASF, BNP Paribas et Air Liquide) et de hauts fonctionnaires²¹³, a été invité à présenter ses recommandations sur la manière de créer des géants européens de la technologie, à travers par exemple des crédits d'impôt et un statut spécial pour les travailleurs de la technologie. Cet événement s'est déroulé le 15 juin 2021 au palais de l'Élysée, devant un panel de dirigeants de l'UE²¹⁴.

► Les ministres français

L'un des personnages clés de la présidence française de l'UE est le secrétaire d'État aux affaires européennes, Clément

Beaune. Il a conseillé Emmanuel Macron sur les affaires européennes lors de son passage au ministère de l'Économie entre 2015 et 2016. Après le président Emmanuel Macron, il est la personnalité publique qui incarne la présidence française du Conseil. Il est intervenu dans plusieurs événements publics à Bruxelles et à Paris (dont certains organisés par des cabinets de lobbying comme FIPRA), et a été auditionné par l'Assemblée nationale française sur la présidence française. Clément Beaune a aussi organisé plusieurs réunions avec ses homologues d'autres États membres sur des questions liées à la présidence française²¹⁵.

Dans le cadre de la préparation de la présidence, il a rencontré plusieurs grandes entreprises et groupes indus-

triels. Par exemple, quelques jours avant une réunion des ministres des Affaires européennes, le 21 septembre 2021, Clément Beaune a rencontré Geoffroy Roux de Bézieux, président du MEDEF. Deux semaines auparavant, il avait rencontré Pierre Gattaz, président de BusinessEurope et anciennement du MEDEF. En octobre 2021, Beaune a également rencontré les directeurs généraux d'EDF, d'Alstom et de Facebook France²¹⁶.

Les rendez-vous entre les principaux responsables de la préparation de la présidence française et des lobbyistes ne sont pas systématiquement rendus publics, bien que cela ait été le cas pour certaines autres présidences tournantes par le passé²¹⁷. Nos demandes pour plus de transparence à cet égard

ENCADRÉ 6. THINK TANKS

En préparation de la présidence française de l'UE, Clément Beaune a invité plusieurs think tanks à partager leurs idées. Ces contributions n'ont pas été rendues publiques. Clément Beaune a rencontré les think tanks en avril 2021 et à nouveau en septembre. Selon Politico, certains de ces groupes de réflexion ont été invités à cette deuxième réunion à l'Élysée pour discuter à huis clos de la présidence française de l'UE autour du thème de la « souveraineté ». Emmanuel Macron a également participé au 25^e anniversaire de l'Institut Jacques Delors en décembre 2021²³⁸.

Les think tanks tendent à se présenter comme des groupes de réflexion objectifs et impartiaux, mais beaucoup d'entre eux sont liés aux grandes entreprises, et ils pourraient aussi bien être considérés comme un outil de lobbying particulièrement commode pour ces dernières²³⁹.

Les think tanks ayant envoyé leurs contributions à la présidence française incluent des piliers de la scène bruxelloise tels que Confrontations Europe,

l'Institut Jacques Delors, la Fondation Robert Schuman ou le Conseil européen des relations internationales, des think tanks français bien connus tels que l'Institut Montaigne, l'Institut français des relations internationales, Terra Nova, IDDRI ou Fondapol, ainsi que de nouveaux venus comme Renaissance numérique, un think tank dans le domaine du numérique. Ils ont tous un point en commun : des liens étroits avec les grandes entreprises françaises²⁴⁰.

Les entreprises qui financent Confrontations Europe incluent par exemple des banques comme BNP Paribas, l'entreprise de bâtiment Bouygues, le géant des télécommunications Orange et le constructeur automobile Renault²⁴¹. Son président est un ancien cadre d'Enedis, filiale de l'entreprise nationale d'énergie EDF, tandis que l'une des vice-présidentes est la lobbyiste en chef de BNP Paribas pour l'Europe²⁴². L'ancien directeur du think tank était issu de son concurrent, la Société générale. À titre d'exemple de ses activités de préparation de la Présidence française, Confrontations Europe a publié en juin

2021 des propositions politiques pour « la nécessaire construction de l'Europe de la santé » en collaboration avec une cadre du laboratoire pharmaceutique français Sanofi, un professeur, une députée européenne et un associé d'une start-up d'e-santé²⁴³. En octobre 2021, elle a également publié sur YouTube une interview de Clément Beaune sur les objectifs de la présidence française²⁴⁴. Le même mois, Clément Beaune s'est également exprimé lors de l'événement de Confrontations Europe sur « L'Europe sociale et la transition écologique »²⁴⁵. Fondapol est un think tank conservateur dirigé par un cadre du groupe de luxe LVMH. Son conseil d'administration inclut des personnages clés du monde des affaires en France²⁴⁶. Fondapol a publié ses propositions pour la Présidence française de l'UE, dont beaucoup sont alignées sur les priorités d'Emmanuel Macron, par exemple le soutien public à des secteurs économiques clés, la promotion des plateformes numériques européennes ou la relocalisation des chaînes d'approvisionnement pour les rapprocher de l'Europe (par exemple en Afrique du Nord)²⁴⁷.

PORTES TOURNANTES DANS LE CABINET DE CLÉMENT BEAUNE



sont restées sans réponse. Bien que les principaux conseillers de l'équipe de Clément Beaune aient nié qu'ils rencontraient davantage de représentants de l'industrie que de représentants de la société civile, il reste impossible de vérifier ces affirmations (comme on peut le faire partiellement dans le cas de la représentation française à Bruxelles, voir ci-dessus). Les ONG environnementales françaises rapportent avoir dû attendre plus de deux mois pour enfin obtenir une demande de réunion sur la préparation de la présidence française acceptée, et il s'agissait d'une seule réunion entre des conseillers et toutes les ONG en même temps²¹⁸. Il semble peu probable que le même traitement ait été appliqué aux industriels.

► Portes tournantes

Le directeur de cabinet de Clément Beaune a travaillé pour Aéroports de Paris (ADP) pendant huit mois en 2020 en tant que directeur de cabinet du directeur général adjoint, et en 2016-2017, il était cadre au sein du groupe Brunswick²¹⁹.

La conseillère presse et communication de Clément Beaune a été consultante en lobbying et relations publiques chez Image Sept pendant plus de cinq ans jusqu'en 2021²²⁰. Image Sept est un cabinet de communication et de lobbying de premier plan en France qui travaille pour de grandes entreprises comme Accor, Goldman Sachs, EDF, des particuliers comme l'ancien patron de Renault Carlos Ghosn, et les gouvernements du Niger et de la Côte d'Ivoire²²¹.

La directrice de cabinet de Clément Beaune depuis août 2020 était auparavant directrice adjointe aux relations sociales du MEDEF, le plus grand lobby des entreprises en France, pendant plus de trois ans avant de conseiller la ministre française du Travail en 2017²²².

Un ancien directeur de cabinet du ministre des Affaires européennes et conseiller du ministre des Affaires étrangères est aujourd'hui le premier vice-président chargé des affaires européennes d'EDF²²³.

Clément Beaune a lui-même été directeur général adjoint de la direction d'Aéroports de Paris (ADP) 2016-2017²²⁴. Il existe également des exemples de portes tournantes dans d'autres organes du gouvernement français en charge des dossiers européens. Par exemple, dans le Secrétariat général aux affaires européennes du Premier ministre français (SGAE), le chef adjoint de la section de la concurrence et des aides d'État a fait des allers-retours dans les secteurs privés, travaillant trois fois depuis 2016 dans trois cabinets d'avocats différents. Au ministère de la Culture, la conseillère pour les questions européennes et internationales a été responsable des affaires européennes de Canal+ de 2007 à 2015. Elle a ensuite travaillé à la représentation permanente française à Bruxelles de 2015 à 2020 en tant que conseillère pour la culture, l'audiovisuel et le droit d'auteur²²⁵.

► Parlement

Le Parlement français a des pouvoirs très limités sur les affaires européennes, et particulièrement en ce qui concerne les

positions défendues par les représentants français au Conseil (voir ci-dessus la partie 3). Les députés ont eu un rôle plus que modeste dans la préparation de la présidence française de l'UE, qui a été principalement l'apanage des ministères et de l'Élysée.

Les deux chambres parlementaires françaises, l'Assemblée nationale et le Sénat, disposent toutes deux d'une commission des affaires européennes, principalement chargée de la transposition de la législation européenne. La toute première audition tenue par la commission de l'Assemblée nationale sur la préparation de la présidence française de l'UE n'a eu lieu que le 9 juin 2021, après que des fonctionnaires aient déjà eu plusieurs rendez-vous sur le sujet avec des représentants industriels. La patronne du secrétariat d'État aux affaires européennes (sous l'autorité du Premier ministre) Sandrine Gaudin, s'est présentée devant l'Assemblée nationale avec Xavier Lapeyre de Cabannes, le secrétaire général de la présidence française du Conseil de l'Union européenne. Cette audition n'a jamais été rendue publique²²⁶, et la Commission parlementaire des affaires européennes n'a jamais répondu à nos demandes répétées sur les raisons de cette opacité. Le 28 septembre, la même commission parlementaire a tenu une autre audition à huis clos avec le représentant permanent de la France à Bruxelles, Philippe Léglise-Costa. La discussion des priorités de la présidence française de l'UE en séance plénière à l'Assemblée n'a pas eu lieu avant la mi-décembre 2021 — bien après que ces priorités aient été fixées, et quelques jours après que le président Emmanuel Macron les ait présentées lors d'une conférence de presse²²⁷. Il n'y a pas de meilleure illustration du fait que la préparation de la présidence française de l'UE — tout comme les affaires européennes en général — est la prérogative de la branche exécutive du gouvernement, le Parlement restant sur la touche.

5.3 THIERRY BRETON, LE COMMISSAIRE FRANÇAIS

La Commission européenne est composée de représentants de chaque État membre. Le commissaire français, nommé en 2019 avec le soutien d'Emmanuel Macron, est Thierry Breton, commissaire au Marché intérieur. Il s'agit de l'un des postes les plus élevés de la Commission européenne. En tant que commissaire, il n'est pas directement impliqué dans la présidence française du Conseil de l'UE, mais est très proche du gouvernement français et des intérêts des entreprises françaises. Depuis qu'il est en poste, Thierry Breton a défendu le même programme de financement public des « champions » européens dans des secteurs industriels clés. Fait inhabituel pour un commissaire européen sur une question aussi controversée, il a ouvertement exprimé son soutien à l'inclusion du nucléaire dans la Taxonomie verte²²⁸.

Thierry Breton est passé directement de son poste de PDG d'Atos, une entreprise française de technologie numérique et de conseil, à la Commission. C'est la première fois qu'un chef d'entreprise en fonction est choisi pour rejoindre la Commission²²⁹. Cela soulève plusieurs problèmes en terme de conflits d'intérêts.

Premièrement, Thierry Breton est désormais responsable des lois européennes sur la cybersécurité, la défense, les données, l'intelligence artificielle, la politique industrielle, la technologie, l'espace, la 5G, etc. — qui ont un impact direct sur les opérations de son ancienne entreprise. Deuxièmement, le recrutement de Breton s'est fait sans période de carence : il est passé directement d'Atos à la Commission, et le responsable des relations publiques d'Atos est devenu son conseiller en communication²³⁰. Enfin, Breton est toujours en contact avec Atos. Il a rencontré à deux reprises un groupe d'entreprises comprenant des représentants d'Atos le 16 décembre 2020²³¹ et le 7 mai 2021²³², afin de discuter de la création d'une alliance industrielle qui pourrait aboutir au versement de mil-

lions d'euros de subventions publiques à Atos, pour ses activités de recherche. Thierry Breton lui-même a convié l'entreprise à la table-ronde de décembre qu'il présidait²³³.

Avant d'être PDG d'Atos, Thierry Breton a été ministre français de l'Économie (2005-2007) et avant cela, PDG du géant français des télécommunications Orange (France Télécom à l'époque). Il illustre la tradition française du pantouflage entre sphère politique et entreprises publiques. Il joue déjà un rôle clé pour aider le gouvernement français et les grandes entreprises françaises à défendre leurs intérêts au niveau européen. Il a rencontré ces derniers mois de nombreux entreprises, think tanks et lobbies français, avec généralement peu de transparence concernant l'objet et les comptes-rendus de ces réunions de lobbying²³⁴.

Selon la réglementation européenne, les fonctionnaires européens de la Commission doivent divulguer les documents publics, sur demande, et dans un délai de 15 jours. Cependant, les demandes de documents officiels adressées



ALERTE LOBBY !

ATOS

ENTREPRISE

Dépenses annuelles déclarées de lobbying auprès de l'UE (2020) :
€900 000 – €999 999

Nombre de lobbyistes auprès de l'UE : 9

Rendez-vous avec les échelons supérieurs de la Commission européenne depuis 2014 : 24

Affiliations : GAIA-X, European Alliance for Industrial Data Cloud & Edge, European Organization for Security (EOS)

Sujets : sécurité, numérique, digital

Dépenses annuelles déclarées de lobbying en France (2020) :
€200 000 – €300 000

Informations en date du 30 novembre 2021.
Sources : registres des représentants d'intérêts de la France et de l'UE

en mars 2021 à la direction dirigée par le commissaire Thierry Breton sont restées sans réponse, malgré les règles en vigueur. Deux de ces demandes concernaient des réunions avec des représentants de l'entreprise française de télécommunications Orange. Près de la moitié des demandes de documents relatives à des réunions entre M. Breton et des parties prenantes externes entre octobre 2020 et juillet 2021 n'ont pas reçu de réponse complète, le résumé de la réunion n'ayant pas été divulgué.

Plusieurs entreprises françaises (Total, Orano, Orange, Renault, Schneider, AirFrance Klm, entre autres multinationales françaises) ont eu un rendez-vous avec le directeur du cabinet de Thierry Breton,

Valère Moutarlier, le 16 mars 2021²³⁵, mais ce rendez-vous n'apparaît pas, au moment où ce rapport est finalisé, sur le site web de la Commission – contrairement aux règles en vigueur²³⁶. Les entreprises françaises semblent donc bénéficier d'un accès à la fois privilégié et discret au cabinet du commissaire français.

5.4. LES GRANDES ENTREPRISES FRANÇAISES À BRUXELLES

Le tableau ne serait pas complet sans un aperçu de la force de frappe de lobbying des grandes entreprises françaises à Bruxelles.

Les politiciens et les médias français ont toujours tendance à blâmer « Bruxelles » et « les lobbies » pour tout ce qui ne va pas dans l'UE. Ils oublient

facilement que ces lobbyistes et groupes d'intérêt influents ne viennent pas de nulle part. Nombre d'entre eux sont français et défendent des intérêts « français ». À l'instar de leurs homologues des autres États membres ou du reste du monde, toutes les grandes entreprises françaises ont une forte présence à Bruxelles, tout comme les grandes associations industrielles hexagonales.

Le tableau suivant présente les organisations ayant leur siège en France et un bureau à Bruxelles qui déclarent le plus de dépenses de lobbying à Bruxelles selon les derniers chiffres disponibles. Toutes les données sont en date du 5 décembre 2021²³⁷.

TABLEAU 1. DÉPENSES DE LOBBYING DÉCLARÉES À BRUXELLES PAR DES ENTITÉS AYANT LEUR SIÈGE EN FRANCE

NOM	TYPE	SECTEUR	DÉPENSES DE LOBBYING (DÉCLARÉES)
ÉLECTRICITÉ DE FRANCE (EDF)	ENTREPRISE	 ÉNERGIE	€2,000,000 – 2,249,999
ENGIE	ENTREPRISE	 ÉNERGIE	€2,000,000 – 2,249,999
TOTALENERGIES SE	ENTREPRISE	 ÉNERGIE	€2,000,000 – 2,249,999
BNP PARIBAS	ENTREPRISE	 FINANCE	€1,250,000 – 1,499,999
FÉDÉRATION BANCAIRE FRANÇAISE (FBF)	LOBBY SECTORIEL	 FINANCE	€1,250,000 – 1,499,999
ORANGE	ENTREPRISE	 TÉLÉCOM	€1,250,000 – 1,499,999
ASSOCIATION FRANÇAISE DES ENTREPRISES PRIVÉES (AFEP)	LOBBY SECTORIEL	 GÉNÉRAL	€1,000,000 – 1,249,999
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	ENTREPRISE	 FINANCE	€1,000,000 – 1,249,999
SANOFI	ENTREPRISE	 PHARMA	€1,000,000 – 1,249,999

UNE PRÉSIDENTE SOUS INFLUENCE. LES PRIORITÉS BIAISÉES DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS POUR L'UE
















NOM	TYPE	SECTEUR	DÉPENSES DE LOBBYING (DÉCLARÉES)
ATOS SE (FRANCE)	ENTREPRISE	 NUMÉRIQUE ET SÉCURITÉ	€900,000 – 999,999
EURODOM	INSTITUTION PUBLIQUE	 GÉNÉRAL	€900,000 – 999,999
EURONEXT	ENTREPRISE	 FINANCE	€900,000 – 999,999
EUROPEAN ORGANISATION FOR RARE DISEASES	ONG	 SANTÉ	€800,000 – 899,999
PERNOD RICARD	ENTREPRISE	 BOISSON	€800,000 – 899,999
VEOLIA ENVIRONNEMENT	ENTREPRISE	 EAU ET DÉCHETS	€800,000 – 899,999
AXA	ENTREPRISE	 FINANCE	€700,000 – 799,999
CAISSE DES DEPOTS	ENTREPRISE	 FINANCE	€700,000 – 799,999
SUEZ	ENTREPRISE	 EAU ET DÉCHETS	€700,000 – 799,999
LA POSTE	ENTREPRISE	 COMMUNICATIONS	€600,000 – 699,999
ORANO	ENTREPRISE	 NUCLÉAIRE	€600,000 – 699,999
SCHNEIDER ELECTRIC	ENTREPRISE	 ÉNERGIE	€600,000 – 699,999







Ces données confirment que les grandes entreprises sont de loin celles qui dépensent le plus en lobbying à Bruxelles, les institutions publiques, les syndicats, les organisations universitaires et les

ONG venant très loin derrière. Elles confirment également que les entreprises françaises du secteur de l'énergie et de la finance ont une présence particulièrement forte à Bruxelles.

Si l'on considère maintenant le nombre de rendez-vous avec les échelons supérieurs de la Commission européenne, le tableau est très similaire. Toutes les données sont en date du 5 décembre 2021.

TABEAU 2. RENDEZ-VOUS DE LOBBYING D'ENTITÉS BASÉES EN FRANCE AUPRÈS DES ÉCHELONS SUPÉRIEURS DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

NOM	TYPE	SECTEUR	NOMBRE DE RV AVEC LES ÉCHELONS SUPÉRIEURS DE LA CE
FÉDÉRATION BANCAIRE FRANÇAISE (FBF)	LOBBY SECTORIEL	 FINANCE	82
ORANGE	ENTREPRISE	 TÉLÉCOM	77
ENGIE	ENTREPRISE	 ÉNERGIE	63
BNP PARIBAS	ENTREPRISE	 FINANCE	58
SCHNEIDER ELECTRIC	ENTREPRISE	 INDUSTRIE	56
ÉLECTRICITÉ DE FRANCE (EDF)	ENTREPRISE	 ÉNERGIE	50
FRANCE INDUSTRIE	LOBBY SECTORIEL	 INDUSTRIE	47
SUEZ GROUP	ENTREPRISE	 EAU ET DÉCHETS	46
ASSOCIATION FRANÇAISE DES ENTREPRISES PRIVÉES (AFEP)	LOBBY SECTORIEL	 GÉNÉRAL	43
UNION EUROPÉENNE DU COMMERCE DU BÉTAIL ET DES MÉTIERS DE LA VIANDE	LOBBY SECTORIEL	 AGRICULTURE	37
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	ENTREPRISE	 FINANCE	36
LVMH	ENTREPRISE	 LUXE	36
ARIANESPACE	ENTREPRISE	 ESPACE	35
MARSH & MCLENNAN COMPANIES FRANCE	ENTREPRISE	 GÉNÉRAL	35
NOTRE EUROPE – INSTITUT JACQUES DELORS	THINK TANK	 GÉNÉRAL	33

NOM	TYPE	SECTEUR	NOMBRE DE RV AVEC LES ÉCHELONS SUPÉRIEURS DE LA CE
ALSTOM	ENTREPRISE	 TRANSPORT	32
TOTALENERGIES SE	ENTREPRISE	 ÉNERGIE	32
MOUVEMENT DES ENTREPRISES DE FRANCE (MEDEF)	LOBBY SECTORIEL	 GÉNÉRAL	31
EURODOM	PUBLIC	 OVERSEAS TERRITORIES	30
CONSEIL DE COOPERATION ECONOMIQUE	THINK TANK	 GÉNÉRAL	28
THALES	ENTREPRISE	 DÉFENSE	28

Bien sûr, la plupart de ces grandes entreprises ne sont « françaises » qu'en un sens limité. Présentes dans toute l'Europe et à l'international, elles poursuivent surtout leurs propres intérêts et ceux de leurs actionnaires, dont beaucoup sont basées à Wall Street ou au Luxembourg plutôt qu'à Paris. Néanmoins, le fait qu'elles aient leur siège en France ou que leurs cadres supérieurs soient français peut servir d'argument pour convaincre le gouvernement français de soutenir et protéger leurs intérêts au niveau européen.

Une rapide comparaison avec la présence allemande à Bruxelles suggère que les grandes entreprises françaises sont moins enclines à jouer un jeu collectif ou à donner la priorité aux intérêts communs de tout leur secteur et leur

industrie (sauf peut-être dans le domaine bancaire). Parmi les principaux acteurs allemands du lobbying dans la capitale européenne, on trouve des associations industrielles comme le Verband der Chemischen Industrie ou le Verband Deutscher Maschinen — und Anlagenbau, qui dépensent beaucoup plus en lobbying et ont beaucoup plus de lobbyistes que la plupart des entreprises individuelles — à l'exception de Bayer-Monsanto. Par contraste, le lobbying des entreprises françaises semble davantage axé sur les intérêts spécifiques des grandes entreprises.

Plusieurs groupes ou réseaux ont été mis en place pour encourager une meilleure coordination entre les intérêts français à Bruxelles. Certains d'entre eux sont facilités par la représentation française,

comme le CDPF mentionné ci-dessus ; d'autres ont été mis en place par l'industrie ou par des cabinets de lobbying. Ce n'est qu'en 2016 que le MEDEF a inauguré une « *Maison des entreprises de France* » à Bruxelles pour promouvoir les entreprises françaises dans leur ensemble²⁵⁹.

Les représentants des entreprises françaises sont toujours enclins à déplorer la plus grande influence de leurs homologues européens à Bruxelles, mais — dans la mesure où il est vrai qu'ils ne sont pas aussi bien organisés que, par exemple, les industriels allemands — ils s'en servent généralement comme d'une excuse pour demander encore plus de soutien au gouvernement français afin de donner la priorité à leurs intérêts au niveau de l'UE. ■

6. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Juste après la présidence slovène du Conseil de l'UE, et en même temps qu'une campagne électorale présidentielle et législative, la France dirigera le Conseil de l'UE de janvier à juin 2022. Notre enquête révèle qu'il y a de fortes raisons de s'inquiéter, d'emblée, sur les intérêts que la France défendra exactement au Conseil : l'intérêt public français et européen ? les intérêts privés des grandes entreprises françaises et du monde des affaires en général ? ou le seul intérêt politique d'Emmanuel Macron ?

Un fil conducteur dans ce que le gouvernement français a annoncé de ses priorités pour sa présidence de l'UE est l'accent mis sur la promotion et le soutien à des « champions » privés, principalement dans les secteurs de la finance, de la défense, de l'énergie, de l'agriculture, des services et du numérique. Telle est la réalité qui se cache derrière le concept d'« autonomie stratégique » que le gouvernement français cherche à promouvoir au niveau européen. Comme d'autres États membres avant elle, la France se fera probablement la voix de son industrie nationale lorsqu'elle présidera le Conseil de l'UE, mais – ce qui est sans doute plus décisif – elle cherchera également à enraciner de nouvelles formes de « capture » des politiques européennes par les grandes entreprises et leurs lobbies.

La présidence française de l'UE sera marquée par des incertitudes supplémentaires par rapport aux précédentes : la campagne électorale, la situation sanitaire, et tous les événements qui pourraient survenir sur cette période. Ce qui est certain, c'est qu'Emmanuel Macron dirigera le Conseil de l'UE de manière très personnalisée, en se méfiant de tout ce qui pourrait nuire à sa réélection et en gérant donc de près les dossiers européens. Inévitablement, il y aura énormément de communication politique pour donner le meilleur éclairage possible sur la façon dont la France gère la présidence du Conseil. Certains dossiers européens seront mis en avant (moins de pesticides, une Europe plus « sociale »), tandis que d'autres seront relégués à l'arrière-plan (défense, données de santé).

Historiquement, les présidences tournantes du Conseil de l'UE se sont caractérisées par des liaisons étroites avec les grandes entreprises (y compris via le recours à des sponsors privés, que la France a accepté contrairement à l'Allemagne). Le Conseil lui-même est largement ouvert aux lobbies (à travers des événements associant représentations permanentes et groupes de pression industriels, des portes tournantes, etc.) Il y a souvent confusion entre intérêts publics et privés, de même qu'entre intérêts nationaux et européens. Malheureusement, la France ne fait pas exception.

LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DE L'UE RISQUE D'ENRACINER DE NOUVELLES FORMES DE «CAPTURE» DES POLITIQUES EUROPÉENNES PAR LES GRANDES ENTREPRISES ET LEURS LOBBIES.

Sans transparence, sans responsabilité démocratique et sans contrôle parlementaire efficaces, les citoyens européens resteront largement exclus de la présidence française du Conseil de l'UE. Plus que des règles, ce qu'il faut, c'est une volonté politique d'associer véritablement les citoyens européens au Conseil et à ses décisions politiques. Jusqu'à présent, la France n'a pas fait preuve d'une telle volonté. Espérons que sa présidence de l'UE changera la tendance. ■

QUELQUES MESURES DE BASE QUE LA PRÉSIDENTIE FRANÇAISE N'A PAS PRISES (JUSQU'ICI) POUR ÉVITER UNE INFLUENCE EXCESSIVE DES GRANDES ENTREPRISES :

1. Relations avec les lobbies

- ▶ Assurer la transparence de toutes les réunions avec des lobbies (y compris les think tanks) liées à la préparation et l'organisation de sa Présidence de l'UE (aussi bien à la représentation française à Bruxelles que dans les ministères parisiens, et en incluant tous les échelons hiérarchiques), y compris les comptes-rendus et l'accès aux documents officiels pertinents.
- ▶ Éviter de donner un accès privilégié aux grandes entreprises et leurs représentants.
- ▶ Refuser les rencontres avec des représentants du secteur des énergies fossiles, car les intérêts de ce secteur sont incompatibles avec l'intérêt général, qui requiert d'agir contre la crise climatique.

2. Événements organisés par les entreprises et sponsors

- ▶ Ne pas co-organiser d'événements avec des grandes entreprises, ou qui promeuvent les intérêts d'entreprises, notamment avec le secteur des énergies fossiles.
- ▶ Refuser toute forme de sponsoring de la Présidence française de l'Union européenne.

3. Portes tournantes

- ▶ Adopter des règles plus strictes pour éviter les portes tournantes, qui créent des conflits d'intérêts, incluant des périodes de carence suffisantes, l'interdiction des contacts avec d'anciens collègues, ou l'obligation de se déporter sur les dossiers où il existe un conflit d'intérêts potentiel.
- ▶ Éviter les situations de conflits d'intérêts parmi les fonctionnaires travaillant à la préparation et la gestion de la Présidence française de l'UE.

4. Transparence et responsabilité démocratique au niveau du Conseil

- ▶ Adopter des règles pour empêcher que les grandes entreprises aient un accès privilégié aux ministres et fonctionnaires au sein du Conseil.
- ▶ Réformer les processus décisionnel afin que les députés aient un vrai droit de regard concernant les positions de leur gouvernement sur les questions européennes.
- ▶ Permettre un contrôle démocratique *a posteriori* des députés sur les discussions et votes au niveau de l'UE.
- ▶ Publier l'ordre du jour des négociations du Conseil, notamment pour les réunions des groupes de travail et les trilogues.



**ACTION CLIMATIQUE, PACTE VERT,
PLAN DE RELANCE, NUMÉRIQUE,
SANTÉ... PLUSIEURS LÉGISLATIONS
CRUCIALES POUR L'AVENIR
DE L'EUROPE DOIVENT SE DÉCIDER
DURANT LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE
DE L'UE EN 2022. C'EST POURQUOI
IL EST PLUS IMPORTANT QUE JAMAIS
DE PROTÉGER LES DÉCISIONS
PUBLIQUES DE LA MAINMISE
ET DE L'INFLUENCE DES GRANDES
ENTREPRISES, Y COMPRIS
AU NIVEAU DU CONSEIL**

NOTES

- 1 Capital, « Industrie : les champions européens, une nécessité face aux géants chinois et américains ? », novembre 2019. <https://www.capital.fr/entreprises-marches/industrie-les-champions-europeens-une-necessite-face-aux-geants-chinois-et-americains-1354457>
- 2 FoodNavigator.com, « EU E171 ban set for 2022: 'The safety of our food is not negotiable' », 11 octobre 2021. <https://www.foodnavigator.com/Article/2021/10/11/EU-E171-ban-set-for-2022-The-safety-of-our-food-is-not-negotiable>
- 3 Politico Pro Paris Influence, « Joe la taxo — Pas de fumée sans PFUE — Super nanas », 30 novembre 2021. <https://pro.politico.eu/news/joe-la-taxo-pas-de-fumee-sans-pfue-super-nanas>
- 4 Représentation permanente de la France auprès de l'UE. Europe et autonomie stratégique: quelles ambitions pour l'industrie européenne? <https://ue.delegfrance.org/europe-et-autonomie-strategique>
- 5 <https://www.linkedin.com/in/bogdanfilip-popescu/> (Consulté le 27 novembre 2021)
- 6 <https://www.linkedin.com/in/guillaume-gillet-a5b19690/> (Consulté le 27 novembre 2021)
- 7 <https://www.linkedin.com/in/antonin-ferri/> (Consulté le 27 novembre 2021)
- 8 Contexte, « La France freine encore des quatre fers sur la transparence au Conseil de l'UE », juillet 2019. <https://www.contexte.com/pouvoirs/actualite/103265.html>
- 9 Conseil de l'UE, Sponsorship of the Presidency of the Council of the European Union: guidance on best practice. <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-9897-2021-REV-1/en/pdf>
- 10 Le Monde, « Geoffroy Roux de Bézieux : « La souveraineté économique n'est plus un gros mot au Medef. », mai 2020. https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/05/13/geoffroy-roux-de-bezieux-le-veritable-plan-de-relance-doit-etre-massif_6039524_823448.html. Voir plus généralement Observatoire des multinationales, « Ce que cachent les discours officiels sur la « souveraineté économique » », juin 2020. <https://multinationales.org/Ce-que-cachent-les-discours-officiels-sur-la-souverainete-economique>
- 11 Observatoire des multinationales, « Allô Bercy ? Abreuvé d'aides publiques, le CAC40 continue à gâter ses actionnaires et détruire des emplois », mai 2021. <https://multinationales.org/Allo-Bercy-Abreuve-d-aides-publiques-le-CAC40-continue-a-gater-ses-actionnaires>
- 12 Observatoire des multinationales, « Une haute fonction publique-privée à la française: près de la moitié du CAC40 a un patron issu des grands corps de l'État », mai 2018. <https://multinationales.org/Une-haute-fonction-publique-privée-a-la-française-pres-de-la-moitié-du-CAC40-a>
- 13 Pour un aperçu général des portes tournantes et des pratiques de pantouflage concernant l'Inspection des finances : basta!, « Le pantouflage à l'Inspection des finances », juin 2017. <https://basta.media/Le-pantouflage-a-l-Inspection-des-finances>
- 14 Observatoire des multinationales & Attac France, « Nucléaire et finance : le pouvoir des lobbys contre la démocratie », novembre 2017. <https://multinationales.org/Nucleaire-et-finance-le-pouvoir-des-lobbys-contre-la-democratie>
- 15 <https://www.linkedin.com/in/bogdanfilip-popescu/> (Consulté le 27 Novembre 2021)
- 16 <https://www.linkedin.com/in/guillaume-gillet-a5b19690/> (Consulté le 27 Novembre 2021)
- 17 <https://www.linkedin.com/in/antonin-ferri/> (Consulté le 27 Novembre 2021)
- 18 <https://www.linkedin.com/in/mathilde-arjakovsky-a00888aa/> (Consulté le 27 Novembre 2021)
- 19 Observatoire des multinationales, « Lobbys contre citoyens. Qui veut la peau de la convention climat ? », février 2021. <https://multinationales.org/lobbys-citoyens-convention-climat>
- 20 « En pleine COP26, la France est sur le point d'autoriser l'extraction de gaz non conventionnel en Lorraine », (communiqué de presse), novembre 2021. <https://france.attac.org/actus-et-medias/salle-de-presse/article/communiqué-en-pleine-cop26-la-france-est-sur-le-point-d-autoriser-l-extraction>
- 21 Mediapart, « À la COP26, le double jeu hypocrite d'Emmanuel Macron », novembre 2021. <https://www.mediapart.fr/journal/international/011121/la-cop26-le-double-jeu-hypocrite-d-emmanuel-macron?onglet=full>
- 22 Pour un aperçu, voir la page Wikipedia sur le réacteur nucléaire EPR: [https://en.wikipedia.org/wiki/EPR_\(nuclear_reactor\)](https://en.wikipedia.org/wiki/EPR_(nuclear_reactor)) (consultée le 2 décembre 2021).
- 23 Sources : Contexte, 24 novembre 2021, et « Launch of a nuclear MEP club in the European Parliament » (communiqué de presse), novembre 2021. https://www.politico.eu/wp-content/uploads/2021/11/25/Press-release_Launch-of-a-nuclear-MEP-club_25Nov2021.pdf
- 24 Voir le programme de l'événement : <https://www.entretiens-europeens.org/wp-content/uploads/2021/10/invitation-eeen-fr.pdf>
- 25 ENCO & Fossil Free Politics, « La relance dévoyée par l'hydrogène », juillet 2021. <https://corpwatchers.eu/IMG/pdf/hijacking-recovery-hydrogen-fr.pdf>
- 26 Priorités AFEP pour la Présidence française du Conseil de l'UE, juillet 2021. https://afep.com/wp-content/uploads/2021/07/Afep_Priorites-PFUE_juillet-2021.pdf
- 27 Représentation française à Bruxelles, registre de transparence, <https://ue.delegfrance.org/registre-de-transparence> (Consulté le 27 Novembre 2021)
- 28 Réunions du commissaire Thierry Breton avec des organisations et des individus. <http://ec.europa.eu/transparencyinitiative/meetings/meeting.do?host=3a3b8835-fc03-4720-91d5-caa8c0e81d81&d-6679426-p=2> (Consulté le 27 Novembre 2021)
- 29 Les Echos, « Automobile : l'Elysée n'exclut pas un nouveau plan de soutien à la rentrée », juillet 2021. <https://www.lesechos.fr/industrie-services/automobile/automobile-lelysee-nexclut-pas-un-nouveau-plan-de-soutien-a-la-rentree-1331656>
- 30 Corporate Europe Observatory & Lobby-Control, « The lobby network: Big Tech's web of influence in the EU », août 2021. <https://corporateeurope.org/en/2021/08/lobby-network-big-techs-web-influence-eu>
- 31 Meeting between Commissioner Thierry Breton and LVMH, October 2020, Briefing Note. <https://www.asktheeu.org/en/request/8891/response/30120/attach/html/2/BRE510%20LVMH%20GROW%20DSA%20contrefacon%20FR%20Redacted%20FINAL.pdf.html>
- 32 Investigate Europe, « EU states want to enforce competition in digital markets », octobre 2021. <https://www.investigate-europe.eu/en/2021/eu-states-want-to-enforce-competition-in-digital-markets/>
- 33 Contexte Pouvoirs, 14 septembre 2021.
- 34 Observatoire des multinationales & ENCO, « So that everything can stay the same », octobre 2021. <https://corpwatchers.eu/en/investigations/european-multinationals-and-authoritarian-regimes/so-that-everything-can-stay-the-same>

- 35 Le Monde informatique, « Gaia-X : le cloud souverain européen enchaîne retards et critiques », juin 2021. <https://www.lemondeinformatique.fr/actualites/lire-gaia-x-le-cloud-souverain-europeen-enchaîne-retards-et-critiques-83457.html>. Et L'Usine nouvelle, « Thales s'allie à Google pour un "cloud de confiance" en France », octobre 2021. <https://www.usinenouvelle.com/article/thales-s-associe-a-google-pour-un-cloud-de-confiance-en-france.N1147387>
- 36 Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne. Registre de transparence. (Consulté le 5 décembre 2021). <https://ue.delegfrance.org/registre-de-transparence>
- 37 Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Agenda de Clément Beaune (consulté le 5 décembre 2021). <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/les-ministres/clement-beaune/agendas-precedents/article/juillet-2021>
- 38 Politico Pro Paris Influence, « Qwant et Huawei — Tabula rasa sur la start-up nation — Régiobizness », 15 juin 2021. <https://www.politico.eu/newsletter/politico-paris-influence/politico-pro-paris-influence-qwant-et-huawei-tabula-rasa-sur-la-start-up-nation-regiobizness-2/>
- 39 L'Usine digitale, « Présidence française de l'UE : France Digitale et l'Institut Choiseul font leurs propositions », octobre 2021. <https://www.usine-digitale.fr/editorial/presidence-francaise-de-l-ue-deux-think-tanks-font-leurs-propositions-pour-le-numerique.N1151802>
- 40 <https://www.linkedin.com/feed/update/urn:li:activity:6856166180596543488/> (Consulté le 27 novembre 2021)
- 41 DG CNECT, Virtual Roundtable with the European Cloud Computing Industry, May 2021, Briefing Note. <https://www.asktheeu.org/en/request/9699/response/32935/attach/html/6/ANNEX%201.pdf.html>
- 42 https://www.linkedin.com/posts/numeum_new-regulation-for-the-digital-age-activity-6868487562290458624-GLGo/ (Consulté le 3 décembre 2021).
- 43 Politico Pro Paris Influence, « Les éditeurs de presse français fin prêts à aller réclamer leur chèque. — Thierry Breton soutient publiquement l'inclusion du nucléaire dans la liste européenne des investissements verts. — Les priorités santé de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne », 2 novembre 2021. <https://pro.politico.eu/news/la-fete-des-droits-voisins-latome-de-breton-programme-sante-de-la-pfue>
- 44 https://twitter.com/FEFIS_officiel/status/1459083547378130947 (Consulté le 13 novembre 2021)
- 45 Politico Pro Paris Influence, « Les éditeurs de presse français fin prêts à aller réclamer leur chèque. — Thierry Breton soutient publiquement l'inclusion du nucléaire dans la liste européenne des investissements verts. — Les priorités santé de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne », 2 novembre 2021. <https://pro.politico.eu/news/la-fete-des-droits-voisins-latome-de-breton-programme-sante-de-la-pfue>
- 46 <https://www.linkedin.com/in/isabellezablitschmitz/> (Consulté le 27 novembre 2021)
- 47 DigitalEurope, Roundtable: Building trust for the European Health Data Space - DIGITALEUROPE, November 2021. <https://www.digitaleurope.org/events/roundtable-building-trust-for-the-european-health-data-space/> (Consulté le 27 novembre 2021)
- 48 Health Data Hub, « Qui sommes-nous? ». <https://www.health-data-hub.fr/qui-sommes-nous> (Consulté le 27 novembre 2021)
- 49 Observatoire des Multinationales, « Claude Serfati : « L'armée et les industries d'armement sont plus que jamais chez elles dans la Ve République. » », avril 2017. <https://multinationales.org/Claude-Serfati-L-armee-et-les-industries-d-armement-sont-plus-que-jamais-chez>
- 50 European Network Against Arms Trade (ENAAT), « Who profits from EU funding for military research and development? », avril 2021. http://enaat.org/wp-content/uploads/2021/04/Flyer_WhoProfitsE-DF_210416EN.pdf
- 51 Ministère des Armées, Communiqué. Séminaire ministériel sur la « Boussole stratégique », avril 2021. https://www.defense.gouv.fr/english/salle-de-presse/communiqués/communiqué_seminaire-ministeriel-sur-la-boussole-stratégique-23-avril-2021
- 52 B2 Le blog de l'Europe géopolitique, « Présidence française de l'Union européenne : comment se préparent les diplomates à Bruxelles », octobre 2021. <http://www.bruxelles2.eu/2021/10/presidence-francaise-de-lue-comment-se-prepare-la-representation-permanente-a-bruxelles/>
- 53 European Parliamentary Research Service, « Where will the EU's Strategic Compass point? », octobre 2021. <https://epthinktank.eu/2021/10/07/where-will-the-eus-strategic-compass-point/>
- 54 Mediapart, « Europe de la défense: Ursula von der Leyen dans la roue de Macron », septembre 2021 <https://www.mediapart.fr/journal/international/150921/europe-de-la-defense-ursula-von-der-leyen-dans-la-roue-de-macron>
- 55 European Parliamentary Research Service, « Outcome of the meetings of EU leaders in Brdo pri Kranju on 5-6 October 2021 », octobre 2021. <https://epthinktank.eu/2021/10/14/outcome-of-the-meetings-of-eu-leaders-in-brdo-pri-kranju-on-5-6-october-2021/>
- 56 European Parliamentary Research Service, « Where will the EU's Strategic Compass point? », octobre 2021. <https://epthinktank.eu/2021/10/07/where-will-the-eus-strategic-compass-point/>
- 57 <https://twitter.com/ThierryBreton/status/1458497796303212544> (Consulté le 15 novembre 2021)
- 58 European Network Against Arms Trade (ENAAT), « Who profits from EU funding for military research and development? », avril 2021. http://enaat.org/wp-content/uploads/2021/04/Flyer_WhoProfitsE-DF_210416EN.pdf
- 59 Open Security Data Europe. <https://open-securitydata.eu/beneficiaries/AIRBUS-DEFENCE-AND-SPACE-SAS?p=1&limit=10> (Consulté le 10 novembre 2021)
- 60 Transparency Register <https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=2732167674-76> (Consulté le 6 décembre 2021)
- 61 Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne. Registre de transparence. <https://ue.delegfrance.org/registre-de-transparence> (Consulté le 5 décembre 2021)
- 62 <https://www.linkedin.com/in/jvrossi/> (Consulté le 27 novembre 2021)
- 63 <https://www.linkedin.com/in/nicolas-goniak-5391047/> (Consulté le 27 novembre 2021)
- 64 <https://www.asktheeu.org/en/request/9808/response/33845/attach/html/2/Meeting%20Dassault%2007%20july%202021%20docx%201.pdf.html> (Consulté le 4 novembre 2021)
- 65 « Indicative 2018 figures on the distribution of aid by size-class of aid, received in the context of direct aid paid to the producers according to Council regulation (EC) No. 1307/2013 ». https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/food-farming-fisheries/farming/documents/direct-aid-indicative-figures-2018_en.pdf
- 66 Lire à ce sujet le livre essentiel La forteresse agricole: une histoire de la FNSEA (Fayard, 2004), du journaliste d'investigation Gilles Luneau.
- 67 Fouilleux, Eve, et Matthieu Ansaloni, The common agricultural policy, Oxford: Oxford University Press, 2016.
- 68 Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Agenda de Clément Beaune. Consulté le 25 novembre 2021. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/les-ministres/clement-beaune/agendas-precedents/article/fevrier-2021>

- 69 Terre Net, « Les agriculteurs partagés sur la présence de Jérémie Decerle sur la liste LAREM », 29 mars 2019. <https://www.terre-net.fr/actualite-agricole/politique-syndicalisme/article/les-agriculteurs-partages-sur-la-presence-de-jeremie-decerle-sur-la-liste-larem-205-146777.html>
- 70 The New York Times, « Who Keeps Europe's Farm Billions Flowing? Often, Those Who Benefit », décembre 2019. <https://www.nytimes.com/2019/12/11/world/europe/eu-farm-subsidy-lobbying.html>
- 71 <https://twitter.com/JuhaRuippo/status/1176038166089875458> (Consulté le 15 novembre 2021)
- 72 FoodNavigator.com, « EU E171 ban set for 2022: 'The safety of our food is not negotiable' », octobre 2021. <https://www.foodnavigator.com/Article/2021/10/11/EU-E171-ban-set-for-2022-The-safety-of-our-food-is-not-negotiable>
- 73 https://twitter.com/EmmanuelMacron/status/1433859509370462216?ref_src=twsrc%5Etfw (Consulté le 4 novembre 2021)
- 74 Le Figaro, « «Sortie accélérée des pesticides» : Denormandie vient nuancer la déclaration d'Emmanuel Macron », septembre 2021. <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/sortie-acceleree-des-pesticides-denormandie-vient-nuancer-la-declaration-d-emmanuel-macron-20210905>
- 75 <https://www.linkedin.com/in/alexandremaymat/> (Consulté le 27 novembre 2021)
- 76 <https://www.linkedin.com/in/simon-jain-ab495a22/> (Consulté le 27 novembre 2021)
- 77 <https://www.linkedin.com/in/benoit-le-bret-2229a040/> (Consulté le 27 novembre 2021)
- 78 <https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=353804021418-79> (Consulté le 6 novembre 2021)
- 79 https://www.europarl.europa.eu/meps/en/197577/Gilles_BOYER/meetings/past#mep-card-content (Consulté le 6 novembre 2021)
- 80 <https://www.linkedin.com/in/beno%C3%A9t-de-la-chapelle-bizot-986b56171/> (Consulté le 27 novembre 2021)
- 81 <https://www.linkedin.com/in/nico-las-j%C3%A9gou-19291450/?ppe=1> (Consulté le 27 novembre 2021)
- 82 European Commission, Questions and Answers on the Banking Package 2021, 27 octobre 2021. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/qanda_21_5386
- 83 Corporate Europe Observatory, « Deutsche Bank, the blindfolded regulator, and the 26 billion euro vanishing trick », 8 mai 2013. <https://corporateeurope.org/en/news/deutsche-bank-blindfolded-regulator-and-26-billion-euro-vanishing-trick>
- 84 Fédération bancaire française, « The Basel Accords and their Consequences for the Economy », 22 novembre 2019. <http://www.fbf.fr/en/french-banking-sector/leaflets/the-basel-accords-and-their-consequences-for-the-economy>
- 85 Fédération bancaire française, « Final transition of Basel 3 still remains insufficient to ensure a sustainable European economic sovereignty », 27 octobre 2021. <http://fbf.fr/en/press-room/press-releases/final-transition-of-basel-3-still-remains-insufficient-to-ensure-a-sustainable-european-economic-sovereignty>
- 86 European Banking Federation. « Copenhagen Economics presents its impact analysis of proposed Basel III finalisation in EU », 22 novembre 2019 <https://www.ebf.eu/ebf-media-centre/copenhagen-economics-presents-its-impact-analysis-of-proposed-basel-iii-finalisation-in-eu/>
- 87 Discours du Premier Ministre Édouard Philippe, « Paris Europlace: the challenges to overcome », 10 juillet 2019. <https://www.gouvernement.fr/en/paris-europlace-the-challenges-to-overcome>
- 88 FT, « Paris and Berlin lead fight to dilute Brussels' stricter bank capital rule », 8 juin 2021. <https://www.ft.com/content/0122b5c4-1cd2-4c17-aaee-590f10205543>
- 89 Copenhagen Economics, « EU implementation of the final Basel III standard: impact on the European banking sector and the real economy », juin 2021. https://www.copenhageneconomics.com/dyn/resources/Publication/publicationPDF/7/567/1623766208/copenhagen-economics_eu-implementation-of-the-final-basel-iii.pdf
- 90 Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne. Registre de transparence. (Consulté le 5 décembre 2021) <https://ue.delegfrance.org/registre-de-transparence>
- 91 Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Agenda de Clément Beaune. (Consulté le 5 décembre 2021) <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/les-ministres/clement-beaune/agendas-precedents/article/juillet-2021>
- 92 European Commission, « Banking Package 2021: new EU rules to strengthen banks' resilience and better prepare for the future », 27 octobre 2021. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/ip_21_5401
- 93 European Commission, « Risk management and supervision of insurance companies (Solvency 2) ». https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/banking-and-finance/insurance-and-pensions/risk-management-and-supervision-insurance-companies-solvency-2_en
- 94 Insurance Europe, « Only a permanent reduction in capital requirements would enable insurers to contribute further to Europe's economy », 22 septembre 2021. <https://www.insuranceeurope.eu/news/2434/only-a-permanent-reduction-of-capital-requirements-would-enable-insurers-to-contribute-further-to-europe-s-economy/>
- 95 European Commission, « Remarks by Executive Vice-President Dombrovskis at the read-out of the College meeting / press conference on the review of EU insurance rules », 22 septembre 2021. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/SPEECH_21_4843
- 96 Contexte, « Transparence fiscale: Bercy (aidé par le Medef) affirme ses lignes rouges », avril 2021. <https://www.contexte.com/pouvoirs/actualite/130996.html>
- 97 Investigate Europe, « CbCR: Will the push for greater EU tax transparency fall at the final hurdle? », mai 2021. <https://www.investigate-europe.eu/en/2021/cbcr-will-the-push-for-greater-eu-tax-transparency-fall-at-the-final-hurdle/>
- 98 <https://www.linkedin.com/in/garance-pineau-b2407b9/> (Consulté le 27 novembre 2021)
- 99 Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Agenda de Clément Beaune. Consulté le 5 décembre 2021. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/les-ministres/clement-beaune/agendas-precedents/>
- 100 OECD, « Statement on a Two-Pillar Solution to Address the Tax Challenges Arising from the Digitalisation of the Economy », octobre 2021. <https://www.oecd.org/tax/beps/statement-on-a-two-pillar-solution-to-address-the-tax-challenges-arising-from-the-digitalisation-of-the-economy-october-2021.pdf>
- 101 European Tax Observatory, « Revenue effects of the global minimum tax: country-by-country estimate », octobre 2021. <https://www.taxobservatory.eu/wp-content/uploads/2021/10/Note-2-Revenue-Effects-of-the-Global-Minimum-Tax-October-2021.pdf>
- 102 Libération, « CheckNews: Taxation mondiale des entreprises: la France a-t-elle vraiment soutenu un taux élevé de 21%? », juillet 2021. https://www.liberation.fr/checknews/taxation-mondiale-des-entreprises-la-france-a-t-elle-vraiment-soutenu-un-taux-eleve-de-21-20210701_FWRFO-3GIU5HI7KKA5O24OYQ3N4/?redirected=1

- 103 Oxfam France, « Impôt minimum mondial sur les multinationales: un accord au rabais », juin 2021. <https://www.oxfamfrance.org/communiqués-de-presse/un-accord-au-rabais-sur-l'impôt-minimum-mondial-sur-les-multinationales/>
- 104 Social Europe, « Tax abuse—it's costing the earth. Rosa Pavanelli. Public Services International », novembre 2021. <https://socialeurope.eu/tax-abuse-its-costing-the-earth>
- 105 CCFD-Terre Solidaire, « Réactive – déclaration de l'OCDE sur les négociations fiscales «Une réforme inefficace dans l'intérêt des pays riches» », octobre 2021. <https://ccfd-terresolidaire.org/nos-publications/nos-communications-de/reactive-declaration-de-7137>
- 106 Voir la réponse du MEDEF à la consultation de l'OCDE sur les piliers 1 et 2 en octobre 2020. <https://www.oecd.org/tax/beps/public-comments-received-on-the-reports-on-pillar-one-and-pillar-two-blueprints.htm>
- 107 BusinessEurope, « Letter to Paolo Gentiloni », novembre 2021. <https://www.busesseurope.eu/publications/eu-implementation-oecd-corporate-tax-reforms-letter-markus-j-beyrer-paolo-gentiloni>
- 108 Lettre disponible ici : <https://twitter.com/JohanLangerock/status/1456206735455264768/photo/1>
- 109 Institut des politiques publiques, « L'hétérogénéité des taux d'imposition implicites des profits en France : constats et facteurs explicatifs », mars 2019. <https://www.ipp.eu/publication/mars2019-heterogeneite-des-taux-dimposition-implicites-des-profits-en-france-constats-et-facteurs-explicatifs/>
- 110 Fédération bancaire française, « La taxe sur les transactions financières va pénaliser la place de Paris », février 2012. <http://www.fbf.fr/fr/contexte-reglementaire-international/fiscalite/la-taxe-sur-les-transactions-financieres-va-penaliser-la-place-de-paris>
- 111 Paris Europlace, « La mise en place d'une taxe sur les transactions financières, qui ne serait pas au moins européenne, affaiblirait l'économie française », janvier 2012. http://www.paris-europlace.net/files/Com_Presse_TTF%20060112%20_2_.pdf
- 112 Bloomberg, « SocGen Wants Transaction Tax to Be International, CEO Tells NZZ », février 2012. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2012-02-20/socgen-wants-transaction-tax-to-be-international-ceo-tells-nzz>
- 113 Euractiv, « Macron relances financial transaction tax project, including the UK », septembre 2017. <https://www.euractiv.com/section/future-eu/news/macron-relances-financial-transaction-tax-project-including-the-uk/>
- 114 Le débat parlementaire est visible ici : https://videos.assemblee-nationale.fr/video.11332029_61688368bfb63.3e-me-seance--projet-de-loi-de-finances-pour-2022-premiere-partie-suite-14-octobre-2021 (à partir de 00:21:20) et là : https://videos.assemblee-nationale.fr/video.11333429_61692515752b2.1e-re-seance---projet-de-loi-de-finances-pour-2022-premiere-partie-suite-15-octobre-2021
- 115 Mediapart, « Évasion fiscale : révélations sur la diplomatie noire de l'Union européenne », novembre 2021. <https://www.mediapart.fr/journal/international/121121/evasion-fiscale-revelations-sur-la-diplomatie-noire-de-l-union-europeenne>
- 116 Réunion des parties prenantes sur la directive relative aux contrats de concession, novembre 2021. https://ec.europa.eu/growth/events/stakeholder-event-directive-concession-contracts_en
- 117 ENCO, dossier « Caring for Profit », octobre-décembre 2021. <https://corpwatchers.eu/en/investigations/caring-for-profit-en/>. Et Investigate Europe, « Grey gold — The billion Euro business of elder care », juillet 2021. <https://www.investigate-europe.eu/en/2021/elder-care-for-profit/>
- 118 https://www.europarl.europa.eu/meps/fr/197576/SYLVE_BRUNET/meetings/past#detailedcardmep (Viewed 13 November 2021)
- 119 Assemblée Nationale. Commission des affaires européennes. 23 June 2021. https://videos.assemblee-nationale.fr/video.10980491_60d33d7dd0d8f.commission-des-affaires-europeennes-comite-de-reflexion-sur-la-presidence-francaise-de-l-union-et--23-juin-2021 (Viewed 6 December 2021)
- 120 Amis de la Terre France, « Fin de cavale pour les multinationales? », octobre 2017. <https://www.amisdela terre.org/wp-content/uploads/2017/10/rapport-multinationales-hd.pdf>
- 121 Mediapart, « Devoir de vigilance : le Sénat fait un cadeau aux entreprises contre l'avis d'Eric Dupond-Moretti », octobre 2021. <https://www.mediapart.fr/journal/france/021021/devoir-de-vigilance-le-senat-fait-un-cadeau-aux-entreprises-contre-l-avis-deric-dupond-moretti?onglet=full>
- 122 Corporate Europe Observatory, European Coalition for Corporate Justice et Friends of the Earth Europe, « Off the Hook? How business lobbies against liability for human rights and environmental abuses », juin 2021. <https://corporateeurope.org/en/2021/06/hook>
- 123 Le Parisien, « La performance extra-financière est un enjeu de souveraineté », juin 2020. <https://www.leparisien.fr/politique/modele-environnemental-la-performance-extra-financiere-est-un-enjeu-de-souverainete-05-07-2020-8347575.php>
- 124 Propositions de la Commission pour améliorer les conditions de travail des personnes travaillant via une plateforme de travail numérique, 9 décembre 2021. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_6605
- 125 Politico Pro Paris Influence, « Une rencontre avec Clément Beaune, monsieur PFUE, et son calendrier bien rempli. — Uber, Bolt et consorts vantent le modèle français à la Commission européenne. — La commission d'enquête sur les cabinets de conseil privés prend forme au Sénat », 23 novembre 2021. <https://pro.politico.eu/news/le-calendrier-bien-charge-de-beaune-et-de-la-pfue-la-france-duber-enquete-au-senat>
- 126 Le Club de Mediapart, « Livreurs et VTC : le gouvernement doit cesser de faire le jeu des plateformes », novembre 2021. <https://blogs.mediapart.fr/jerome-pimot/blog/221121/livreurs-et-vtc-le-gouvernement-doit-cesser-de-faire-le-jeu-des-plateformes>
- 127 Institut Montaigne, « Travailleurs des plateformes: liberté oui, protection aussi », avril 2019. <https://www.institutmontaigne.org/publications/travailleurs-des-plateformes-liberte-oui-protection-aussi>
- 128 Institut Montaigne, « Qui sommes-nous? ». <https://www.institutmontaigne.org/qui-sommes-nous>
- 129 RHMatin, « Hervé Novelli - API : « Il existe une sorte de guerre entre l'interim et les plateformes numériques ». », janvier 2021. <https://www.rhmatin.com/recrutement-talents/interim/herve-novelli-api-il-existe-une-sort-de-guerre-entre-l-interim-et-les-plateformes-numeriques.html>
- 130 Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Agenda de Clément Beaune. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/les-ministres/clement-beaune/agendas-precedents/article/septembre-2021> (consulté le 13 novembre 2021)
- 131 Le Mans Ma Ville, « Départementales. Le Mans 3 : Marlène Schiappa et Stéphane Chevet, candidats ». https://lemans.maville.com/actu/actudet_-departementales.-le-mans-3-marlene-schiappa-et-stephane-chevet-candidats_52734-2696412_actu.Htm (consulté le 13 novembre 2021)

- 132 Politico Pro Paris Influence, « Calendrier des rencontres informelles de la PFUE et réunion secrète à l'Élysée. — Qwant perd trois directeurs, et non des moindres. — Aux femmes d'influence, le mois de septembre reconnaissant », septembre 2021. <https://politico.us8.list-manage.com/track/click?u=e-26c1a1c392386a968d02fdbceid=bfe-c31ace58e=8c1070a21b>
- 133 <https://twitter.com/APlasso/status/145266841498853258> (consulté le 13 novembre 2021)
- 134 https://www.europarl.europa.eu/meps/fr/197576/SYLVIE_BRUNET/meetings/past#detailedcardmep (consulté le 13 novembre 2021)
- 135 Assemblée Nationale, Commission des affaires européennes, 23 juin 2021. https://videos.assemblee-nationale.fr/video.10980491_60d33d7dd0d8f.commission-des-affaires-europeennes--comite-de-reflexion-sur-la-presidence-francaise-de-l-union-et--23-juin-2021 (consulté le 6 décembre 2021)
- 136 https://www.europarl.europa.eu/meps/fr/197576/SYLVIE_BRUNET/meetings/past#detailedcardmep (consulté le 13 novembre 2021)
- 137 Assemblée Nationale, Commission des affaires européennes, 23 juin 2021. https://videos.assemblee-nationale.fr/video.10980491_60d33d7dd0d8f.commission-des-affaires-europeennes--comite-de-reflexion-sur-la-presidence-francaise-de-l-union-et--23-juin-2021 (consulté le 6 décembre 2021)
- 138 <https://twitter.com/agnesrunacher/status/1399997848939270145> (consulté le 6 décembre 2021)
- 139 Friends of the Earth Europe, « The EU's Industry Alliances », avril 2021. <https://friendsoftheearth.eu/wp-content/uploads/2021/05/The-EUs-Industrial-Alliances.pdf>
- 140 Lettre Contexte Pouvoirs. 18 mai 2021
- 141 Discours de Bruno Le Maire, mars 2021. <https://ue.delegfrance.org/alliance-europeenne-des-batteries>
- 142 Échange entre le commissaire Breton et MEDEF, juin 2021, Briefing Note. <https://www.asktheeu.org/en/request/9697/response/32376/attach/html/6/Briefing%20861%20MEDEF%20rev%2016%20juin%20TC%20002%20Redacted.pdf.pdf.html>
- 143 Rencontre entre Thierry Breton et CCI France, avril 2021, Briefing note. <https://www.asktheeu.org/en/request/9477/response/32103/attach/html/4/Final%20Briefing%20CAB%20BRETON837%20Redacted.pdf.html>
- 144 Entretien du commissaire Breton avec Engie, octobre 2020, Briefing note. https://www.asktheeu.org/en/request/8889/response/31027/attach/6/Annex%202.pdf.pdf?cookie_passthrough=1
- 145 France Industrie. « Europe : France Industrie salue le renforcement de la stratégie industrielle européenne et formule des propositions pour l'accélérer », mai 2021. <https://www.franceindustrie.org/europe-france-industrie-salue-le-renforcement-de-la-strategie-industrielle-europeenne-et-formule-des-propositions-pour-laccelerer/>. Rencontre DG GROW et France Industrie, décembre 2020, draft report. https://www.asktheeu.org/en/request/9939/response/33579/attach/3/Notes%20v2.pdf?cookie_passthrough=1. Note du réseau des Chambres françaises de commerce et d'industrie, « Mobiliser les politiques européennes au service de la reconquête industrielle », décembre 2020. <https://www.asktheeu.org/en/request/9477/response/32103/attach/html/5/Note%20UE%20Industrie%20CCI%20de%20France%20dec%202020.pdf.html>
- 146 <https://twitter.com/agnesrunacher/status/1399997848939270145> (viewed 6 December 2021)
- 147 Friends of the Earth Europe. The EU's Industry Alliances, April 2021. <https://friendsoftheearth.eu/wp-content/uploads/2021/05/The-EUs-Industrial-Alliances.pdf>
- 148 Contexte Pouvoirs newsletter. 18 May 2021
- 149 Speech by Bruno Le Maire. March 2021. <https://ue.delegfrance.org/alliance-europeenne-des-batteries>
- 150 Échange entre le commissaire Breton et MEDEF, June 2021, Briefing Note. <https://www.asktheeu.org/en/request/9697/response/32376/attach/html/6/Briefing%20861%20MEDEF%20rev%2016%20juin%20TC%20002%20Redacted.pdf.pdf.html>
- 151 Meeting between Meeting between Thierry Breton and CCI France, April 2021, Briefing note, <https://www.asktheeu.org/en/request/9477/response/32103/attach/html/4/Final%20Briefing%20CAB%20BRETON837%20Redacted.pdf.html>
- 152 Entretien du commissaire Breton avec Engie, October 2020, briefing note. https://www.asktheeu.org/en/request/8889/response/31027/attach/6/Annex%202.pdf.pdf?cookie_passthrough=1
- 153 France Industrie. Europe : France Industrie salue le renforcement de la stratégie industrielle européenne et formule des propositions pour l'accélérer. May 2021. <https://www.franceindustrie.org/europe-france-industrie-salue-le-renforcement-de-la-strategie-industrielle-europeenne-et-formule-des-propositions-pour-laccelerer/>. Rencontre DG GROW et France Industrie, December 2020, draft report. https://www.asktheeu.org/en/request/9939/response/33579/attach/3/Notes%20v2.pdf?cookie_passthrough=1. Note du réseau des Chambres françaises de commerce et d'industrie. Mobiliser les politiques européennes au service de la reconquête industrielle. December 2020. <https://www.asktheeu.org/en/request/9477/response/32103/attach/html/5/Note%20UE%20Industrie%20CCI%20de%20France%20dec%202020.pdf.html>
- 154 Corporate Europe Observatory, « Captured states: when EU governments are a channel for corporate interests », février 2019. <https://corporateeurope.org/en/2019/02/captured-states>
- 155 Information from letter from Council of the EU to Corporate Europe Observatory, octobre 2018. <https://www.asktheeu.org/en/request/5942/response/19142/attach/5/18%201793.en.can.rh%20mf.docx>
- 156 European Ombudsman, « Summary of the decision in strategic inquiry OI/2/2017/TE on the transparency of the Council legislative process », mai 2018. <https://www.ombudsman.europa.eu/en/summary/en/94906>
- 157 Jo Leinen. Yana Toom, « Report on the Ombudsman's strategic inquiry OI/2/2017 on the transparency of legislative discussions in the preparatory bodies of the Council of the EU. Committee on Constitutional Affairs. Committee on Petitions », décembre 2018. <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=REPORT&reference=A8-2018-0420&format=XML&language=EN>
- 158 Corporate Europe Observatory, « Will Croatian EU Presidency boost transparency in the Council of the EU », 12 décembre 2019. <https://corporateeurope.org/en/2019/12/will-croatian-eu-presidency-boost-transparency-council-eu>
- 159 Paper from the Dutch COSAC delegation on EU transparency. Opening up closed doors: Making the EU more transparent for its citizens, novembre 2017. <https://www.houseofrepresentatives.nl/news/rapporteurs-make-case-more-transparency-eu>

- 160 Permanent Representation of the Netherlands, « Non paper - Increasing transparency and accountability of the EU », janvier 2020. <https://www.permanentrepresentations.nl/permanent-representations/pr-eu-brussels/documents/publications/2019/06/18/non-paper---transparency-and-accountability>. Au moment de la finalisation de ce rapport, la liste complète des gouvernements qui soutiennent cette position est la suivante : Belgique, Danemark, Estonie, Finlande, Irlande, Lettonie, Luxembourg, Slovaquie, Suède et Pays-Bas.
- 161 Political declaration on the occasion of the adoption of the Interinstitutional Agreement on a mandatory Transparency Register (signée par 27 Etats membres). <https://www.development.ec.europa.eu/transparencyregister/public/openFile.do?fileName=Transparency%20register%20-%20Member%20states%27%20political%20declaration.EN.pdf>
- 162 Pour plus d'information, voir cette requête : https://www.asktheeu.org/en/request/lobby_meetings_of_nl_perm_rep#incoming-29148
- 163 Corporate Europe Observatory, « Hidden contracts? Corporate lobby spending in EU member states in the spotlight », 27 mai 2020. <https://corporateeurope.org/en/2020/05/hidden-contracts-corporate-lobby-spending-eu-member-states-spotlight>
- 164 Corporate Europe Observatory, « Captured states: when EU governments are a channel for corporate interests », février 2019. <https://corporateeurope.org/en/2019/02/captured-states>
- 165 Discours d'Emmanuel Macron, 26 septembre 2017. <https://www.elysee.fr/en/emmanuel-macron/2017/09/26/president-macron-gives-speech-on-new-initiative-for-europe>
- 166 Permanent Representation of the Netherlands, « Non paper - Increasing transparency and accountability of the EU », janvier 2020. <https://www.permanentrepresentations.nl/permanent-representations/pr-eu-brussels/documents/publications/2019/06/18/non-paper---transparency-and-accountability>
- 167 Contexte, « La France freine encore des quatre fers sur la transparence au Conseil de l'UE », juillet 2019. <https://www.contexte.com/pouvoirs/actualite/103265.html>
- 168 EU Council, « Sponsorship of the Presidency of the Council of the European Union: guidance on best practice ». <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-9897-2021-REV-1/en/pdf>
- 169 Observatoire des multinationales, « Énergie, finance, agriculture... : quand les « lobbys bruxellois » sont français », novembre 2017. <https://multinationales.org/Energie-finance-agriculture-quand-les-lobbys-bruxellois-sont-francais>
- 170 Site de l'Assemblée Nationale : <https://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/role-et-pouvoirs-de-l-assemblee-nationale/l-assemblee-nationale-et-les-questions-europeennes/l-assemblee-nationale-et-les-questions-europeennes>. Consulté le 27 septembre 2021.
- 171 Site du Parlement danois : <https://www.thedanishparliament.dk/en/committees/committees/euu>
- 172 Katrin Auel, « Doing Good, but Reluctant to Talk About It: The Swedish Riksdag and EU Affairs », août 2018. http://sieps.se/globalassets/publikationer/2018/2018_9epa.pdf
- 173 Site du Parlement néerlandais : <https://www.houseofrepresentatives.nl/how-parliament-works/europe-house-representatives-and-senate>
- 174 Calliess, Christian und Timm Beichelt, « Auf dem Weg zum Europäisierten Bundestag: Vom Zuschauer zum Akteur? », Bertelsmann-Stiftung, 2013. https://www.bertelsmann-stiftung.de/fileadmin/files/BSt/Presse/imported/downloads/xcms_bst_dms_37438_37439_2.pdf
- 175 Corporate Europe Observatory et Observatoire des multinationales, « Une présidence sous influence? » octobre 2021. <https://multinationales.org/presidence-francaise-de-l-UE-sous-influence>
- 176 European Business & Nature Summit 2021, Scaling up business action for nature. 30 novembre - 1er décembre 2021. <https://businessnaturesummit.virtual-event.be/world/program>
- 177 Information sur le site eu2018.at : <https://www.eu2018.at/calendar-events/political-events/BMNT-2018-09-17-HL-Conference-Energy.html>
- 178 Vredesactie, « Securing Profits: How the arms lobby is hijacking Europe's defence policy », octobre 2017. https://vredesactie.be/sites/default/files/pdf/Securing_profits_web.pdf
- 179 Information sur le site de la Présidence roumaine de l'UE : <https://www.romania2019.eu/partners/>
- 180 Information sur le site de la Présidence croate de l'UE : <https://eu2020.hr/Home/Custom?code=Sponsors>
- 181 Discharge 2018: EU general budget - European Council and Council, 1. European Parliament decision of 13 May 2020 on discharge in respect of the implementation of the general budget of the European Union for the financial year 2018, Section II – European Council and Council (2019/2057(DEC)). https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2020-0090_EN.pdf
- 182 Decision of the European Ombudsman in case 1069/2019/MIG on sponsorship of the Presidency of the Council of the European Union. June 2020. <https://www.ombudsman.europa.eu/en/decision/en/129649>
- 183 Voir par exemple : <https://corporateeurope.org/en/2020/01/croatian-council-presidency-oiled-fossil-fuel-interests>
- 184 EUObserver, « France opposed guidelines on EU presidency sponsorships », mai 2020. <https://euobserver.com/investigations/148485>
- 185 EU Council. Sponsorship of the Presidency of the Council of the European Union: guidance on best practice. <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-9897-2021-REV-1/en/pdf>
- 186 Challenges, « L'embarrassant sponsoring de la Présidence française de l'UE », octobre 2021. https://www.challenges.fr/politique/l-embarrassant-sponsoring-de-la-presidence-francaise-de-l-ue_784955
- 187 RFI, « Citroën, Peugeot charged with consumer fraud in Dieselgate emissions probe », juin 2021. <https://www.rfi.fr/en/france/20210610-france-charges-peugeot-with-consumer-fraud-in-latest-dieselgate-emissions-probe-car-automobile-volkswagen-stellantis-fiat>
- 188 Minutes of meeting with Valère Moutarlier, member of Cabinet of Commissioner Thierry Breton with Le Cercle des réseaux européens. 16 mars 2021. <https://www.asktheeu.org/en/request/9319/response/31185/attach/html/6/BASIS%20CAB%20BRETON%20778%201%20Redacted.pdf.pdf.html>
- 189 Transport and Environment, « Citroën and Peugeot the latest carmakers to be charged over Dieselgate », juin 2021. <https://www.transportenvironment.org/discover/citroen-and-peugeot-the-latest-carmakers-to-be-charged-over-dieselgate/>
- 190 Contexte, « Le sponsoring de la PFUE finalement limité à la fourniture de voitures électriques ou hybrides », novembre 2021. <https://www.contexte.com/pouvoirs/actualite/141775.html>

- 191 Politico EU Influence, « Ombudsman deal within reach — Evaluating Porto — The great IP debate », mai 2021. <https://www.politico.eu/newsletter/politico-eu-influence/ombudsman-deal-within-reach-evaluating-porto-the-great-ip-debate/>
- 192 B2 Le blog de l'Europe géopolitique. « Présidence française de l'Union européenne : comment se préparent les diplomates à Bruxelles », octobre 2021. <http://www.bruxelles2.eu/2021/10/presidence-francaise-de-lue-comment-se-prepare-la-representation-permanente-a-bruxelles/> (consulté le 4 novembre 2021)
- 193 Access to documents request to Permanent Representation of France to the EU. https://www.asktheeu.org/en/request/french_presidency_of_the_eu (consulté le 4 novembre 2021)
- 194 <https://www.linkedin.com/in/elo%C3%AFse-couffon-046194b1/> (consulté le 27 novembre 2021)
- 195 <https://www.linkedin.com/in/emmanuel-mounier-a7498925/> (consulté le 27 novembre 2021)
- 196 EU Travel Tech. Members. <https://eu-traveltech.eu/members/> (consulté le 6 novembre 2021)
- 197 Transparency Register. <https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=70614728635-77> (consulté le 15 novembre 2021)
- 198 <https://www.linkedin.com/in/pascal-rogard-3483a323/> (consulté le 27 novembre 2021)
- 199 <https://www.integritywatch.eu/> (consulté le 15 novembre 2021)
- 200 <https://www.linkedin.com/in/anne-c%C3%A9cile-legrain/?originalSubdomain=fr> (consulté le 27 novembre 2021)
- 201 <https://www.linkedin.com/in/guillaume-arduin/> (consulté le 27 novembre 2021)
- 202 Assemblée Nationale, 21 juillet 2021. Commission des affaires étrangères : « L'Union européenne avant la présidence française » http://event.assemblee-nationale.fr/video.11081214_60f7cb9a6abeb_8ème minute. Consulté le 21 septembre 2021.
- 203 Le Figaro, « Entre Fondation de France et Le Siècle, l'ambassadeur Pierre Sellal plébiscité », mai 2021. <https://www.lefigaro.fr/decideurs/portraits/entre-fondation-de-france-et-le-siecle-l-ambassadeur-pierre-sellal-plebis-cite-20210507>
- 204 Représentation permanente de la France auprès de l'UE, « Europe et autonomie stratégique : quelles ambitions pour l'industrie européenne ? », <https://ue.delegfrance.org/europe-et-autonomie-strategique>
- 205 <https://www.linkedin.com/in/bertranddeperez/> (consulté le 21 septembre 2021)
- 206 MEDEF, « Mise en place d'un Comité souveraineté et sécurité des entreprises françaises ». <https://www.medef.com/fr/actualites/mise-en-place-dun-comite-souverainete-et-securite-des-entreprises-francaises>
- 207 Représentation permanente de la France auprès de l'UE, Pôle Entreprises et Coopération <https://ue.delegfrance.org/pole-entreprises-et-cooperation-2810> (consulté le 7 novembre 2021)
- 208 Transparency Register <https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobbyist.do?id=556993815043-84> (consulté le 7 novembre 2021)
- 209 <https://www.linkedin.com/in/marie-christine-vaccarezza-ba3b12182/> (consulté le 7 novembre 2021), <https://twitter.com/mvaccarezza?lang=fr> (consulté le 7 novembre 2021)
- 210 École Nationale d'Administration, « Alain Bentejac, Président des Conseillers du Commerce extérieur de la France », janvier 2021. <https://www.ena.fr/Formation/Formation-Fonction-Publique/Formation-Initiale/Portraits-d-anciennes-eleves-de-l-ENA/Et-aussi-portraits-d-anciens-eleves-ayant-oeuvre-pour-l-egalite-hommes-femmes/Alain-Bentejac-Président-des-Conseillers-du-Commerce-exterieur-de-la-France> (consulté le 17 novembre 2021)
- 211 Politico Pro Paris Influence, « Totale allergie à TotalEnergies — La bataille perdue du reconditionné — Les avocats et Bercy se fâchent », 26 octobre 2021. <https://politico.us8.list-manage.com/track/click?u=e-26c1a1c392386a968d02fdbcd&id=c70ae6f26e8e=8c1070a21b>
- 212 B2 Le blog de l'Europe géopolitique, « Présidence française de l'Union européenne : comment se préparent les diplomates à Bruxelles », octobre 2021. <http://www.bruxelles2.eu/2021/10/presidence-francaise-de-lue-comment-se-prepare-la-representation-permanente-a-bruxelles/>. Conversation privée entre les auteurs et un diplomate.
- 213 Scale Up Europe. <https://scaleupeurope.tech/>
- 214 Politico Pro Paris Influence, « Qwant et Huawei — Tabula rasa sur la start-up nation — Régiobizness », 15 juin 2021. <https://www.politico.eu/newsletter/politico-paris-influence/politico-pro-paris-influence-quant-et-huawei-tabula-rasa-sur-la-start-up-nation-regiobizness-2/>
- 215 Par exemple : <https://ue.delegfrance.org/deplacement-de-mme-borne-et-m> ou <https://ue.delegfrance.org/deplacement-de-m-clement-beaune-en-5490>
- 216 Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Agenda de Clément Beaune. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/les-ministres/clement-beaune/agendas-precedents/article/septembre-2021> (consulté le 15 novembre 2021)
- 217 La Finlande a divulgué une liste de rendez-vous entre les lobbies et ses ministres concernant sa présidence de l'UE en 2019, ainsi que les sujets abordés au cours de ces rendez-vous : <https://eu2019.fi/en/presidency/openness-and-transparency/meetings>
- 218 Rencontre avec les conseillers de Beaune et conversations privées avec des représentants d'ONG.
- 219 <https://www.linkedin.com/in/victor-pace-08388868/> (consulté le 27 novembre 2021)
- 220 <https://www.linkedin.com/in/matylda-brzezinska-6130a284/?originalSubdomain=fr> (consulté le 27 novembre 2021)
- 221 Image 7. Nos Clients. <https://www.image7.fr/clients/nos-clients/> (consulté le 6 décembre 2021)
- 222 <https://www.linkedin.com/in/garance-pineau-b2407b9/> (consulté le 27 novembre 2021)
- 223 <https://www.linkedin.com/in/erkki-maillard/> (consulté le 27 novembre 2021)
- 224 https://fr.wikipedia.org/wiki/Ci%C3%A9ment_Beaune (consulté le 6 novembre 2021) https://www.parisaeroport.fr/docs/default-source/groupe-fichiers/presse/cp_octobre-decembre-2016/211116-nominations-au-sein-du-groupe-adp.pdf?sfvrsn=f3691bbd_2 (consulté le 6 novembre 2021)
- 225 <https://www.linkedin.com/in/severine-fautrelle-48664857/?originalSubdomain=fr> (consulté le 6 décembre 2021)
- 226 Assemblée nationale, Commission des affaires européennes. [https://www2.assemblee-nationale.fr/15/autres-commissions/commission-des-affaires-europeennes/\(block\)/41367](https://www2.assemblee-nationale.fr/15/autres-commissions/commission-des-affaires-europeennes/(block)/41367) (consulté le 4 novembre 2021)
- 227 Présentation de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne, 9 décembre 2021. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2021/12/09/presentation-de-la-presidence-francaise-du-conseil-de-lunion-europeenne>
- 228 L'Usine nouvelle, « Thierry Breton, porte-voix du nucléaire à Bruxelles », septembre 2021. <https://www.usinenouvelle.com/article/thierry-breton-porte-voix-du-nucleaire-a-bruxelles.N1139056>
- 229 Corporate Europe Observatory, « Thierry Breton, the corporate commissioner? », 11 novembre 2019. <https://corporateeurope.org/en/2019/11/thierry-breton-corporate-commissioner>

- 230 <https://www.linkedin.com/in/terencezakka/> Consulté le 20 septembre 2021.
- 231 Minutes of meeting between Thierry Breton and Atos and other companies, 16 décembre 2020. https://www.asktheeu.org/en/request/meeting_between_thierry_breton_a_14#outgoing-19361
- 232 Minutes of meeting between Thierry Breton and Atos and other companies, 7 mai 2021. https://www.asktheeu.org/en/request/meeting_between_thierry_breton_a_19#outgoing-19118
- 233 Report of the Roundtable on Cloud & Edge. 16 décembre 2020. https://www.asktheeu.org/en/request/9264/response/33361/attach/4/Document%206.pdf?cookie_pass-through=1
- 234 Depuis décembre 2020, sur 18 requêtes officielles de l'Observatoire des multinationales d'accès à des documents liés aux rendez-vous de lobbying de Thierry Breton, seulement 15 ont obtenu réponse. Sur les 15 ensembles de documents reçus, seulement 10 incluait un compte-rendu du rendez-vous, l'information la plus importante. Plus de détails ici : https://www.asktheeu.org/en/user/lora_verheecke/requests
- 235 Compte-rendu de la réunion avec Valère Moutarlier, membre du Cabinet du Commissaire Thierry Breton avec Le Cercle des réseaux européens. 16 mars 2021. <https://www.asktheeu.org/en/request/9319/response/31185/attach/html/11/Discours%20778%20R%20union%20avec%20le%20Cercle%20des%20r%20seaux%20europ%20ens%201%20Redacted%20OK.pdf.pdf.html>
- 236 Commission européenne. Réunions des membres du cabinet du Commissaire Thierry Breton avec les organisations et les indépendants. <http://ec.europa.eu/transparencyinitiative/meetings/meeting.do?host=927e0831-3a4b-48f3-82d0-7524f4b31b9b&d-6679426-p=12>
- 237 Données de LobbyFacts (<https://lobbyfacts.eu>) et du registre de transparence de l'UE. Certaines données, manifestement erronées, ont été retirées, ainsi que quelques organisations ayant leur siège en France (généralement Strasbourg), mais avec une identité européenne claire.
- 238 Politico, newsletter Paris Influence, 14 septembre 2021 ; https://twitter.com/seb_mailard/status/1465277317564055564 and Contexte Pouvoirs du 30 novembre 2021
- 239 Corporate Europe Observatory. Thinking allowed? How think tanks facilitate corporate lobbying. July 2016. <https://corporateeurope.org/en/power-lobbies/2016/07/thinking-allowed>
- 240 Recherche détaillée disponible sur demande auprès de l'Observatoire des multinationales.
- 241 Confrontations Europe, Adhérents et partenaires. <https://confrontations.org/partenaires/#1459504577391-66542d01-2b25> (consulté le 27 septembre 2021)
- 242 Confrontations Europe, Gouvernance. <https://confrontations.org/gouvernance-b/> (consulté le 27 septembre 2021)
- 243 Confrontations Europe, « Relance, puissance, appartenance : la nécessaire construction d'une Europe de la santé », 29 juin 2021. <https://confrontations.org/pdeweverconfrontations-org/relance-puissance-appartenance-la-necessaire-construction-dune-europe-de-la-sante/>
- 244 Youtube. Entretien Clément Beaune x Confrontations Europe. 12 octobre 2021. <https://www.youtube.com/watch?v=ky-1b0QDIRLE> (consulté le 10 novembre 2021)
- 245 Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Agenda de Clément Beaune. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/les-ministres/clement-beaune/agendas-precedents/> (consulté le 10 novembre 2021)
- 246 Fondapol, Présentation de la Fondapol. <https://www.fondapol.org/la-fondation/>. Consulté le 27 septembre 2021.
- 247 Fondapol, « Propositions pour la présidence française du Conseil de l'Union européenne », 9 mai 2021. <https://www.fondapol.org/decryptage/propositions-pour-la-presidence-francaise-du-conseil-de-lunion-europeenne-1er-janvier-30-juin-2022/>
- 248 <https://www.linkedin.com/in/victorpace-08388868/> (Viewed 27 November 2021)
- 249 Politico, newsletter Paris Influence, 14 septembre 2021 ; https://twitter.com/seb_mailard/status/1465277317564055564 and Contexte Pouvoirs du 30 novembre 2021
- 250 Corporate Europe Observatory. Thinking allowed? How think tanks facilitate corporate lobbying. July 2016. <https://corporateeurope.org/en/power-lobbies/2016/07/thinking-allowed>
- 251 Recherche détaillée disponible sur demande auprès de l'Observatoire des multinationales.
- 252 Confrontations Europe, Adhérents et partenaires. <https://confrontations.org/partenaires/#1459504577391-66542d01-2b25> (consulté le 27 septembre 2021)
- 253 Confrontations Europe, Gouvernance. <https://confrontations.org/gouvernance-b/> (consulté le 27 septembre 2021)
- 254 Confrontations Europe, « Relance, puissance, appartenance : la nécessaire construction d'une Europe de la santé », 29 juin 2021. <https://confrontations.org/pdeweverconfrontations-org/relance-puissance-appartenance-la-necessaire-construction-dune-europe-de-la-sante/>
- 255 Youtube. Entretien Clément Beaune x Confrontations Europe. 12 octobre 2021. <https://www.youtube.com/watch?v=ky-1b0QDIRLE> (consulté le 10 novembre 2021)
- 256 Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Agenda de Clément Beaune. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/les-ministres/clement-beaune/agendas-precedents/> (consulté le 10 novembre 2021)
- 257 Fondapol, Présentation de la Fondapol. <https://www.fondapol.org/la-fondation/>. Consulté le 27 septembre 2021.
- 258 Fondapol, « Propositions pour la présidence française du Conseil de l'Union européenne », 9 mai 2021. <https://www.fondapol.org/decryptage/propositions-pour-la-presidence-francaise-du-conseil-de-lunion-europeenne-1er-janvier-30-juin-2022/>
- 259 Le Moci, « Le Medef se renforce à Bruxelles avec une « Maison des entreprises de France » », février 2016. <https://www.lemoci.com/ue-lobbying-le-medef-se-renforce-a-bruxelles-avec-une-maison-des-entreprises-de-france/>

**PUBLIÉ PAR L'OBSERVATOIRE DES MULTINATIONALES
ET CORPORATE EUROPE OBSERVATORY,
DÉCEMBRE 2021**

Rédaction : Vicky Cann, Olivier Petitjean, and Lora Verheecke,
with inputs by Belén Balanyá, Kenneth Haar, Olivier Hoedeman,
Nina Holland, and Margarida Silva

Edition : Katharine Ainger

Graphisme : Guillaume Seyral
(icônes & infographie avec thenounproject et freepik)

Traduction : Clémence Hutin, Olivier Petitjean,
Mélissandre Pichon et Lora Verheecke